Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord

TOME CXXXVIII
ANNÉE 2011
4e LIVRAISON

Les textes publiés dans ce Bulletin expriment des points de vue personnels des auteurs qui les ont rédigés. Ils ne peuvent engager, de quelque façon que ce soit, ni la direction du Bulletin, ni la Société. Le conseil d'administration de la Société Historique et Archéologique du Périgord fait appel à chaque membre de notre compagnie afin de collaborer au Bulletin.

Les auteurs sont priés d'adresser les textes sur deux supports : un tirage papier et un CDrom (format word). Les illustrations doivent être impérativement libres de droits. Le tout est à envoyer au comité de lecture et de rédaction, Bulletin de la S.H.A.P. - 18, rue du Plantier - 24000 Périgueux. Les tapuscrits seront soumis à l'avis de ce comité et éventuellement insérés dans une prochaine livraison. Il n'est pas fait retour aux auteurs des documents non publiés. Ils sont archivés à la bibliothèque de la S.H.A.P. où on pourra les consulter. Les articles insérés dans le Bulletin sont remis gracieusement à leurs auteurs sous la forme de cinq exemplaires tirés à la suite. Les bibliothécaires de la S.H.A.P. les tiennent à la disposition des bénéficiaires.

Directeur des publications :
Gérard FAYOLLE

Comité scientifique, de lecture et de rédaction :
Dominique AUDRERIE,
Alain BLONDIN,
Brigitte DELLUC,
Gilles DELLUC,
François MICHEL,
Patrick PETOT,
Jeannine ROUSSET

Secrétariat :
Sophie BRIDOUX-PRADEAU

Communication, relations extérieures :
Gérard FAYOLLE

Gestion des abonnements :
Marie-Rose BROUT

Le présent bulletin a été tiré à 1 100 exemplaires

Décembre 2011

Dans le souci de préserver les droits de ses auteurs, la Société historique et archéologique du Périgord, déclarée d'utilité publique, se doit de rappeler à tous ce qui suit :
Le Code de la propriété intellectuelle autorisant aux termes de l'article L.122-5, 2°) et 3°) d'une part que « Les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « Toute représentation, ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants-droit ou ayants-cause est illicite » (art. L.122-4 du Code de la propriété intellectuelle). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

© S.H.A.P. Tous droits réservés. Reproduction, adaptation, traduction sont interdites, sans accord écrit du directeur des publications.

S.H.A.P. – 18, rue du Plantier – F 24000 Périgueux

Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord

TOME CXXXVIII
ANNÉE 2011
4e LIVRAISON

SOMMAIRE DE LA 4e LIVRAISON 2011

- Compte rendu de la séance
  du 3 août 2011 475
  du 7 septembre 2011 480
  du 5 octobre 2011 485
- Éditorial : La Maison de l'Histoire (Gérard Fayolle) 491
- Programme de nos réunions. 1er trimestre 2012 492
- La distribution des animaux à Lascaux reflèterait leur distribution naturelle (Julien d'Huy) 493
- Les exactions des compagnies anglo-gasconnes dans la moyenne vallée de la Dordogne durant les années 1370 (Nicolas Savy) 503
- Les Périgordins des forces navales françaises libres (1940-1945) (Jean-Jacques Gillot) 515
- Dans notre iconothèque et dans l'histoire de France : Le mystérieux Périgordin Veysset. A-t-il livré Paris aux Versaillais en 1871 ? (Brigitte et Gilles Delluc) 557
- Sortie du 10 septembre 2011 : Villars, Saint-Crépin-de-Richemont, Saint-Félix-de-Mareuil (collectif) 587
- Petit patrimoine rural : Les tours de guet dans la châtellenie de Montignac (La Pierre Angulaire / Catherine Schunck) 593
- Notes de lecture : En flânant dans les rues d'Excideuil en Périgord. À la recherche du passé (J. Gay), Des traces et des ombres sur nos pierres. Monographie de Saint-Martial-de-Nabirat et des environs (J. G. Planche), Patrimoine et biodiversité (collectif), Le soir au cantou. Recueil de poésies patoises du docteur Boissel (1872-1939) précédé de L'aveugle de Castelculier, poème occitan de Jasmin (1798-1864) (version française G. Gerval), Les mystères du Périgord. Histoires insolites, étranges, criminelles et extraordinaires (J.-J. Gillot et P. Audoux), Préhistoire en Périgord, Quercy, Charentes et Poitou (T. Félix et J. Aubarbier, J.-P. Bouchard), Le talisman cathare (J.-L. Aubarbier) 597
- Courrier des chercheurs et petites nouvelles (Brigitte Delluc) 601
- Sommaire et table des illustrations du tome CXXXVIII (2011) 605

Le présent bulletin a été tiré à 1100 exemplaires.

Photo de couverture : Le château du Pleyssac à Saint-Crépin-de-Richemont (cliché M. Cestac, 2011).

Comptes rendus des réunions mensuelles

SÉANCE DU MERCREDI 3 AOÛT 2011

Président : Gérard Fayolle, président.

Présents : 103.

Le compte rendu de la précédente réunion mensuelle est adopté.

ENTRÉES DANS LA BIBLIOTHÈQUE

Entrées de livres

- Defrance (Eugène), 1912. *La conversion d'un Sans-Culotte, Gabriel Bouquier, peintre, poète et conventionnel (1739-1810)*, Paris, éd. Mercure de France
- Gossare (Miton), 2004. *Chroniques de la vie ordinaire en Périgord au XVIIIe siècle*, Cahors, L'Hydre éditions (don de J.-P. Durieux)
- Lorblanchet (Michel), 2006. *Les origines de l'art*, Paris, éd. Le Pommier / Cité des Sciences et de l'Industrie (don de B. et G. Delluc)
- Depaepe (Pascal), 2009. *La France du Paléolithique*, Paris, éd. La Découverte (don de B. et G. Delluc).

Entrées de brochures, de documents et de tirés-à-part

- Durieux (Georges), 1931. *Contribution à l'étude des abcès du poumon d'origine traumatique*, Paris, Jouve et cie éditeurs (don de J.-P. Durieux)
- *L'Ancien d'Algérie*, août-septembre 2010 : « Dordogne : le bonheur est en Périgord » (G. Marinier), extrait (don de J.-P. Durieux)

- *Le Républicain lorrain*, 3 juillet 2011 : « Lascaux, sous surveillance », extrait (don de J.-P. Durieux)

- Lima (Pedro) et Psaila (Philippe), 2011. *Les trésors de la grotte Chauvet révélés par la 3D*, dossier coordonné par Cyril Drouhet (don de B. et G. Delluc)

- « L'église de Cénac », photocopie du dossier de restauration du chœur, préparé pour l'excursion du 18 juin 2011 (don de A. Blondin).

REVUE DE PRESSE

- *La lettre d'information de la délégation Aquitaine de la Fondation du Patrimoine*, n° 23, 2011 : « Maison forte de Segelard à Auriac-du-Périgord »

- *Aquitaine historique*, n° 110, 2011 : « Et l'Aquitaine devint romaine... »

- *Balade en Périgord*, hors série du *Journal du Périgord*, 2011/2012 : « Balade au cœur de nos villages »

- *Le Journal du Périgord*, n° 193, 2011 : « Par Vesunna ! Que reste-t-il des Pétrocores (2e partie) » (C. Chevillot) ; « Les Talleyrand-Périgord, marquis d'Excideuil » (J. Desthomas-Denivelle)

- *Sites et Monuments*, n° 214, 2011 : « Note d'inquiétude sur un projet d'implantation d'une centrale solaire à 800 m de l'abbaye de Saint-Amand-de-Coly »

- *Maisons de campagne et maisons de la campagne en Aquitaine de l'Antiquité à nos jours*, LXIIIe congrès de la Fédération historique du Sud-Ouest à Créon octobre 2010, 2011 : « La ferme du Parcot ou les deux vies d'une maison doubleaude » (C. Marache)

- *Bulletin de la Fédération historique du Sud-Ouest*, 2011 : annonce du congrès de Saintes du 8 et 9 octobre 2011.

COMMUNICATIONS

Le président se réjouit de la complète réfection de la façade de notre immeuble sur la rue du Plantier. Il rappelle que la souscription est toujours ouverte. Même les dons les plus petits aideront à payer la facture de ces travaux devenus indispensables car la façade était devenue dangereuse, des fragments de pierre tombant dans la rue.

Il annonce les différentes manifestations de ce mois d'août, en particulier une fête médiévale au château Barrière à Périgueux le 8 août, une visite du cloître de Saint-Front illuminé le 9 août, le 18e colloque de Cadouin le 20 août sur le thème *Cadouin et le catharisme*. Il rappelle que notre sortie d'automne aura lieu le 10 septembre avec la visite de la grotte de Villars par B. et G. Delluc, suivie par celles de trois demeures privées, non ouvertes au public : les

châteaux du Pleyssac (Saint-Crépin-de-Richemont), de Mondevys (Saint-Félix-de-Bourdeilles) et la chartreuse de Champagne (Saint-Crépin-de-Richemont).

Albert E. Fischli présente le résultat du travail de bénédictin qu'il vient de réaliser en déchiffrant un parchemin du XVIe siècle, rédigé en français moyen et en latin et concernant le **partage de la seigneurie et la justice de Montagrier en 1555**, selon le procès-verbal du greffier Depontac de 1567. « Un procès est engagé le 7 août 1555 au parlement de Bordeaux par devant Arnauld de Ferron, conseiller du roi, entre Francoys d'Aydie, seigneur de Ribérac et de Montagrier pour la plus grande partie, demandeur, et Jehan de La Roche, seigneur de Soubran et en partie de Montagrier, défenseur. Au cours du procès la seigneurie et justice de Montagrier est partagée entre Francoys d'Aydie, seigneur de Ribérac, Jehan de La Roche, seigneur de Soubran, Grymon de Montagrier, seigneur de Mourates (Marouratte), Jehan de Montardy, seigneur de Lascoux, Guy de Jaubert, seigneur de Montardy et Bertrand de Jaubert, seigneur d'Allemans. Aux limites des seigneuries créées plusieurs bornes sont plantées. Les seigneurs sont mis en possession de leurs seigneuries et jurent d'être des bons seigneurs et de garantir les franchises et libertés des sujets. Les sujets prêtent serment. Les rentes communes dues au château de Montagrier sont dressées sur un *papier censifz* détaillé fait par les deux maîtres Jehan de Monthouzon et Guilhaume Monthouzon. Il s'agit de 170 propriétés à Montagrier, Grand-Brassac, Celles, Saint-Méard-de-Drône, Tocane-Saint-Âpre et Bertric, qui sont à partager entre Francoys d'Aydie (75%) et Jehan de La Roche (25%). Le *papier censifz* est une source riche en toponymes et en noms de famille. Il est signé à la dernière séance du procès qui se tient au 10 décembre 1556. M. de Ferron étant décédé, le procès-verbal final ne sort que le 26 avril 1567. Il a été vérifié par le conseiller royal Gymery de Guscq et signé par le greffier Depontac » (résumé de l'intervenant). L'intervenant a déposé aux Archives départementales de la Dordogne un DVD contenant un résumé bref, le texte déchiffré et quatre dossiers avec 297 photographies du document en parchemin contenant 290 pages, sous série 2 E 1851, 94.1 et 2, famille d'Aydie de Ribérac.

Victoria Man-Estier annonce l'exposition ***Femmes célèbres du Périgord*** qui est visible jusqu'à la fin août aux Archives départementales de la Dordogne. Conçue par l'intervenante, cette exposition a pour but « de rendre hommage à vingt-cinq personnalités féminines du département afin de rappeler leur mémoire et le destin qui fut le leur. Composée de 25 panneaux, elle est à la fois historique (depuis les statuettes périgordines de -35 000 ans, en passant par Madame Pataud jusqu'à une période récente), géographique (permettant une promenade à travers les 4 Périgords), sociologique (tous les statuts et métiers sont représentés) et féministe - en portant un regard souvent

bienveillant sur ces femmes. Sur chaque panneau, figurent une biographie, un portrait ou une photo souvent inédits, une image évocatrice de sa situation, une photo du lieu où la personne est née, a vécu ou repose et l'indication de ce lieu sur une carte du Périgord. Cette exposition devrait ensuite voyager à travers le département dans les municipalités et les institutions qui ont fait la demande » (résumé de l'intervenante).

Reprenant une phrase du président Cazeau s'interrogeant sur le sexe des peintres de Lascaux, G. Delluc indique que, selon les travaux récents, il s'agissait d'hommes car ces peintres connaissaient bien les animaux, ils étaient donc des chasseurs et que dans tous les peuples chasseurs-cueilleurs ce sont les hommes qui vont à la chasse. Pour V. Man-Estier les sculpteurs des statuettes de femmes enceintes seraient plutôt des femmes. Cette dernière question reste ouverte.

Gilles Delluc (avec la collaboration de Brigitte Delluc) présente ensuite quelques souvenirs des **octrois de Périgueux**, grâce à un plan de Périgueux datant de l'entre-deux guerres, où leurs emplacements figurent clairement, et grâce à des photographies prises en 1988, à une époque où il demeurait encore des vestiges de plusieurs bâtiments de l'octroi. Toutes les marchandises basiques et rentables (les animaux, le vin surtout) entrant dans les grandes villes

Fig. 1.

Fig. 2.

devaient payer la taxe. Cet impôt existe depuis le XIIe siècle. Il avait été suspendu pendant quelques années de 1791 à 1798 et définitivement supprimé seulement le 1er août 1942. Les maisons de l'octroi étaient donc situées à toutes les entrées dans la ville. Après la suppression de cet impôt, certaines d'entre elles ont accueilli des petits commerces. La plupart ont été détruites récemment comme celle de l'Arsault, mais, sur celles qui subsistaient, on retrouvait encore l'enseigne *Octroi de Périgueux* (fig. 1) ou *Bureau de l'octroi*, ainsi en bordure de la route de Bergerac, juste avant le croisement avec la ligne de chemin de fer. La charge de ces bureaux de l'octroi était tenue par des gabelous, munis d'une sacoche (fig. 2). À Paris, l'un de ces gabelous est devenu célèbre par sa peinture, c'est le Douanier Rousseau.

Georges Cornuet présente ensuite l'étonnante découverte qu'il a commencé à faire il y a 2,5 ans. En défrichant un terrain lui appartenant au **Petit Moulin (Saint-Astier)**, il a mis au jour à fleur de sol des milliers de silex taillés, parmi lesquels près de 300 bifaces. Notre *Bulletin* a rapporté la visite que fit Brigitte Delluc, à la demande de l'intervenant, sur ce qui paraît être un exceptionnel gisement acheuléen de plein air (*BSHAP*, 2011, p. 306-307). Non sans émotion, M. Cornuet présente une dizaine de pièces particulièrement spectaculaires, en particulier un très gros biface de 25 cm de long, un hachereau, un biface trapézoïdal. Comme il est légal, il avait fait tout de suite une déclaration à la Préfecture. Il a déjà eu la visite de quelques personnes comme MM. Castanet et Piel-Desruisseaux. Mais surtout il attend avec impatience la venue de préhistoriens, spécialistes de cette époque très ancienne, pour étudier les 24 518 pièces qu'il a recueillies, les dater et lui expliquer comment un tel dépôt a pu se mettre en place sur cette terrasse du ruisseau du Jouy. L'intervenant envisage d'organiser une exposition à partir du printemps prochain.

Michel Cabanac présente la **véritable généalogie d'Henri Bertin, ministre de Louis XV** et revient sur les origines de cette famille périgordine, de la bourgeoisie consulaire à la noblesse de cour. Le ministre Henri Bertin aurait falsifié sa généalogie en fournissant une version fantaisiste pour justifier sa noblesse. Le travail de l'intervenant a donc consisté à débrouiller l'écheveau au travers des différentes branches de la famille Bertin. Au départ, ils étaient des marchands de Périgueux en haut de la rue Aubergerie. Ils ont ensuite fait alliance avec la bourgeoisie et avec la noblesse de la région. Un Jean Bertin

était marchand-bourgeois place de la Clautre à la fin du XVIe siècle. L'actuelle mairie de Saint-Laurent-sur-Manoire fut à la famille Bertin de 1567 à 1840. Une branche est devenue maître de forges et elle mit trois générations pour être anoblie. Le père du ministre, Jean Bertin ou Jean de Bertin, a acheté Bourdeilles et l'a payé en billets de la banque Law. Seigneur de Bourdeilles et maître de requêtes, il fut anobli le 4 août 1754 : c'est, semble-t-il, la véritable origine de la noblesse d'Henri Bertin. Une anecdote : le futur ministre a essayé d'acclimater le ver à soie à Bourdeilles en 1762, mais ce fut un échec. Un de ses frères fut abbé de Brantôme. Un autre fut évêque de Vannes.

Vu le président
Gérard Fayolle

La secrétaire générale
Brigitte Delluc

SÉANCE DU MERCREDI 7 SEPTEMBRE 2011

Président : Gérard Fayolle, président.

Présents : 102. Excusés : 3.

Le compte rendu de la précédente réunion mensuelle est adopté.

NÉCROLOGIE

- Christiane Lassaigne
Le président présente les condoléances de la SHAP.

FÉLICITATIONS

- Mme Elena Man-Estier, nommée conservatrice du patrimoine chargée de grottes ornées au Centre national de préhistoire de Périgueux, à la suite de Norbert Aujoulat.

ENTRÉES DANS LA BIBLIOTHÈQUE

Entrées de livres

- Delluc (Brigitte et Gilles), Roussot (Alain), Roussot-Larroque (Julia), 2011. *Périgord Prehistory*, Bordeaux, éd. Sud Ouest (don des auteurs), en attendant l'édition française

- Triolet (Jérôme et Laurent), 2011. *La guerre souterraine. Sous terre, on se bat aussi*, Paris, éd. Perrin (don de B. et G. Delluc).

Entrées de brochures, de documents et de tirés-à-part

- Marsac-sur-l'Isle, rafles, assassinats et pillages à La Prunerie et à Marsac entre 1942 et 1944, documents provenant de la collection Jean-Bernard Ney, photocopies (don de C. Laurent), originaux remis au groupe Mémoire de Marsac

- Dossier de presse concernant Joséphine Baker (1931-2007) (don de J.-P. Durieux)

- *Le collège La Boétie de Sarlat d'hier à aujourd'hui*, plaquette (don de J.-P. Durieux)

- Hommage à Maxime Déroulède (10 novembre 1872-8 avril 1951) (don de J.-P. Durieux)

- *Bulletin officiel municipal consacré au Xe festival des jeux du théâtre de Sarlat*, 1961 (don de J.-P. Durieux)

- Secret (Jean), s. d. (vers 1960). *Périgord roman*, brochure (don de J.-P. Durieux)

- Prévôt (Philippe), 2004. *Les jardins de l'Imaginaire*, Bordeaux, éd. Sud Ouest (don de J.-P. Durieux)

- *Eléments de réflexion pour un programme d'aménagement rural*, 1985, Direction départementale de l'Agriculture, avec de nombreuses cartes (don de J.-P. Durieux)

- Album édité le 16 septembre 2011 pour l'association SEM, exemplaire n° 67/80 : planches de Sem extraites des revues *Le Rire* (1895-1923) et *Le Sourire* (1919).

REVUE DE PRESSE

- *Paléo*, n° 21, 2009-2010 : « Nécrologie de Guy Célérier » (J.-Ph. Rigaud) ; « analyse du panneau sculpté de Cap-Blanc à Marquay » (C. Bourdier) ; « Une nouvelle représentation féminine à La Madeleine (Tursac) » (J.-P. Duhard) ; « Le Moustérien à denticulés de la couche 20 de Combe Grenal » (J.-Ph. Faivre) ; « La grotte XVI » (B. Kervazo et J.-P. Texier) ; « Le plus ancien enfant d'Aquitaine : Combe Grenal 31 » (B. Maureille et col.) ; « Réexamen du niveau 4 du Pech-de-l'Azé à Crasc » (W. Rendu et col.)

- *Paléo*, numéro spécial, 2009-2010 : « Entre le marteau et l'enclume... », Actes de la table ronde de Toulouse (mars 2004) sous la dir. de V. Mourre et M. Jarry : « La fracturation en *split* dans l'industrie lithique des Tares à Sourzac » (J.-Ph. Faivre et col.) ; « La percussion verticale au percuteur dur à touche rectiligne en Périgord » (A. Turq)

- *Actes des XVIe et XVIIe colloques de Cadouin*, 2011 : « Croisades, pèlerinages et miracles » avec une communication de J.-F. Gareyte sur la chanson d'Antioche et une de B. et G. Delluc sur les miracles de Cadouin ; « Saint-Jacques de Compostelle, un mythe devenu réalité » avec une communication de P. Dor sur l'histoire du suaire au Moyen Âge et une de B. et G. Delluc sur les coquilles sculptées de Cadouin

- *Bulletin de la Société des Études du Lot*, t. CXXXII, 2e fasc., 2011 : séance publique du samedi 19 mars. Conférences de Brigitte et Gilles Delluc sur « Lascaux histoire et archéologie » et de Michel Lorblanchet sur « La femme dans l'art du Quercy »

- *Le Journal du Périgord*, n° 194, 2011 : « Église de Belvès, restauration miraculeuse » (M. Carcenac), travaux et découverte de peintures murales des XVIe au XIXe siècles ; « Que reste-t-il des Pétrocores ? (suite et fin) » (C. Chevillot) ; « Les Talleyrand-Périgord, marquis d'Excideuil » (J. Desthomas-Denivelle) ; « Histoires de miradors à la prison de Mauzac » (J. Tronel) ; « Les croquants du Périgord » (G. Penaud)

- *Revue de l'Agenais*, 138e année, n° 2, 2011 : « Émancipation et *républicanisation* des campagnes du Sud-Ouest (1789-1946) » (H. Delpont)

- *Église en Périgord*, n° 16, 2011 : « L'abbé Michel Bousserie (1938-2011) »

- *Bulletin du GRAHC* (Coutras), n° 37, 2010 : « Le canton de La Roche-Chalais 1790-1810 » (M. Biret)

- *Bulletin du GRAHC* (Coutras), n° 38, 2011 : « Les destructions dans la vallée de l'Isle par le vicomte de Turenne à l'issue de la bataille de Coutras »

- *Échos'GRAHC* (Coutras), n° 30, 2011 : « Un peu de toponymie sur Le Pizou (canton de Montpon-Ménestérol) »

- *Préhistoire du Sud-Ouest*, n° 18, 2010-2 : « Les animaux *fléchés* à Lascaux : nouvelle proposition d'interprétation » (J. d'Huy et J.-L. Le Quellec)

- *Préhistoire du Sud-Ouest*, supplément n° 12, 2011 : « Index 2010, sommaire général des publications du n° 1-1982 au n° 17-2009-2 ».

COMMUNICATIONS

Le président accueille les nouveaux membres, en particulier M. et Mme Ranzetti du Bugue. Il présente les excuses de notre architecte, M. de La Ville, qui devait venir aujourd'hui présenter les travaux de restauration de la façade de notre hôtel de la rue du Plantier. Son intervention est reportée au mois de janvier. La souscription se poursuit jusqu'à la fin de l'année et nous avons besoin de l'aide de chacun de vous. Les chèques, même les plus petits, doivent être libellés au nom de « Fondation du Patrimoine-SHAP » et être adressés 16-18 rue du Plantier. Le Pr Aucouturier, président de la Fondation du Patrimoine, viendra nous en parler au mois de novembre.

Jeannine Rousset donne les dernières précisions concernant la sortie du 10 septembre. Finalement le nombre des inscrits correspond à 2 cars : le premier car partira à 13 heures avec Brigitte Delluc qui fera un commentaire sur Villars pendant le trajet et accompagnera ce premier groupe dans la grotte. Gilles Delluc attendra le deuxième car à Villars et accompagnera le deuxième

groupe dans la grotte. L'après-midi se poursuivra avec la visite des châteaux du Pleyssac, Mondevys et Champagne.

Le président annonce les différentes manifestations du mois à venir, en particulier les Journées du Patrimoine les 17 et 18 septembre (comme d'habitude, la SHAP sera ouverte le dimanche avec une exposition sur les « Grands voyageurs du Périgord » et une vente de nos ouvrages), le colloque sur les châteaux du 23 au 25 septembre à Périgueux, sur le thème des châteaux en ruines et un colloque à Oxford du 23 au 24 septembre sur le thème *Anglo-Gascon Aquitaine : problems and perspectives* avec la participation de Nicolas Savy.

Brigitte et Gilles Delluc font circuler leur nouveau livre *Perigord Prehistory*, écrit en collaboration avec Alain Roussot et Julia Roussot-Larroque, ainsi que les Actes des colloques de Cadouin 2009-2010, qui sont disponibles en ligne sur le site des Amis de Cadouin.

Gilles Delluc (avec la collaboration de Brigitte Delluc) présente une communication illustrée de nombreux documents sur **l'abbé Henri Breuil en Dordogne** à l'occasion du cinquantième anniversaire de sa mort. L'abbé Breuil fréquente la Dordogne depuis la fin du XIXe siècle et on peut dire que c'est la découverte de La Mouthe en 1895 qui marque son entrée en Préhistoire. Le Musée du Périgord conserve ses premiers relevés des gravures de cette grotte réalisés le 1er octobre 1900 à la demande du Dr Rivière. Il est, bien sûr, associé à la reconnaissance de l'art préhistorique en 1902 à La Mouthe. Dans les années qui suivent, il réalise les relevés très spectaculaires de Font-de-Gaume et des Combarelles et les publie en collaboration avec L. Capitan et D. Peyrony. Il devient petit à petit l'interlocuteur et la référence de tous les préhistoriens. Et cela jusqu'à la fin de sa vie. Par exemple à Lascaux en septembre 1940, à Rouffignac en 1956, à Pataud ou à Villars en 1958. Mais son action a été aussi décisive dans la mise au point de la chronologie du Paléolithique supérieur au début du XXe siècle (1905-1912) et on le trouve mêlé à plusieurs « combats » scientifiques, comme celui qui l'opposa à Édouard Martel ou celui qu'il fit mener par L. Didon et D. Peyrony contre Otto Hauser. Mais la longue et belle carrière scientifique de celui que l'on appelait « le pape de la préhistoire », à la suite de Teilhard de Chardin, n'a pas été sans quelques bévues et méprises, comme le percement des gours de la Salle des Peintures de Lascaux pour lui permettre de poser un pied photographique, qui occasionna un effondrement d'un mètre de diamètre et de profondeur à l'entrée du Diverticule Axial (fig. 3, photo extraite du

Fig. 3

film *La Nuit des Temps*, tourné en 1942). En 1952, il publie son *Quatre cents siècles d'art pariétal* avec un chapitre sur chacune des grottes étudiées par lui. Il lui reste encore 4 grottes à publier. Peu avant sa mort en 1961, il en donne la charge à l'abbé André Glory. Celui-ci disparaît en juillet 1966 avant d'avoir pu mener cette tache à son terme. Bernifal, La Mouthe, Combarelles II et La Calévie seront publiés dans notre *Bulletin* en 1994, 1995 et 2006 par B. et G. Delluc et D. Vialou » (résumé des intervenants).

« Il y a 8 ans, avec ses parents, Frédéric Duhard avait commencé des recherches sur la commune de Parcoul et s'était particulièrement occupé des soldats célèbres et surtout de ceux figurant sur le monument aux morts de 14-18. Cette recherche avait abouti à une monographie et à une exposition. Il avait été impressionné car la plupart des visiteurs, de la commune et d'ailleurs, étaient incapables de parler de ces morts. Il a donc décidé d'approfondir cette recherche et de l'étendre aux **monuments aux morts du canton de Saint-Aulaye**. C'est l'objet de l'ouvrage qu'il présente aujourd'hui. Son but est de léguer une trace de ces morts pour les générations à venir et ainsi de maintenir la mémoire collective. « La première partie concerne les causes du conflit, la mobilisation générale mais surtout la vie à l'arrière dans le canton grâce à la commune de Chenaud qui a - c'est la seule - conservé les archives de cette époque (tickets de rationnement, réquisitions, collecte des métaux, ramassage des marrons d'Inde pour la fabrication d'alcool et d'acétone, deux hôpitaux complémentaires, l'un dans l'école Jeanne d'Arc à La Roche-Chalais pour les blessés légers et surtout celui de La Meynardie à Saint-Privat-des-Prés pour les soldats gazés et tuberculeux). La seconde partie se rapporte à la construction des monuments aux morts du canton, tous différents, achetés sur catalogue et acheminés par chemin de fer via la ligne Parcoul-Médillac-Ribérac qui n'existe plus. La troisième partie retrace la vie des 375 morts du canton, classés par ordre chronologique de leur mort, grâce aux fiches matricules conservées dans les archives départementales du lieu de leur résidence, lors de leur conseil de révision. Ainsi on connaît leur taille, leur description physique, leur profession, leur degré d'instruction, les différents régiments fréquentés avant, mais surtout pendant la guerre. Grâce au site Internet « Mémoires des Hommes », on suit, au jour le jour, leurs déplacements, leurs combats et parfois la trace de leur mort ou de leur disparition. Pour terminer, l'intervenant fournit quelques statistiques : 196 de ces soldats mesuraient entre 1,60 m et 1,69 m et 2 étaient très petits 1,49 m ; 230 étaient cultivateurs, 12 militaires et 12 de l'Assistance publique. Cette guerre a fait 156 veuves et plus de 186 pupilles de la Nation. 133 sont inhumés dans des nécropoles nationales et les corps de 36 ont été rapatriés dans les différentes communes du canton » (résumé de l'intervenant).

Jean-Luc Aubarbier donne les sources historiques de son dernier roman *Les démons de sœur Philomène*, en présentant une brillante conférence sur

la passion de sœur Philomène, un drame de la Résistance. Elle « pourrait être sous-titrée *Antigone et la Résistance*, tant cette histoire ressemble à une tragédie grecque. En décembre 1943, des lettres anonymes adressées à la Gestapo de Périgueux sont interceptées par la Résistance ; elles dénoncent un réseau du Maquis dans le nord du département. L'auteur, sœur Philomène, est identifié grâce à son écriture par un libraire de Thiviers. Déguisés en policiers allemands, les résistants l'enlèvent et l'interrogent. Elle avoue sa liaison passionnée avec l'aumônier du bataillon. Lorsqu'il l'a trompée, elle a dénoncé tout le groupe. Les officiers tentent de lui sauver la vie, de l'enfermer dans un carmel ou de l'envoyer en Espagne, mais elle refuse : « Je mérite la mort ». Consulté, l'évêque de Strasbourg la remet entre les mains de la justice militaire. Les résistants ne veulent pas d'une exécution sommaire. Une cour martiale est réunie, la sentence est prononcée et un peloton tiré au sort. Elle meurt avec un grand courage, en habit de religieuse, en refusant qu'on lui bande les yeux. Quinze jours après son exécution, l'armée allemande attaque le moulin du Pont-Lasveyras où elle était détenue et massacre 41 résistants » (résumé de l'intervenant).

Vu le président
Gérard Fayolle

La secrétaire générale
Brigitte Delluc

SÉANCE DU MERCREDI 5 OCTOBRE 2011

Président : Gérard Fayolle, président.

Présents : 95. Excusés : 2.

Le compte rendu de la précédente réunion mensuelle est adopté.

NÉCROLOGIE

- Roger Boudrie
- Gérard de Clarens
- Gérard Durand de Ramefort
- Mme Biraben

Le président présente les condoléances de la SHAP.

ENTRÉES DANS LA BIBLIOTHÈQUE

Entrées de livres

- Gillot (Jean-Jacques), Audoux (Pascal), 2011. *Les mystères du Périgord. Histoires insolites, étranges, criminelles et extraordinaires*, Paris, éd. De Borée (don de J.-J. Gillot)

- Gay (Jacques), 2009. *En flânant dans les rues d'Excideuil en Périgord, à la recherche du passé*, Excideuil, éd. Phil de Mar Yann (don de F. A. Boddart).

Entrées de brochures, de documents et de tirés-à-part

- Duhard (Frédéric), 2011. *1914-1918, un canton dans la tourmente, Saint-Aulaye*, brochure multigraphiée (don de l'auteur)

- Audrerie (Dominique) (sous la direction de), 2011. *Patrimoine et biodiversité*, Cinquièmes rencontres patrimoniales de Périgueux, Bordeaux, éd. Presses universitaires de Bordeaux (don de l'éditeur).

REVUE DE PRESSE

- *Cercle d'histoire et de généalogie du Périgord*, n° 98, 2011 : « Les soldats de Napoléon » (collectif) ; « Pierre Dufaud, soldat d'Austerlitz de Monpazier » (R. Kuntzmann) ; « Les prisonniers espagnols de Napoléon morts en Dordogne » (collectif) et « la maladie espagnole » (C. Astanière)

- *Mémoire et Patrimoine de Rouffignac-Saint-Cernin*, n° 1, 2010-2011 : « Forges et moulins le long du Manaurie » ; « La famille Festugière »

- *GRHiN*, CR 412, 2011 : CR du colloque de Saint-Saud-Lacoussière, organisé par l'association Georges Rocal, 24-25 juin 2011, sur « les Croquants du Périgord »

- *Art et histoire en Périgord Noir*, n° 126, 2011 : « Montaigne, un sage en des temps troublés » (A.-M. Perrin-Naffakh) ; « Réfugiés à Saint-Amand-de-Coly (1940-1944) » (L. Christiaens et L. Christiaens-Hecquet, présenté par J. Potey) ; « 1970 : au nord du Périgord Noir, nous aurions pu devenir des Vézériens ! » (Cl. Lacombe)

- *Le Festin*, n° 79, 2011 : « Clairvivre, laboratoire d'espoir » (H. Bruneaux)

- *Revue historique du Centre-Ouest*, tome IX, 2010 : « Évêques d'Angoulême et Saintes avant 1200 », avec une notice sur Fronton (573-574) et le Périgord.

COMMUNICATIONS

Le président annonce les différentes manifestations à venir, dont les programmes sont disponibles sur le bureau, en particulier, le 14 octobre, les

prochaines rencontres patrimoniales organisées par Me Dominique Audrerie, sur le thème « Patrimoine et développement durable ». Serge Avrilleau présentera le tome 5 de son inventaire des cluzeaux du Périgord, consacré au Nontronnais, à La Petite Claverie, près de Ribérac, le 15 octobre. La souscription pour la restauration de la façade de notre siège est toujours ouverte : vos dons sont les bienvenus. Le président annonce que 200 m². en un ou deux appartements, seront à louer dans notre immeuble, à la suite du départ de notre locataire le 31 décembre 2011.

Gilles Delluc présente la **première bataille de la guerre de Cent Ans, le 21 octobre 1345 à Auberoche**, en hommage à Géraud Lavergne qui lui indiqua ce lieu à visiter en 1947 et à son ami, Michel Fourcaud, avec lequel il effectua cette visite. L'intervenant s'est appuyé sur les *Chroniques* de Froissart et leurs enluminures et sur le remarquable travail récent du colonel britannique Burne qui vint sur place pour décrire avec précision la première victoire anglaise, presque totalement oubliée des Français. Il a situé sur des cartes et des photographies et reconstitué les différents moments de l'action. À l'époque, le roi d'Angleterre, Edouard III, doit hommage au roi de France, Philippe VI de Valois, pour l'Aquitaine. La frontière entre Aquitaine anglaise et France passe par le Périgord. Survient une querelle de succession au cours de laquelle Edouard III revendique la France, en tant qu'héritier direct de Philippe Le Bel, alors que Philippe VI descend d'une branche collatérale. D'où la guerre de Cent Ans qui commence mal en Périgord à Auberoche en 1345 et se termine bien à Lamothe-Montravel en Périgord en 1453 (bataille dite de Castillon). À Auberoche, l'affaire débute pendant l'été 1345, au tout début de la guerre de Cent Ans, quand les Anglais prennent Auberoche, sans difficulté, à un seigneur local qui leur remet les clefs. C'est l'acte I. Acte II, à l'automne 1345 : les Français assiègent Auberoche. Ils ont établi tranquillement leur camp dans la plaine en-dessous du château et le bombardent. Acte III, le 21 octobre 1345 : les Anglais de Derby les attaquent par surprise. Acte IV : c'est la « desconfiture » des Français (3 000 morts, 200 prisonniers, 270 kg d'or de rançon). Acte V : « Et se perdit tout le pays... », dit Froissart. En 1346, le château est vendu au cardinal Hélie de Talleyrand, puis passe à une bande de rebelles qui commet tant d'exactions que les bourgeois de Périgueux décident de démanteler le château. Aujourd'hui il ne reste sur place que quelques pans de murs où l'on reconnaît des éléments de l'enceinte, de la tour, de la cour et la chapelle qui conserve encore quelques vestiges de peintures murales si bien relevées par Léo Drouyn en 1846-1848. Yann Laborie fouilla le village médiéval de 1986 à 1989. Il demeure aussi quelques boulets de canons, énormes boules de calcaire qui ont roulé au pied du massif rocheux sur lequel était juché le château d'Auberoche.

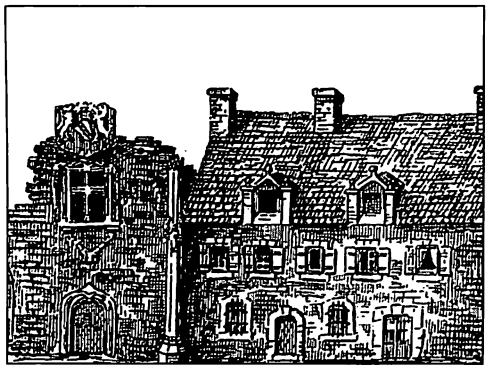


Fig. 4.

Mélanie Lebeaux présente **Jean Rambourg (doc. 1588-1617), un architecte lorrain en Limousin à la Renaissance**. Il y a peu de documentation sur « le « *maistre architecte* » lorrain Jean Rambourg, frère de Nicolas Rambourg, et seulement quelques textes entre 1603 et 1617 permettent de reconstituer son ascension sociale et professionnelle. Il arrive en Limousin par l'entremise de la famille Pérusse des Cars au début des années 1580. Dès 1588, il s'établit dans la paroisse de Concèze en Bas-Limousin, où il laisse une nombreuse descendance. La documentation sur sa carrière est quant à elle entièrement lacunaire. Néanmoins la juxtaposition de son parcours avec celui de son frère et l'influence du réseau des Pérusse des Cars permettent d'isoler quelques édifices aux travaux desquels Jean Rambourg participa. Il occupa certainement un rôle de premier plan dans la conception des châteaux d'Excideuil (*ca.* 1583-1588), de Hautefort (1588) attribué à Nicolas Rambourg et du châtelet du château de Pompadour (*ca.* 1585-1590), tous trois exécutés dès l'arrivée des deux frères en Périgord. Il pourrait par ailleurs avoir mené les travaux engagés au château de Beaufort à Juillac à la charnière des XVIe et XVIIe siècles (fig. 4, ruines du château de Juillac, dessin d'Ernest Rupin 1894). Ces nouvelles hypothèses agrémentent le corpus d'œuvre de Jean Rambourg et ouvrent la voie à de nouvelles questions concernant l'exercice du métier d'architecte au sein des familles de praticien » (résumé de l'intervenante).

Hubert Delpont parle ensuite de **l'agitation des campagnes en Périgord pendant la Révolution (1789-1799)**, en utilisant des cartes où sont situées les différents mouvements de révolte à Montignac, à La Chapelle-Aubareil, à Salon, près de Vergt, où Chaveron, dit Négroux, conduit la destruction des bancs d'église, à Sarlat, au Buisson, en particulier à Cabans et Cussac, à Sainte-Alvère, où le marquis de Lostanges se plaint des revendications, à Salles et à Besse. « Il rend compte d'une thèse qu'il a soutenue à Bordeaux en 2002 sous la direction de Mme A.-M. Cocula (publiée en 2002 sous le titre *La victoire des Croquants, les révoltes paysannes du Grand Sud-Ouest pendant la Révolution, 1789-1799*, Nérac). Il revisite les travaux de Georges Bussières sur les révoltes paysannes pendant la Révolution en Périgord en les élargissant dans l'espace (le Grand Sud-Ouest) et le temps, jusqu'en 1799. Cela lui a permis de confirmer que le Sud-Ouest fut bien l'espace rural le plus agité de France pendant la Révolution, avec l'organisation habile de cortèges à la fois festifs et revendicatifs dans un grand nombre de paroisses du Limousin à la Garonne pendant l'hiver 1789-1790 et les deux hivers

suivants. C'est une véritable « guerre à la rente » que les petits propriétaires menèrent ainsi, jusqu'à son abolition partielle en 1792, puis totale en 1793. Selon l'intervenant, la ténacité des ruraux du Sud-Ouest contre la rente a pour origine l'ampleur de la petite propriété rurale dans cette région à laquelle s'est ajoutée non pas la prétendue « réaction seigneuriale » si souvent évoquée, mais bien une tentative massive de transformation de la vieille rente féodale souvent réduite à peu de choses en une rente moderne, marchande, destinée à fournir au grand marché colonial bordelais, très demandeur de « farines minots » à destination des Antilles. L'intervenant a ainsi pu démontrer que les 100 000 sacs de blé utilisés pour ce commerce en 1789 provenaient pour l'essentiel de la rente féodale, réajustée, revue et augmentée en quantité et en qualité par l'armée de feudistes et d'intermédiaires au service des seigneurs. Ainsi s'explique la hausse de la valeur des seigneuries tout au long du XVIIIe siècle dans notre région, et le surprenant *mémoire pour le rétablissement de ses affaires* (*BSHAP*, 1939, p. 532), écrit en 1794 par le comte de Clermont-Toucheboeuf depuis son exil d'Irlande à l'intention de son fils, où il évoque de mémoire ce que lui devait chacun de ses tenanciers » (résumé de l'intervenant)

Hubert Delpont répond ensuite aux nombreuses questions. Il n'a pas parlé de la taille, car elle fait partie de la fiscalité d'État et qu'elle n'a pas été contestée par les paysans. La Grande peur a passé sur le Périgord, sauf la dernière phase. Les terriers sont des plans et les rentes sont des concessions. Au XVIIIe siècle, il n'était pas nécessaire de revenir au droit primitif pour établir un droit de propriété, il suffisait de présenter le rôle de l'année précédente, d'où un certain nombre d'abus des seigneurs.

Vu le président
Gérard Fayolle

La secrétaire générale
Brigitte Delluc

ADMISSIONS du 5 septembre 2011. Ont été élus :

- M. Dugros Jean-Claude, 35, chemin du Château de Rosette, 24100 Bergerac, présenté par M. le président et Mme la vice-présidente ;
- Mme de Roffignac-Faure Geneviève, 2, chemin de Gonnat, 31390 Carbonne, présentée par M. le président et Mme la vice-présidente ;
- Mme Mordret Annick, Résidence Le Lac Rouge, appt n° 79, 5, rue Ludovic-Trarieux, 24000 Périgueux, présentée par M. Jean Bargès et Mlle Marie-Rose Brout ;
- Mme de Goursac Catherine et M. Pfeiffer George, 81, avenue Niel, 75017 Paris, présentés par M. Jean-Pierre Boissavit et M. Kléber Rossillon ;
- M. Uberti Jérôme, La Coutille, 24470 Milhac-de-Nontron, présenté par M. Xavier Drago et Mme Nelly Belle ;

- M. et Mme Archambeaud Vincent et Dominique, Le Bleuil, 24700 Saint-Martial-d'Artenset, présentés par M. Jean-Pierre Boissavit et M. Erik Egnell ;

- M. Alix Sébastien, 11, rue Curial, 75019 Paris, présenté par M. Régis Alix et M. Gérard Fayolle ;

- M. et Mme Fermont Pierre et Anne-Marie, Bédy, 24620 Marquay, présentés par M. Alain Blondin et Mme Jeanne Favalier ;

- Mme Duchêne Gaëlle, Bigos, 46170 Lhospitalet, présentée par M. le président et Mme la vice-présidente ;

- Mme Lhote Sophie, La Vergne, 24640 Le Change, présentée par M. le président et Mme la vice-présidente ;

- M. Dalido Jean-Pierre, 2, allée Niepce, Résidence Le Chevalier, Bâtiment A, 17200 Royan (réintégration) ;

- M. Warneys Benoit, 19, rue des Tanneries, 24000 Périgueux, présenté par M. Bernard Galinat et M. Pierre Vigier.

ADMISSIONS du 21 novembre 2011. Ont été élus :

- M. Déroulède Bruno, Le Bourg, 24320 Cherval, présenté par M. Claude-Henri Piraud et M. Henri Villemonte de La Clergerie ;

- M. Biarnais Philippe, résidence du Square des Marronniers, 127, rue François-Perrin, 87000 Limoges (réintégration) ;

- Mme Castang-Coutou Marie-France, 1, allée Flora, 33170 Gradignan, présentée par M. Pierre Besse et M. le président ;

- M. et Mme Villemonte de La Clergerie Bruno et Nathalie, 24, rue Béranger, 24000 Périgueux, présentés par Mme Jeannine Rousset et M. Henri Villemonte de La Clergerie ;

- M. et Mme Courault Dominique et Martine, 169, rue Combe-des-Dames, 24000 Périgueux, présentés par Mlle Marie-Rose Brout et M. le président ;

- M. François Brindel, 86 bis, bld Victor-Hugo, 92200 Neuilly-sur-Seine, présenté par Mme Nelly Belle et M. Claude Brouard ;

- M. et Mme Guéguen Jean-Paul et Chantal, Chantelaube, rue Rachilde, 24460 Château-l'Évêque, présentés par M. Georges Bojanic et M. Gérard Fayolle ;

- M. Malamaire Bernard, Les Charreaux, 24390 Hautefort (réintégration) ;

- M. Gevaert Gilles et Mme Labrousse Pascale, L'Hermitage, 24380 Vergt, présentés par M. le président et Mme la vice-présidente ;

- M. Guimbaud Jérôme, 14, rue Barbecane, 24000 Périgueux, présenté par M. Gérard Fayolle et M. Jean-Pierre Boissavit ;

- M. Gareyte Jean-François, La Besse, 24390 Hautefort, présenté par M. le président et Mme la vice-présidente ;

- M. Broussaud Antoine, 21 bis, avenue de Ségur, 75007 Paris, présenté par Mme Aliette de Castellane et M. l'abbé Christian Miane ;

- Mlle Lapeyre Émilie, 7, route de Lascaux, Le Chastang, 19270 Ussac, présentée par Mme Rolande Larralle et M. Serge Serre ;

- Mme Faure Colette, 15, rue des Mimosas, 24750 Trélissac, présentée par Mlle Marie-Rose Brout et M. le président ;

- M. Lionnet Michel, 29, rue du Professeur-Faurel, 24160 Excideuil, présenté par M. Jean Riboulet-Rebière et M. Gérard Fayolle.

EDITORIAL

La Maison de l'Histoire

J'ai eu l'occasion de rappeler cet été pour les lecteurs du *Journal du Périgord* le rôle de notre Société dans la vie culturelle départementale [1]. Alors que le débat sur la création d'une Maison de l'Histoire à Paris faisait rage, je soulignais que le Périgord disposait déjà avec la SHAP d'une telle institution.

En effet, nos prédécesseurs n'ont pas attendu le vingt-et-unième siècle pour créer un lieu de rencontres, d'études et de recherches sur notre passé. Comme d'ailleurs dans beaucoup de régions de France. Ces précurseurs ne se sont pas interrogés à l'infini pour savoir ce qu'il fallait faire ou ne pas faire. Ils ont su éviter les polémiques et les querelles entre les pensées et les arrière-pensées. Des « maisons de l'histoire » se sont ainsi épanouies dans les départements.

Celle de Périgueux s'est installée dans ses murs, a constitué ses collections de livres et d'archives, donné des conférences, organisé des excursions et publié son bulletin. Elle continue aujourd'hui à assurer bénévolement une sorte de service public de la recherche, de la diffusion des connaissances, de la protection du patrimoine et, par-dessus le marché, de restauration de son hôtel, un site historique.

Nos amis parisiens, s'ils veulent créer une Maison de l'Histoire de France n'ont plus qu'à nous imiter : rassembler des chercheurs et des passionnés de notre passé, recueillir des travaux spontanément élaborés, organiser des

---

1. *Le Journal du Périgord*, mai-juin 2011.

rencontres sur ces enquêtes, en publier les résultats et s'efforcer d'atteindre un public de plus en plus large. C'est ainsi que se construit peu à peu un lieu ouvert, adapté aux évolutions et dont l'objet se limite strictement à l'histoire, ce qui est déjà une belle ambition.

Si on nous demandait conseil, nous dirions qu'il faut éviter les querelles de chapelles, s'accommoder au départ d'un lieu modeste et d'objectifs eux aussi modestes, accueillir les contributions scientifiques dans leur diversité et laisser le temps façonner une structure qui se définira à l'usage. Bref, si nos amis parisiens nous demandaient conseil nous leur dirions qu'ils font passer la charrette avant les bœufs. Mais imaginer que nos amis parisiens nous demandent conseil est une vue de l'esprit.

Gérard Fayolle

Restauration de la façade, remerciements : nous publierons dans notre prochain *Bulletin* la liste des souscripteurs.

PROGRAMME DE NOS RÉUNIONS

1er trimestre 2012

4 janvier 2012

1. Alain de La Ville : *Les travaux de restauration de la façade de notre hôtel de la rue du Plantier*
2. Gilles et Brigitte Delluc : *La grotte de Comarque*
3. Jean-Michel Linfort : *Le Périgord des peintres*

1er février 2012

1. Assemblée générale
2. Gilles et Brigitte Delluc : *Ève Francis, actrice de Claudel et de Louis Delluc (son époux)*
3. Jean-Marie Védrenne : *Lorsque la petite commune de Fleurac a eu l'honneur d'avoir un député-maire*

7 mars 2012

1. Gilles et Brigitte Delluc : *Crocé-Spinelli, aéronaute*
2. Daniel Lacombe : *Les Clochers d'Or : un moyen d'encourager les monographies communales et autres travaux d'histoire locale*
3. Maurice Chaudillon : *Le général de Gaulle et le Périgord*

La distribution des animaux à Lascaux reflèterait leur distribution naturelle

par Julien d'HUY *

Lascaux, avec son décor pariétal si riche et si bien conservé, n'est pas près d'avoir livré tous ses secrets. En confrontant l'organisation des animaux de Lascaux avec ce que l'on sait de la faune sous différents types d'environnement, Julien d'Huy met en évidence certains choix significatifs, qu'il a paru intéressant de présenter dans notre *Bulletin*.

Brigitte et Gilles Delluc

À Lascaux, les bisons, les aurochs et les bouquetins n'ont pas été représentés côte à côte. En revanche, on peut mettre en évidence des systèmes bisons-chevaux et aurochs-chevaux-cerfs. Nous souhaitons montrer que cette répartition s'explique par les affinités qu'entretiennent les espèces entre elles et par le biotope qu'elles occupent respectivement.

À Lascaux, les espèces sont distinguées les unes des autres, et les superpositions entre leurs représentants - en dehors de l'Abside - ne sont pas très nombreuses. Parallèlement, elles semblent demeurer solidaires, comme partie d'un même tout. Pourtant, chaque espèce tend à former système avec

* dhuy.julien@yahoo.fr

certaines espèces exclusivement. Les animaux de Lascaux ne sont pas placés de manière aléatoire sur les parois et les artistes ont soigneusement évité d'en faire se côtoyer certains. Les premières études en ce sens ont été menées par André Leroi-Gourhan en 1958 [1]. Cela a très bien été montré, en 2007, par Denis Tauxe.

L'aurochs (*Bos primigenius Bojanus*) et le bison (*Bison priscus*) possèdent ainsi des localisations très différentes [2]. Similairement, les bouquetins (*Capra ibex*) ne sont que rarement associés aux deux bovinés [3]. En résumé, on constate que « les relations : aurochs-bouquetin, bison-bouquetin et aurochs-bison sont rares » tandis « que des formules rapproch[ent] l'aurochs et le cerf [4] ». Quant aux chevaux, ils semblent s'associer indifféremment à l'ensemble du bestiaire.

On a donc trois ensembles, que l'on peut résumer en trois colonnes (fig. 1, 2 et 3) :

Bisons Chevaux	Aurochs Cerfs Chevaux	Bouquetins (Chevaux) *

* À la différence des autres espèces, l'association cheval-bouquetin est surtout sensible dans l'Abside, où les figures sont particulièrement enchevêtrées, ce qui nous pousse à la considérer avec précaution.

Nous sommes ici au niveau de faits, difficilement contestables, mais non encore expliqués. En effet, comment interpréter ce tableau ? Nous soutiendrons dans cet article que la distribution des espèces à Lascaux est à envisager sous l'angle de leurs relations réciproques dans la nature.

I. Une distribution entre espèces par affinité

La distribution des espèces à Lascaux exprime admirablement leurs affinités naturelles.

L'éloignement du bison et de l'aurochs fait écho au comportement naturel des deux espèces. L'aurochs, d'une part, et *Bison bonasus*, qui est le descendant de *Bison priscus*, d'autre part, semblent s'éviter dans la nature. Un auteur du XVIe siècle, commandant d'une région militaire, le voïvode Ostrorog, conseillait même de ne pas les mêler dans les parcs à gibier, car ils se livraient à de violents combats [5]. À Font-de-Gaume, un bison mâle semble ainsi charger un aurochs [6]. De même, l'éloignement du bouquetin et des deux espèces de

1. Leroi-Gourhan, 1958.
2. Aujoulat, 2004, p. 65 ; Tauxe, 2007, p. 258.
3. Tauxe, 2007, p. 258.
4. Tauxe, 2007, p. 258.
5. Hainard, 2003, p. 407.
6. Azéma, 2010, p. 181.

Fig. 1. Bison et cheval du panneau de l'Empreinte (photo Windels, collection SHAP).

Fig. 2. Taureaux, cerfs et cheval de la Salle des Taureaux (photo Windels, collection SHAP).

Fig. 3. Bouquetins et chevaux du Diverticule axial (photo Windels, collection SHAP).

bovinés s'explique par un éloignement des milieux naturels ordinairement occupés par ces animaux.

La proximité des chevaux avec les aurochs et les bisons peut aussi s'expliquer par des affinités naturelles. En Amérique du Nord, les chevaux, redevenus sauvages, frayent parfois avec les bisons [7], et on peut les élever les uns avec les autres sans difficultés majeures [8]. Pour Jean Clottes, Marylin Garner et Gilbert Maury, « l'association fréquente du bison et du cheval dans les dispositifs pariétaux, sur laquelle Leroi-Gourhan a insisté, pourrait traduire une réalité éthologique, car, lorsque les bisons sont laissés en liberté (parc naturel de Sainte-Eulalie en Margeride, Lozère), ils témoignent spontanément beaucoup d'intérêt pour les chevaux, dont ils se rapprochent chaque fois qu'ils le peuvent [9] ». C'est en calèche ou en traineau attelé d'un cheval qu'on les approche aisément [10].

De même, les cousins africains des chevaux - les zèbres - forment des groupes mixtes en compagnie de gnous, de bubales, de damalisques, d'antilopes rouanes ou d'élands [11]. Or, certains de ces animaux sont de la même famille que les aurochs (*bovinés*). Corroborant ce point, des chevaux Konik Polski (*Equus caballus*) peuvent être élevés en lieu clos avec l'aurochs-reconstitué (*Bos taurus*), comme c'est le cas dans le Parc naturel régional de la forêt d'Orient [12] ou dans la réserve naturelle d'Oostvaardersplassen en Hollande [13].

Nous avons donc toutes les raisons de croire, comme le suggèrent Leslie Freeman et Joaquín González Echegaray, que « les chevaux sauvages et les bisons » – mais aussi les chevaux et les aurochs – « formaient des "groupes de compagnons" du même genre durant les temps préhistoriques [14] ».

Des affinités naturelles peuvent également expliquer l'association récurrente des aurochs et des cerfs : un individu, ou un groupe d'individus, de cerfs élaphes (*Cervus elaphus*) ou de chevreuils (*Capreolus capreolus*) forment parfois des couples de compagnons, ou des groupes plus importants, qui se déplacent et trouvent ensemble leur subsistance [15] : « Ce ne sont en fait que des amalgames d'individus, où chacun est indépendant et où le maître est simplement le plus fort, mais sans que cette suprématie implique un quelconque rôle de surveillance et de protection. Toutefois, les mieux armés peuvent tyranniser les plus faibles, mais, en règle générale, ils laissent volontiers un jeune aller devant et le suivent à distance [16] ». Un tel comportement est illustré

---

7. Freeman et Echegaray, 2001, p. 72.
8. Hainard, 2003, p. 343.
9. Clottes, Gardner, Maury, 1994, p. 42.
10. Entretien avec B. et G. Delluc.
11. *La Faune*, 1974, n° 4, p. 73-74.
12. Duflot, 2009.
13. Guintard, 1996.
14. Freeman et González Echegaray, 2001, p. 72.
15. Laurent, 1974 ; Sire, 1960.
16. Rodriguez de la Fuente, 1984, p. 1366.

à Lascaux d'une part, par la Frise des Cerfs, dans la Nef, d'autre part, par la Frise des Petits Cerfs, dans l'Abside.

L'affinité entre aurochs et cerfs se laisse deviner par des comportements actuels : Maurice Dupérat écrit : « Dans les endroits où les pâturages bordent les forêts, il n'est pas rare d'apercevoir quelques cervidés côtoyer les troupeaux de bovins en toute confiance [17] ». Le naturaliste François Poujardieu, dans un texte posté sur internet, rapporte aussi qu'« il est un pré où l'on pouvait voir, il y a quelques années, les cerfs venir courtiser les vaches au moment de leur rut, et même les faire avorter douloureusement ». Des faits similaires nous ont déjà été signalés à la campagne, sans que nous ayons pu le constater de nos propres yeux. Ajoutons qu'en Hollande, dans le parc d'Oostvaardersplassen, un gros troupeau d'aurochs-reconstitués côtoie des cerfs élaphes sur environ 5 000 hectares [18].

La distribution des animaux en trois colonnes se coule donc harmonieusement dans le cadre que nous proposons, articulé autour des affinités propres à chaque espèce. Il n'est pas utile de forcer ce donné pour répartir les animaux à Lascaux ; cela se fait naturellement.

II. Une distribution par biotope

Notons que, si notre hypothèse s'avère correcte, il doit être possible d'associer à chaque catégorie un biotope particulier. Pour le vérifier, nous proposerons l'hypothèse suivante :

Prairie/steppe	**Milieux en rapport avec la forêt et les marais**	**Milieux rocheux**
Bisons Chevaux	Aurochs Cerfs Chevaux	Bouquetins (Chevaux)

De nombreuses recherches viennent corroborer cette distribution de façon tout à fait convaincante. *Bison priscus* parcourait « des espaces découverts de prairies ou steppes [19] », à la différence de l'aurochs qui, lui, était plus forestier : il « fréquentait les prairies en bordure de cours d'eau, les pâturages à la lisière des bois, les forêts claires, dans la plaine et au milieu des

17. Dupérat, 2009, p. 23.
18. Guintard, 1996.
19. Paillet, 1993, p. 32.

montagnes[20] ». Selon van Vuur, l'aurochs serait lié à un milieu forestier et/ou marécageux[21]. L'aurochs-reconstitué est utilisé dans de nombreuses réserves et sites d'intérêt écologique en Europe pour préserver le milieu prairial et les zones humides[22] et fréquente avec assiduité les zones boisées[23]. Une étude montre cependant qu'en Grande-Bretagne (mais non en Dordogne), l'aurochs aurait plutôt cherché l'absence de forêt, une faible altitude et à un terrain très plat[24].

Le cerf, associé à Lascaux avec l'aurochs, partage le plus souvent le même biotope que son compagnon : ceux de son espèce « se tiennent aux lisières des bois, dans les clairières et les marécages[25] » ; ils arpentent « forêts, prairies, landes, broussailles[26] » ; « Il faut cependant que la forêt ne soit pas très dense, car du fait de ses bois, le cerf ne pourrait pas passer par d'étroites trouées[27] ».

Enfin, les bouquetins recherchent les parois rocheuses, dont ils ont « plus besoin [...] que d'une grande altitude[28] ». Aujourd'hui, la civilisation a relégué le domaine vital du bouquetin en altitude. Il demeure loin au-dessus de la forêt : il « ne descend qu'en avril et mai dans la ceinture supérieure de la forêt et ne recherche presque jamais la forêt dense[29] ».

Les chevaux sauvages semblent bien plus polyvalents, quant au choix de leur biotope, que les autres espèces : s'ils marquent une préférence pour les steppes[30] en compagnie des bisons, on trouvait aussi le cheval sauvage des Alpes « dans les régions basses et boisées » de cette région[31], où il pouvait notamment côtoyer des aurochs.

On constate donc qu'à Lascaux, la localisation des espèces diffère selon le type de biotope adopté par leurs prototypes. Cela vient confirmer ce que l'étude des affinités entre espèces nous laissait déjà supposer. Fort de cette vérification objective, nous nous proposons maintenant de la mettre à l'épreuve.

---

20. Auguste et Patou-Mathis, 1994, p. 16.
21. van Vuur, 2002 et 2010.
22. Guintard, 1996.
23. Duflot, 2009.
24. Hall, 2007.
25. Grassé, 1955, p. 602.
26. MacDonald et Barrett, 1995, p. 199.
27. Mardyla, 1981, p. 33.
28. Schilling et *al.*, 1986, p. 236.
29. Grzimek et Nievergelt, 1974, p. 438.
30. Azéma, 2009, p. 44.
31. Hainard, 2003, p. 342.

III. Confirmation de la distribution par biotope

Dans la Rotonde, un ours est dissimulé derrière un aurochs [32], ce qui permet d'associer l'un et l'autre. Parallèlement, dans le Diverticule des Félins, seuls les chevaux (29), les bisons (9) et les félins (6 à 8) sont bien représentés. À cela s'ajoute, à proximité immédiate des félins, la présence de bouquetins. Nous lierons donc lions, bisons et bouquetins et poserons, à titre de prédiction, l'hypothèse suivante :

Prairie/steppes	**Milieux en rapport avec la forêt et les marais**	**Milieux rocheux**
Bisons Chevaux	Aurochs Cerfs Chevaux	Bouquetins (Chevaux)
Lions	Ours	Lions

Or, que nous indique l'éthologie des deux carnassiers ? L'ours est avant tout un animal forestier, qui vit dans les « forêts mixtes, taïga, forêts de montagne [33] ». Dans le nord, il atteint la toundra et en montagne, les alpages. Le lion des cavernes, quant à lui, est un animal des steppes, qui a besoin de grands espaces pour pourchasser ses proies. On le trouvait, il n'y a pas si longtemps, « partout où la végétation n'était pas trop dense et pourvu qu'il y ait de l'eau [34] », jusqu'à relativement haut en altitude, dans des milieux potentiellement rocheux. Sa disparition en Europe occidentale est liée à l'envahissement progressif du sol, à la fin du Paléolithique, par la forêt [35], envahissement qui n'a pas nui à l'ours.

Notre hypothèse, qui ne s'est guère éloignée, jusqu'à présent, des données du réel, est vérifiée du dehors, pour la troisième fois, par celui-ci. Il faut donc qu'elle ait, au moins, un fond de vérité.

IV. Conclusion

Le système des êtres naturels représentés à Lascaux possède une réalité objective en dehors de tout symbolisme humain (même si cette réalité n'exclut

---

32. Aujoulat, 2004, p. 89 ; Delluc, 2008, p. 231.
33. MacDonald et Barrett, 1995, p. 104.
34. Rodriguez de la Fuente, 1984, p. 210.
35. Bonifay, 1976, p. 374.

pas, bien sûr, ledit symbolisme). Il semble en effet qu'en disposant leurs représentations, les artistes aient choisi de respecter, du moins globalement, la distribution ordinaire des animaux dans la nature, en respectant affinités et biotopes.

Nous ne savons pas encore comment interpréter ces nouvelles données. Elles pourraient, par exemple, indiquer plusieurs phases dans l'élaboration de l'iconographie pariétale ; à chacune de ces phases coïncideraient des climats et des biotopes différents à l'extérieur de la grotte, et les phases se seraient ajoutées, sans se superposer.

On sait que l'aurochs résiste mal sous des climats froids et secs à l'opposé du bison et, qu'inversement, le bison supporte mal les conditions tempérées humides[36]. Or, l'analyse de sédiments prélevés en divers points de la couche archéologique a permis à Arlette Leroi-Gourhan et à Michel Girard[37] de montrer que la fréquentation de la grotte avait eu lieu durant une fluctuation climatique, dite « interstade de Lascaux », d'une durée probable d'un millénaire, avec une durée de fréquentation de la grotte d'une centaine d'années, soit une ou plusieurs générations. Le temps de Lascaux était celui d'un réchauffement assez humide. Les artistes ont connu un couvert forestier, relativement analogue au nôtre, avec une forêt mixte (chênes, ormes, frênes, noisetiers, tilleuls, charmes, érables, troènes, groseilliers). Si le pin sylvestre dominait le paysage, les feuillus thermophiles (pins maritimes, noyers, châtaigniers) et le genévrier étaient bien représentés. Lorsque le climat s'est détérioré, les grands feuillus se sont raréfiés au profit d'un paysage plus steppique – où les composées tels la centaurée et le chardon l'emportaient sur les graminées. On peut donc imaginer que les représentations d'aurochs, de cerfs et d'ours ont été réalisées lorsque le couvert forestier et le climat favorisaient leur présence, tandis que les images de bisons et de lions datent d'un autre épisode, à prédominance steppique. Les variations climatiques sous-tendant cette répartition ont pu avoir lieu durant un laps de temps court, de l'ordre d'un siècle.

Cependant, d'autres hypothèses ne peuvent être exclues. Nos données pourraient indiquer que les hommes préhistoriques attribuaient une certaine vie à leurs figurations, ce qui les poussait à respecter chaque espèce en lui attribuant une place dans le dispositif pariétal conforme aux besoins de ses prototypes. Il pourrait aussi s'agir du reflet d'un culte, qui aurait pris en compte *a priori* la différenciation des espèces par affinités et types de biotope.

J. d'H.

L'auteur remercie Brigitte et Gilles Delluc, ainsi que Claude Guintard, pour leur bienveillance et leurs aimables critiques.

---

36. Delpech, 2000, p. 280.
37. Leroi-Gourhan et Girard, 1979.

Bibliographie

AUGUSTE (P.) et PATOU-MATHIS (M.), « L'aurochs au Paléolithique », *in* : *L'Aurochs, le retour : Aurochs, vaches et autres bovins de la préhistoire à nos jours*. Lons-le-Saunier, éd. Centre Jurassien du Patrimoine, 1994, p. 13-26.

AUJOULAT (N.), *Lascaux : le geste, l'espace et le temps*, Paris, éd. Seuil, 2004.

AZÉMA (M.), *L'art des cavernes en action, t. 1 : Les animaux modèles : aspect, locomotion, comportement*, Paris, éd. Errance (coll. « Les Hespérides »), 2009.

AZÉMA (M.), *L'art des cavernes en action, t. 2 : Les animaux figurés. Animation et mouvement, l'illusion de la vie*, Paris, éd. Errance (coll. « Les Hespérides »), 2010.

BONIFAY (M.-F.), « Les carnivores : Canidés, Hyaenidés, Félidés et Mustélidés », *in* : *La Préhistoire française*, vol. 1 : *Civilisations paléolithiques et mésolithiques*, sous la direction de H. de Lumley, Paris, éd. CNRS, 1976, p. 371-375.

CLOTTES (J.), GARDNER (M.), MAURY (G.), « Bisons magdaléniens des cavernes ariégeoises », *Bulletin de la Société préhistorique de l'Ariège*, t. 49, 1994, p. 15-49, 20 fig.

DELLUC (B. et G.), *Le dictionnaire de Lascaux*, Bordeaux, éd. Sud Ouest, 2008.

DELPECH (F.), « L'environnement animal des Européens au Paléolithique supérieur », *in* : *Actes du 125e congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Lille, 2000*, Paris, éd. CTHS, 2003, p. 271-289.

DUFLOT (C.), *Étude éco-éthologique des herbivores rustiques de l'espace faune de la forêt d'Orient : aurochs-reconstitués, chevaux Konik Polski et Élan d'Europe. Parc Naturel de la Forêt d'Orient*, stage de Master, mention Environnement spécialité Écologie, Biodiversité, Évolution, Université de Paris-Sud XI, mémoire soutenu le 2 octobre 2009.

DUPÉRAT (M.), *Le cerf*, Paris, éd. Artémis (coll. « Portraits sauvages »), 2009.

RODRIGUEZ DE LA FUENTE (F.) (sous la dir.), *Encyclopédie Alpha : La Faune*, éd. Alpha, 33 vol., 1984-1985.

FREEMAN (L.-G.) et ECHEGARAY (J.-G.), *La grotte d'Altamira*, Paris, éd. Maison des Roches (coll. « Terres préhistoriques »), 2001.

GLORY (A.) et VIALOU (D.), « Le Passage et l'Abside », *in* : *Lascaux inconnu*, sous la direction de Arlette Leroi-Gourhan et J. Allain, XIIe suppl. à *Gallia Préhistoire*, 1979, p. 190-300.

GRASSÉ (P.-P.), *Traité de zoologie, t. 17 : Anatomie, systématique, biologie. fascicule 1 : mammifères*, Paris, éd. Masson, 1955.

GRZIMEK (B.) et NIEVERGELT (B.), « Chèvres et moutons. Bouquetins des Alpes », *in* : *Le Monde animal : encyclopédie de la vie des bêtes*, sous la direction de B. Grzimek et M. Fontaine, vol. 13, Zürich, éd. Stauffacher, 1974, p. 434-442.

GUINTARD (C.), « La remise en liberté de l'aurochs de Heck », *Bulletin de la Société des sciences naturelles de l'Ouest de la France*, 18 (1), 1996, p. 8-33.

HAINARD (R.), *Mammifères sauvages d'Europe*, Lausanne-Paris, éd. Delachaux et Niestlé (4e éd.), 2003.

HALL (S. J. G.), « A comparative analysis of the habitat of the extinct aurochs and other prehistoric mammals in Britain », *Ecography*, 31 (2), 2007, p. 187-190.

La Faune, 1974, (1) 4.

LAURENT (G.), *Les cerfs et les chevreuils*, Lausanne, éd. Payot, 1974.

LEROI-GOURHAN (A.), « Répartition et groupement des animaux dans l'art pariétal paléolithique », *Bulletin de la Société préhistorique française*, t. LV, 1958, p. 515-528.

LEROI-GOURHAN (A.), « La Nef et le Diverticule des Félins », *in* : *Lascaux inconnu*, sous la direction de Arlette Leroi-Gourhan et J. Allain, XIIe suppl. à *Gallia Préhistoire*, 1979a, p. 301-341.

LEROI-GOURHAN (A.), « Les animaux et les signes », *in* : *Lascaux inconnu*, sous la direction de Arlette Leroi-Gourhan et J. Allain, XIIe suppl. à *Gallia Préhistoire*, 1979b, p. 343-366.

LEROI-GOURHAN (Arl.) et GIRARD (M.), « Analyses polliniques de la grotte de Lascaux », *in* : *Lascaux inconnu*, sous la direction de Arlette Leroi-Gourhan et J. Allain, XIIe suppl. à *Gallia Préhistoire*, 1979, p. 75-80.

MACDONALD (D. W.) et BARRETT (P.), *Guide des mammifères de France et d'Europe*, Lausanne, éd. Delachaux et Niestlé, 1995.

MARDYLA (F.), *Contribution à l'étude de la biologie et du comportement du cerf élaphe* (Cervus elaphus L.), Lyon, éd. École nationale vétérinaire de Lyon, thèse de doctorat vétérinaire, 55, 1981.

PAILLET (P.), *Le bison dans les arts magdaléniens du Périgord*, suppl. à *Gallia Préhistoire* n° 33, 1999.

SCHILLING (D.), SINGER (D.) et DILLER (H.), *Guide des mammifères d'Europe*, Neuchâtel, éd. Delachaux et Niestlé, 1986.

SIRE (M.), *La vie sociale des animaux*, Paris, éd. Seuil (coll. « Le rayon de la science »), 1960.

TAUXE (D.), « L'organisation symbolique du dispositif pariétal de la grotte de Lascaux », *Préhistoire du Sud-Ouest*, 15, 2007, p. 177-266.

VAN VUURE (C.), « The aurochs (*Bos primigenius*) - its Morphology and Ecology », *in* : *Restoration of Endangered and Extinct Animal*, sous la direction de R. Słomski, Poznán, éd. Poznán University of Life Sciences, 2010, p. 134-160.

VAN VUURE (C.), « History, morphology and ecology of the aurochs (*Bos primigenius*) », *Lutra*, 45, 2002, p. 3-17.

VIALOU (D.), « Les cervidés de Lascaux », *in* : *La contribution de l'éthologie et de la zoologie à l'interprétation de l'art des peuples chasseurs préhistoriques, troisième colloque de la Société suisse des sciences humaines, Sigriswill, 1979*, sous la direction de H.-G. Bandi, W. Huber, M.-R. Sauter et B. Sitter, Fribourg, éd. Universitaires, 1984, p. 199-216.

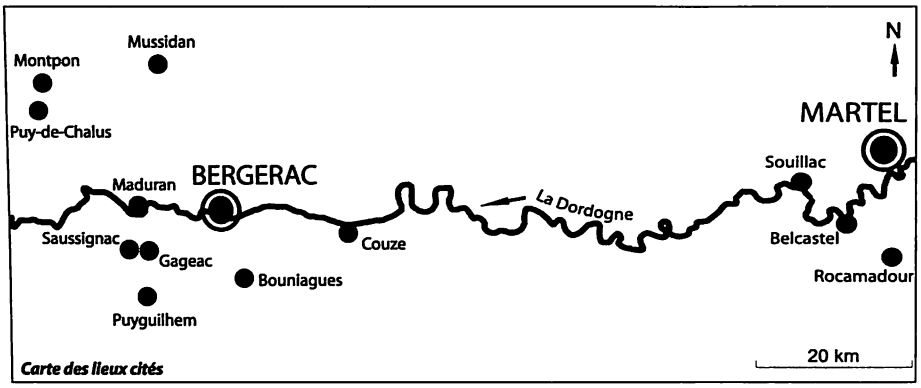
Les exactions des compagnies anglo-gasconnes dans la moyenne vallée de la Dordogne durant les années 1370

par Nicolas SAVY

Nicolas Savy, docteur en histoire, a déjà présenté à la SHAP certains aspects des conflits médiévaux (séance du 7 juillet 2010). Il étudie ici une forme particulière de guerre qui se développe après la rupture du traité de Brétigny (8 mai 1360) c'est-à-dire dès 1369. Dans cet affrontement de très longue durée, une partie des opérations est, en quelque sorte, sous-traitée aux compagnies anglo-gasconnes qui exploitent la situation plus à des fins de rentabilité économique que par fidélité à une couronne. La vallée de la moyenne Dordogne, zone frontière du Quercy au Bergeracois, offre un champ d'action à ce brigandage en partie organisé.

Gérard Fayolle

La moyenne vallée de la Dordogne fut tout au long du conflit centenaire un théâtre d'opérations relativement important : traversant la zone frontière séparant le duché d'Aquitaine du reste du royaume de France, elle était avant le début des hostilités un axe économique majeur, drainant vers Bordeaux les productions du Bas-Limousin, des montagnes d'Auvergne, du Haut-Quercy et du sud périgordin puis, la guerre venue, devint une pénétrante de choix pour les troupes de l'un et l'autre camp qui souhaitaient s'enfoncer en territoire ennemi.



Après la rupture du traité de Brétigny, la vallée fut parmi les premières zones touchées par les combats qui reprenaient et Domme fut assiégée dès le printemps 1369 par l'armée de John Chandos et Robert Knolles [1]. Les compagnies anglo-gasconnes revinrent alors en nombre opérer comme elles l'avaient fait durant les années 1355 à 1360, c'est-à-dire en vivant sur le pays et en ne laissant pas d'autre alternative aux communautés locales, incapables de protéger militairement leurs arrière-pays, que de conclure avec elles des traités de paix séparés ; ces conventions, appelées *patis* et *suffertas*, coûtaient cher aux municipalités, car les routiers ne consentaient à cesser leurs activités que contre paiement, mais elles étaient cependant beaucoup plus rentables et efficaces qu'une défense armée des campagnes [2].

Toutefois, entre deux traités, ou sur les territoires qu'ils ne protégeaient pas, les compagnies poursuivaient leurs déprédations dès que l'occasion leur en était donnée. Ces pillages, vols et rapts divers opérés de manière violente se rapprochaient plus, dans les faits, du brigandage de grand chemin que de la guerre proprement dite, mais ils étaient pourtant parties intégrantes de la stratégie du roi d'Angleterre.

---

1. Savy, 2009a.
2. Savy, 2009b, p. 187-192.

Édouard III Plantagenêt avait été l'initiateur de ces opérations menées sur le territoire de son ennemi par des bandes armées agissant de façon quasi indépendante. Avec un royaume comptant trois millions et demi d'habitants, contre quinze pour son rival[3], il ne pouvait que difficilement imaginer mener la guerre sur le territoire français à une échelle stratégique avec ses seuls moyens militaires habituels : en face, son rival pouvait en réunir au moins autant, mais surtout pouvait s'appuyer sur l'ensemble des forteresses, villes et châteaux, qui parsemaient son territoire ; or, c'était là qu'il fallait fixer une partie de ses ressources militaires et financières afin de réduire sa capacité d'action, mais il était impossible de le faire avec des troupes soldées car les finances du royaume d'Angleterre ne pouvaient assurer de telles dépenses.

Une solution consistait à encourager des troupes privées à exercer une pression militaire dans ces zones en les y intéressant et en leur donnant un cadre légal ; pour ce faire, Édouard III, en se parant du titre de roi de France qu'il revendiquait, leur assura la propriété légale de tout ce que leurs membres pourraient s'y approprier de vive force ; un de ses actes de 1369 montre clairement comment il présentait les choses : « [j'encourage tous] les seigneurs et autres personnes quelles qu'elles soient [...] à maintenir notre parti contre nos ennemis [...] et leur accorde à tous, de quelque état, degré, condition ou nation qu'ils soient, maintenant notre parti et notre querelle contre nos dits ennemis en notre royaume de France [...], ce qu'ils recouvreront et conquerront sur nos dits ennemis, qu'il s'agisse de duchés, de comtés, de vicomtés, de cités, de villes, de châteaux, de forteresses, terres, possessions ou seigneuries, assis dans notre dit royaume de France, de quelques noms ou titres qu'ils soient appelés [...][4] ». L'affaire était entendue : quiconque combattait le roi de France, de quelque façon que ce soit, pouvait se prévaloir de l'autorité anglaise et c'est donc couvertes de façon légale que les compagnies purent exercer leurs déprédations dans les provinces du Sud-Ouest.

L'impact économique des activités des bandes anglo-gasconnes ne peut être cantonné aux dommages qu'elles opérèrent ici et là, car non seulement elles réinjectèrent dans les circuits économiques locaux une grande partie des produits de leurs pillages, mais elles firent aussi circuler l'argent qu'elles récoltaient par le biais des traités, des rançons et des vols afin de satisfaire leurs besoins, qu'il s'agisse de ravitaillement, de soins aux chevaux ou d'entretien de fortifications dans leurs garnisons.

Dans notre thèse, nous avons étudié avec précision certaines conséquences des *patis* et des *suffertas* sur les économies urbaines quercinoises[5], mais il reste encore à saisir quel fut l'impact des enlèvements et des rapines

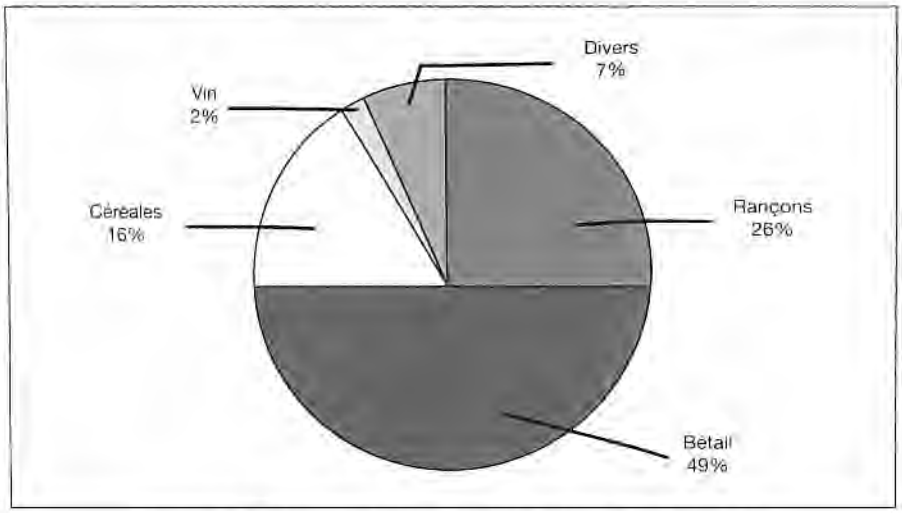
---

3. Favier, 2001, p. 52.
4. *Foedera conventiones...*, 1816-1869, vol. III, p. 874.
5. Savy, 2009b, p. 181-192.

à répétition sur celles-ci ; deux documents permettent d'en dégager plusieurs aspects : le *Livre de Vie*[6] de Bergerac et le compte FF1[7] de Martel[8]. Le premier est la longue suite des vols et rançons extorqués à Bergerac par les compagnies de sa région entre 1379 et 1382, le second comptabilise les mêmes éléments pour Martel mais limités à une seule troupe, celle de Belcastel[9], durant les années 1370 et 1371 ; le contenu de ces deux registres nous indique quels genres de prises étaient affectionnés par les routiers, donne une idée de la façon dont ils organisaient la mise en coupes réglées de leurs zones d'action et, enfin, permet de fixer un ordre de grandeur aux courants économiques parallèles qu'ils créèrent.

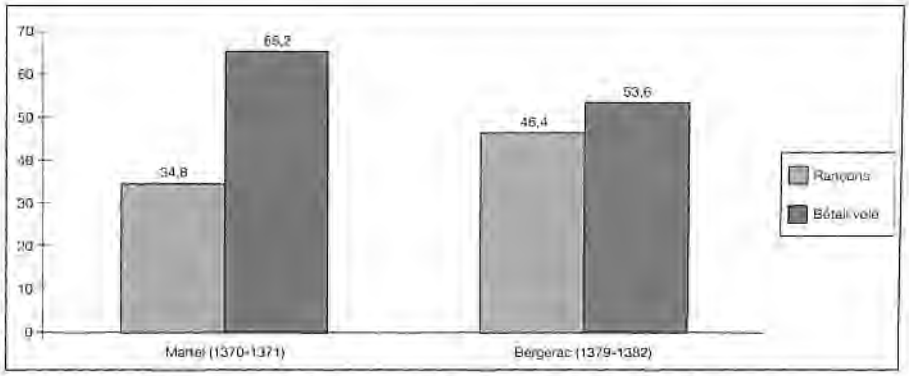
Les prises

Les routiers privilégiaient trois genres de captures : les gros animaux de travail, les hommes et les céréales. Le cahier FF1 de Martel est très détaillé et nous renseigne mieux que le *Livre de Vie* de Bergerac sur la répartition par importance de ces différents types de prises, car si ces deux documents contiennent de nombreuses mentions sur les montants des rançons et les prix des têtes de bétail volées, seul le premier fait état du coût des autres biens.



Graphique 1. Répartition de la valeur des prises martelaises de la compagnie de Belcastel (1370-1371).

6. Durand, 1887, p. 104-109, 194-225, 288-317.
7. Archives municipales de Martel (Lot), FF1.
8. Martel, com. chef-lieu de cant., arr. Gourdon, dpt. Lot.
9. Château de Belcastel, com. Lacave, cant. Souillac, arr. Gourdon, dpt. Lot.



Graphique 2. Répartition de la valeur des rançons et du prix du bétail volé à Martel et à Bergerac (en %).

En valeur, les animaux volés constituaient presque la moitié de ce qui fut dérobé aux Martelais par la compagnie du capitaine Johan Vassal, qui tenait garnison à Belcastel durant les années 1370 et 1371. Après le bétail venait le prix des rançons qui furent extorquées aux habitants faits prisonniers et il est à noter que cet ordre de répartition se retrouve à Bergerac pour les années 1379-1382, comme le met en évidence le graphique 2.

À Martel, la valeur des céréales volées venait immédiatement après celles des bêtes et des rançons, mais elle ne semble pas avoir été aussi importante à Bergerac : la compagnie de Maduran [10] prit un peu de froment, avec une pipe le 15 septembre 1379 [11] et quatorze pugnères le 1er mars 1382 [12], ainsi qu'un sac de seigle le 16 octobre 1380 [13] ; 8 pugnères de méteil dérobées par une autre bande en août 1379 [14] complètent ce maigre inventaire des céréales dérobées.

On note aussi une nette différence entre les prises faites dans chacune des deux localités au niveau des « objets divers », catégorie regroupant tous les *items* hormis les rançons, le bétail et les céréales : pour Martel, on n'y trouve que du sel, de la farine et un peu de drap blanc, tandis qu'à Bergerac les biens volés étaient beaucoup plus variés, allant des denrées alimentaires avec du sel, du fromage et des œufs, aux embarcations en passant par l'armement et l'outillage. Il semble d'autre part que cette catégorie était beaucoup plus importante à Bergerac qu'à Martel, où elle représentait déjà 7% du total des extorsions, mais les lacunes de la documentation ne permettent pas d'aller plus loin.

---

10. Château de Maduran (aut. Masduran), com. Saint-Pierre d'Eyraud, cant. La Force, arr. Bergerac, dpt. Dordogne.
11. Durand, 1887, p. 212.
12. *Ibid.*, p. 310.
13. *Ibid.*, p. 218.
14. *Ibid.*, p. 212.

Le château de Belcastel.

La part du vin semble avoir été réduite dans les deux cas : à Martel, seules 2 saumées, soit 249 litres environ [15], furent dérobées en deux ans tandis qu'à Bergerac le chiffre se monta à 5 saumées et 2 pipes, soit à peu près 650 litres [16], pour trois années.

Les captures de prisonniers effectuées par les compagnies opposées à Bergerac présentent une nette différence avec celles faites par les hommes de Belcastel contre Martel. En effet, les prises réalisées dans le second cas étaient toujours individuelles, tandis que dans le premier il était très fréquent que les routiers prennent 3, 5, 14 et même jusqu'à 30 individus en une seule fois [17]. Ce fait est peut-être à mettre en relation avec la taille des localités en question. Bergerac générant plus d'activités - et donc de déplacements à l'extérieur - que Martel, mais aussi avec une possible amélioration des gains liés aux rançons durant les années 1370, et donc une recherche accrue d'individus à capturer : en 1370-71, le prix moyen d'une libération oscillait aux alentours de 925 deniers dans la ville quercinoise, mais huit-neuf ans plus tard elle se montait à 1392 deniers dans la périgordine ; la différence est encore plus flagrante si on prend pour unité de valeur le salaire d'une journée de travail de manœuvre, avec respectivement un peu plus de 25 deniers et presque 93 deniers.

On note une autre similitude notable entre les deux cas, à savoir que les habitants capturés étaient principalement de sexe masculin : 29 sur 31 à Martel

---

15. Pour la conversion des anciennes mesures quercinoises, nous avons utilisé l'ouvrage de Duc-Lachapelle (Duc-Lachapelle, 1807).
16. Pour la conversion des anciennes mesures périgordines, nous avons utilisé le travail d'A. Poitrineau (Poitrineau, 1996, p. 19-30).
17. Durand, 1887, p. 214.

en 1370-1371 et 160 sur 166 entre 1379 et 1382 à Bergerac, ce qui semble somme toute logique car c'étaient principalement les hommes qui travaillaient à l'extérieur des murailles urbaines.

On peut estimer la valeur des rançons collectées par la garnison de Belcastel à Martel en deux ans à 28 696 deniers, soit l'équivalent d'environ 796 jours de salaire de manœuvre [18], donc de 398 pour une seule année ; elle fut de 204 646 deniers à Bergerac en trois ans et pour douze compagnies en moyenne, soit l'équivalent d'environ 13 643 jours de salaire de manœuvre [19] ; en ramenant ce chiffre à l'année et à la compagnie, on obtient une valeur moyenne de 379 : la similitude avec le chiffre martelais est frappante.

Le gros bétail était constitué de bovidés, de chevaux, d'ânes et de mules. Les hommes du capitaine de Belcastel en volèrent pour 53 752 deniers en deux ans à Martel, tandis que ceux des compagnies du sud périgordin en prirent pour 236 330 sur trois années à Bergerac ; soit des moyennes annuelles respectives de 26 876 et 78 777 deniers, équivalents à 746 et 5 251 journées de salaire de manœuvre. Si, une nouvelle fois, on divise le total bergeracois par le nombre moyen annuel de compagnies opérant contre la ville durant les trois années concernées, soit douze, on obtient une estimation de 437 journées de manœuvre qui, bien que largement inférieure à celle de Belcastel, se place néanmoins dans un même ordre de grandeur.

Il est à noter que le prix des têtes de gros bétail varia relativement peu en monnaie de compte durant la décennie 1370 : un bœuf coûtait en moyenne 1339 deniers à Martel en 1370-1371 et 1446 deniers à Bergerac en 1379-1382, tandis que pour les ânes les valeurs respectives étaient de 533 deniers et 890 deniers et de 1 200 deniers et 950 deniers pour les mules.

Les prises de petit bétail, chèvres et moutons, étaient particulièrement variables, car elles pouvaient aller de 3 unités volées en deux ans à Martel à 0 ou 64 à Bergerac suivant les années ; d'autre part, la valeur de ces animaux n'est jamais mentionnée dans les comptes ; ces raisons expliquent pourquoi nous ne les avons pas pris en compte dans la présente étude.

La similitude existant entre la valeur annuelle des rançons et biens volés à Martel par la compagnie de Belcastel en 1370-1371 et celle de ceux qui furent pris à Bergerac par chaque bande de son voisinage entre 1379 et 1382 montre que le système de prédation des routiers resta assez stable durant la décennie 1370 et qu'il avait des caractéristiques similaires sur tout le cours moyen de la Dordogne. Son impact économique alla cependant en s'accentuant du fait de la baisse des salaires qui semble avoir affecté la zone durant cette période.

---

18. D'après les salaires des manœuvres martelais en 1371, dans Archives municipales de Martel, CC5 : valeur moyenne à 30 deniers.
19. D'après les salaires des manœuvres cajarcois et gourdonnais en 1380, dans Archives municipales de Gourdon (Lot), BB5 et Archives municipales de Cajarc, CC16 : valeur moyenne à 15 deniers.

La tour Tournemire, pièce majeure de la défense de Martel.

Un dernier point mérite d'être souligné : tant dans la région de Martel que dans celle de Bergerac, les compagnies privilégièrent le vol de bétail sur pied ou d'outils individuels, ainsi que la capture de prisonniers, délaissant la plupart du temps les chargements de marchandises alors que les convois n'avaient pourtant pas cessé de circuler : des transports de poissons, colins et harengs, et de sel de mer [20] venant de l'Atlantique [21] transitaient par la vallée de la Dordogne et l'on pourrait s'étonner qu'ils n'aient pas plus attiré l'attention des routiers car leurs valeurs étaient importantes. En fait, cette façon de faire correspondait totalement à la mentalité des guerriers anglo-gascons, dont les tactiques privilégiaient toujours la plus grande mobilité [22] : enlever des hommes, du bétail sur pied ou du petit outillage pouvait être fait rapidement, ce qui n'était pas le cas avec un lent et lourd chariot rempli de marchandises devant emprunter des chemins défoncés.

Une répartition complexe des activités

Les documents, s'ils nous montrent l'importance des rançons et vols pour les économies de Martel et Bergerac, sont cependant insuffisants pour nous permettre de déterminer précisément de quelle façon chaque bande répartissait ses prises dans sa zone d'action, mais il est probable que leurs façons de faire se rapprochaient de celles de la compagnie de Balaguier [23], sur la vallée du Lot, qui partageait ses prélèvements entre les villes de Figeac [24], Cajarc [25], Capdenac [26] et Villeneuve [27], ainsi qu'entre toutes les bourgades

---

20. *Ibid.*, f° 6 v°.
21. Archives municipales de Gourdon (Lot), CC 20, f° 49 r°.
22. Savy, 2009b, p. 90-94.
23. Balaguier-d'Olt, com., cant. Capdenac-Gare, arr. Villefranche-de-Rouergue, dpt. Aveyron.
24. Figeac, com. chef-lieu de cant. et d'arr., dpt. Lot.
25. Cajarc, com. chef-lieu de cant. arr. Figeac, dpt. Lot.
26. Capdenac, com., cant. Figeac-Ouest, arr. Figeac, dpt. Lot.
27. Villeneuve, com. chef-lieu de cant., arr. Villefranche-de-Rouergue, dpt. Aveyron.

alentours [28]. Ainsi la bande de Belcastel, qui opérait contre Martel dont elle était distante de 11 kilomètres, disposait dans le même rayon des bourgs de Souillac [29] et de Rocamadour [30], sans compter la multitude des villages ; si l'on prend l'exemple de la garnison de Mussidan [31], qui fut la plus active contre Bergerac en 1379 et en était située à 22 kilomètres, elle disposait elle aussi de plusieurs bourgs dans le même rayon, comme celui de Montpon [32], et d'un nombre important de petites localités.

Il serait tentant d'appliquer un coefficient multiplicateur aux captures faites par une compagnie donnée dans une ville en particulier afin d'obtenir une estimation du total de ses prises dans sa zone d'action, mais le résultat obtenu serait probablement faux. En effet, les bandes n'opéraient pas toutes en même temps sur l'ensemble des secteurs du territoire qu'elles étaient en mesure de contrôler : en 1379 comme en 1381, certaines compagnies ne vinrent qu'une fois opérer contre Bergerac, d'autres le firent sur des périodes limitées d'un, deux ou trois mois, rarement plus. Il ne faut pas non plus les imaginer attaquant Bergerac sans répit plusieurs fois par semaine : entre 1379 et 1382, la compagnie la plus active fut celle de Maduran, qui en 1379 attaqua la ville à raison d'une opération tous les 8-9 jours durant trois mois et deux semaines, tandis que celle de Couze [33], qui fit un long tour d'activités de onze mois contre elle, n'opéra qu'à la fréquence d'une action par mois.

Une vision de l'ensemble des opérations menées contre Bergerac semble indiquer, pour 1379 et 1382, une hausse marquée au mois de septembre, qui correspondrait peut-être à l'augmentation des activités liées aux vendanges. On remarque aussi que trois compagnies œuvrèrent durant les mêmes périodes de l'année tant en 1379 qu'en 1382 : celle de Gageac [34] du 6 juin au 17 octobre 1379 et de début juin au 25 septembre 1382 ; celle de Puyguilhem [35] du 15 mars au 7 juillet 1379 et du 2 mars au 21 juillet 1382, et enfin celle de Maduran du 15 juillet au 20 octobre 1379 et de mi-juillet au 16 décembre 1382. Ces temps d'activité sont à rapprocher des *patis* et *suffertas*, dont les durées étaient souvent similaires d'une année sur l'autre : une compagnie opérait des pillages pour forcer une communauté à traiter et les reprenait sitôt que la convention prenait fin dans le but d'en négocier une nouvelle [36]. D'autre part, sachant que des rapports de hiérarchie et d'entraide unissaient souvent plusieurs bandes et qu'elles pouvaient se répartir les traités dans une zone

---

28. Savy, 2009b, p. 64 et 237.
29. Souillac, com. chef-lieu de cant. arr. Gourdon, dpt. Lot.
30. Rocamadour, com., cant. Gramat, arr. Gourdon, dpt. Lot.
31. Mussidan, com. chef-lieu de cant., arr. Périgueux, dpt. Dordogne.
32. Montpon, com. et cant. Montpon-Ménestérol, arr. Périgueux, dpt. Dordogne.
33. Couze, com. Couze-et-Saint-Front, cant. Lalinde, arr. Bergerac, dpt. Dordogne.
34. Gageac, com. Gageac-et-Rouillac, cant. Sigoulès, arr. Bergerac, dpt. Dordogne.
35. Château de Puyguilhem, com. Thénac, cant. Sigoulès, arr. Bergerac, dpt. Dordogne.
36. Savy, 2009b, p. 186-192.

donnée[37], il est probable que les temps d'activités des différentes compagnies contre Bergerac soient consécutifs de cet état de fait.

Les garnisons anglo-gasconnes, centres de recel

L'importance des biens volés et des rançons extorquées par les compagnies permit à celles-ci de créer de véritables circuits économiques parallèles. Les vols de bétail amputaient sérieusement les troupeaux urbains ; on manque de données concernant les larcins perpétrés contre Cajarc, en Quercy, mais les documents permettent de connaître le cheptel détenu dans cette ville, dont la population devait se situer aux deux tiers environ de celle de Martel : durant l'hiver 1376, on y trouvait 69 bovins, 8 chevaux et 156 chèvres et moutons, mais ces chiffres étaient respectivement passés à 10, 4 et 34 à l'été 1377[38] ; si l'on imagine que les Anglo-Gascons de la région de Cajarc volaient autant que ceux de la région de Martel, on peut estimer que le cheptel cajarcois perdait chaque année plus de 16 % de ses bovins, soit un total de 11 par rapport à l'effectif de 1376. Sachant que les compagnies agissant contre Cajarc opéraient aussi contre deux autres bourgs de taille équivalente, Capdenac et Villeneuve, ainsi que contre l'importante ville de Figeac, comparable à Bergerac, on peut estimer qu'elles récoltaient dans cette zone au moins 55 bovins par an sans compter ce qu'elles prenaient dans les villages. En utilisant un mode de calcul identique, on peut considérer que les compagnies de la région de Martel, opérant contre cette localité ainsi que contre Souillac, Rocamadour et Gramat, arrivaient à y rapiner une soixantaine de bêtes annuellement. Le pays de Bergerac étant plus riche et beaucoup mieux doté en petits centres urbains, il est probable que le total de prises de bovins des compagnies de cette zone y dépassait largement celui des bandes opérant en Quercy. Nous nous sommes fixés sur les bovins car ce sont les seuls animaux dont les données documentaires permettent quelques recoupements.

Sans être impressionnant, il apparaît que le volume des captures faites par les routiers n'était pas négligeable et, même s'il était réparti entre un certain nombre de compagnies, il suffisait à transformer leurs garnisons en lieux où l'on savait pouvoir régulièrement réaliser de bonnes affaires. En effet, s'il pouvait arriver que les Anglo-Gascons fassent payer une rançon et rendent le bétail saisi, où qu'ils s'en servent de nourriture en ce qui concerne les bovins[39] ou d'animaux de remonte pour les chevaux, la proportion du butin vendu et remis en circulation était la plus importante et les prix pratiqués étaient attractifs : le 19 avril 1382 par exemple, les routiers de Maduran prirent un cheval de

---

37. *Ibid.*
38. Clavaud, 1989, t. II, p. 116.
39. Durand, 1887, p. 204-205.

bât à un certain Johan Lavesque, de Bergerac, et le revendirent 3 francs [40], c'est-à-dire moins de la moitié de sa valeur ; c'est un clerc de Saussignac [41] qui s'en porta acquéreur, ce qui montre que ce trafic n'intéressait pas que les marchands peu scrupuleux.

Les documents manquent pour apprécier pleinement la façon dont les biens volés et le produit des rançons étaient réintégrés dans les circuits économiques, mais le *Livre de Vie* de Bergerac nous renseigne bien sur la manière avec laquelle les routiers procédaient habituellement pour obtenir ce qu'ils voulaient, usant sans vergogne de la violence pour faire payer leurs prisonniers : le passage à tabac des hommes était monnaie courante, tout comme le viol des femmes [42] et les coups étaient parfois si forts que les victimes étaient laissées pour mortes [43]. Ils n'hésitaient d'ailleurs pas à tuer de sang froid lorsqu'ils l'estimaient nécessaire : une femme périt ainsi à Bouniagues [44] lorsqu'un détachement y vint pour prendre du vin [45], un homme fut tué par les Anglais du Puy-de-Chalus [46] quand ils vinrent à Bergerac prendre quatre bœufs, trois ânes et un cheval le 14 février 1381, tandis que le tailleur Pierre de Galas fut occis le 30 septembre 1381 durant une razzia exécutée par la compagnie de Couze [47].

Les documents bergeracois apportent une vision assez claire de la façon dont les populations locales eurent à subir la violence des bandes de routiers, mais il convient cependant de la nuancer quelque peu car les archives quercinoises voisines montrent que des rapports de respect purent à quelques occasions s'installer entre Anglo-Gascons et autochtones [48] et que, d'autre part, toute une frange de la population bénéficia de leurs activités, c'est-à-dire les personnes qui acceptèrent de se mettre en affaires avec eux [49].

Conclusion

Le terme « guerre », qui désigne les opérations menées par les compagnies de routiers dans la moyenne vallée de la Dordogne, correspond totalement à notre acception contemporaine de ce mot : dans nos régions, le Plantagenêt les laissa agir dans le but de fragiliser la confiance des populations

---

40. *Ibid.*, p. 312-313.
41. Saussignac, com., cant. Sigoulès, arr. Bergerac, dpt. Dordogne.
42. *Ibid.*, p. 200-201.
43. *Ibid.*, p. 212-213.
44. Bouniagues, com., cant. Issigeac, arr. Bergerac, dpt. Dordogne.
45. *Ibid.*, p. 220-221.
46. Château du Puy-de-Châlus, com. et cant. Montpon-Ménestérol, arr. Périgueux, dpt. Dordogne.
47. *Ibid.*, p. 299-302.
48. Savy, 2009b, p. 85-86.
49. Savy, à paraître en 2012.

et de ruiner le potentiel économique local. Ainsi peut-on même qualifier le conflit centenaire de guerre totale. Couverts légalement mais relativement libres d'agir à leur guise à partir du moment où ils ravageaient les territoires que le Plantagenêt souhaitait qu'ils ravagent, les routiers tombèrent logiquement dans le brigandage organisé.

Les captures qu'ils privilégièrent reflétaient leurs habitudes tactiques, car ils s'emparaient de prisonniers et de bétail rapides à faire déplacer et de bon rapport, délaissant quelque peu les biens qui pouvaient les ralentir durant leurs chevauchées, comme les lourds chargements de vin ou de céréales. Opérant sur de larges zones, ils y répartissaient leurs actions suivant les secteurs et les communautés en fonction de la durée des *patis* et, certainement, des accords négociés entre les différents capitaines.

Les prises réalisées par les routiers en dehors des traités avaient une valeur marchande non négligeable dont ils songèrent naturellement à tirer profit ; les revendant à des prix particulièrement intéressants, ils créèrent un commerce parallèle qui, basé sur la violence et l'intimidation, pourrait être qualifié de mafieux s'il n'avait pas procédé, même indirectement, de visées stratégiques supérieures.

N. S.

Bibliographie

CLAVAUD (F.), *Cajarc, consulat du Haut-Quercy aux XIIIe et XIVe siècles. Étude démographique*, 3 tomes, thèse de l'École des Chartes, 1989.

DUC-LACHAPELLE, *Métrologie française à l'usage du département du Lot*, Montauban, éd. Fontanel, 1807.

DURAND (C.), « Le livre de vie de Bergerac », *BSHAP*, t. XIV, 1887.

FAVIER (J.), *La guerre de Cent Ans*, Paris, éd. Fayard, 1981 (rééd. 2001).

Foedera conventiones, literæ, et cujuscunque generis acta publica, inter reges Angliæ et alios [...] *habita aut tractate*, edited by Thomas Rymer & Robert Sanderson, additions and corrections by Adam Clarke and Frederick Holbrooke, London, Record Commissioners, 1816-1869.

POITRINEAU (A), *Les anciennes mesures locales du Sud-Ouest d'après les tables de conversion*, Clermont-Ferrand, éd. PU Blaise Pascal, 1996.

SAVY (N.), « The *Chevauchée* of John Chandos and Robert Knolles: Early March to Early June 1369 », *The Journal of Medieval Military History*, vol. VII, 2009a, p. 38-56.

SAVY (N.), *Les villes du Quercy en guerre*, Cahors, éd. Savy AE, 2009b.

SAVY (N.), « Vivre avec l'ennemi. Les communautés quercinoises face aux compagnies anglo-gasconnes (1355-1390) », *in Actes du 59e Congrès de la Fédération Historique de Midi-Pyrénées*, tenu à Cahors les 19, 20 et 21 juin 2009, à paraître en 2012.

Les Périgordins des forces navales françaises libres (1940-1945)

par Jean-Jacques GILLOT *

Les forces navales françaises libres furent créées par le vice-amiral Muselier[1], *dès le début juillet 1940. À la fin de l'année, malgré les conséquences désastreuses de l'attaque de la marine britannique contre l'escadre française en rade de Mers el-Kébir (Algérie), le 3 du même mois, et celles de l'affrontement britanno-franco-français devant Dakar (Sénégal), moins de trois mois plus tard, elles se montaient à 3 000 engagés. Lors du débarquement en Afrique du Nord, en novembre 1942, ils étaient 5 700. Pendant longtemps la mémoire officielle n'a retenu que le chiffre de 7 000 volontaires sur près de 53 000 Français libres des trois armes.*

Désormais, par l'intégration des effectifs venus de l'armée d'Afrique, les recherches mènent vers un effectif élargi à environ 15 000 marins. On relève un millier d'officiers et quelques dizaines de femmes (infirmières ou secrétaires, il est vrai, à terre) dans cet habituel milieu masculin.

---

* Docteur en histoire. Auteur de : *L'Épuration en Dordogne selon Doublemètre* et *Le Partage des milliards de la Résistance* (avec Jacques Lagrange, Périgueux, Pilote 24 édition, 2002 et 2004) ; *Les Communistes en Périgord*, 1917-1958 (thèse d'université et Périgueux, Pilote 24 édition, 2007, préface de Stéphane Courtois, directeur de recherches au CNRS) ; *Résistants du Périgord. 1 500 notices inédites et illustrées* (avec Michel Maureau, préface de Gérard Fayolle, Bordeaux, éd. Sud Ouest, 2011) ; *Les Mystères du Périgord* (avec Pascal Audoux, tome 1, Paris, éd. de Borée, 2011).

1. Émile Muselier (Marseille 1882-Toulon 1965) passa par Gibraltar et fut le premier officier général à rallier de Gaulle. En référence à ses origines, il dota les FNFL du pavillon à croix de Lorraine arboré au mât de beaupré. En 1942, il eut des démêlés avec son chef et fut mis à tort en cause par les services secrets britanniques. Philippe Auboyneau puis Thierry d'Argenlieu lui succédèrent. Son petit-fils, gaulliste en politique, lui a consacré un livre (Muselier, 2000).

Sans surprise, les ressortissants des provinces côtières, à commencer par les Bretons, furent très largement majoritaires. On ne saurait plus omettre les nombreux volontaires venus de Saint-Pierre-et-Miquelon, bien des natifs des possessions d'outre-mer et des cinq continents ainsi qu'une proportion notable de ressortissants étrangers ou de telle ascendance[2].

Le Périgord se situe à distance des côtes. Ses résistants des Forces françaises libres furent numériquement bien moins nombreux que ceux des Forces françaises de l'Intérieur. Mais, à étudier les fonds d'archives, à recouper diverses sources sans prétendre à l'exhaustivité, on trouve, en l'état actuel des recherches, soixante-douze de nos compatriotes de naissance ou d'adoption dans la marine gaulliste dissidente[3]. *L'un d'eux fut fait « compagnon de la Libération*[4] *». Plus d'un sur dix avait rejoint la Grande-Bretagne ou l'Afrique du Nord par l'Espagne, au prix d'un internement plus ou moins durable. Presque autant s'étaient évadés en traversant la Manche. On relève aussi qu'ils furent dix à appartenir au corps particulièrement actif des fusiliers marins.*

Il y eut de fortes diversités d'âge et de précocité dans les engagements. La date butoir du 3 août 1943 - pour conférer la qualité officielle de FNFL[5] *- correspond à la fusion officielle entre les forces gaullistes et giraudistes, précédemment vichystes. Pour autant, les développements à suivre ne considèrent pas que les seuls engagés directs dans la marine gaulliste*[6].

La présente étude s'est donc affranchie de cette équivoque situation qui reviendrait à considérer différemment les résistants de l'intérieur selon leur date d'entrée en activité. Sur la base des archives accessibles et en redressant diverses erreurs ou imprécisions, mais sans prétendre à l'exhaustivité, elle a réuni tous les marins périgordins dissidents connus. Dans la mesure du possible, elle indique leurs matricules à l'inscription maritime[7], *ou bien ceux de l'armée de mer, ainsi que leurs numérotations - parfois curieuses - dans les effectifs navals de la France libre.*

---

2. Tel le cas de Jean Lassner (voir sa notice). L'actuel président de l'association nationale des marins de la France libre est le vice-amiral de réserve Émile Chaline, ancien enseigne de vaisseau FNFL. Il a été le maître d'œuvre de l'Historique des FNFL (voir bibliographie). Les omissions de cet ouvrage peuvent être réparées sur production d'un état signalétique et des services à « emile.chaline@wanadoo.fr ».
3. Les fonds de la fondation de la France libre sont lacunaires et les états civils indiqués parfois erronés.
4. Voir, *infra*, le cas de François Tilly.
5. Instruction ministérielle du ministère des Armées, 29 juillet 1953.
6. Voir, *infra*, les cas de Paul Berger, de Robert Buisson et de Robert Collache.
7. Au XVIIe siècle, sur une idée antérieure du duc de Montmorency, c'est Colbert qui mit en place l'inscription maritime destinée à répertorier tous les travailleurs masculins de la mer à des fins d'éventuelle mobilisation dans la marine en cas de conflit.

Les états de service montrent que beaucoup des FNFL périgordins eurent l'occasion de faire connaissance en temps de guerre et on retrouve certains d'entre eux dans les papiers de l'association départementale des Français libres. Sans que leurs cas ne fournissent matière à l'article à suivre, on peut aussi noter que plusieurs anciens marins de notre province furent des résistants à terre, tel Joseph Dupin de Saint-Cyr. Par la suite, on en trouva à l'association « La Bordée » que présida Gilbert Boissière, un autre ancien navigant entré au corps franc « Roland[8] ».

Onze FNFL natifs de Périgueux

Jean, François, Joseph Arnold. Premier officier de marine périgordin de la France libre par sa démarche du 18 juillet 1940, mais dépassé par des hommes du rang (voir Barbier, Lagarde, Louit et Merle). Il est né à Périgueux, le 9 août 1901. Entré à l'école des mousses, le 4 octobre 1916, puis engagé pour cinq années, à 16 ans, il avait participé aux ultimes opérations maritimes de la première guerre mondiale avant de naviguer au large des Antilles et le long des colonies françaises de l'Afrique occidentale et équatoriale. Libéré de ses obligations le 15 août 1922, Arnold reprit ses études et il fut reçu lieutenant au long cours de la marine marchande avant de devenir commandant de bord en 1927. Navigant pour les armateurs Delmas et Vieljeux (La Rochelle), puis à la Compagnie générale transatlantique (Le Havre), il fut aussi enseignant d'anglais sur le navire-école *Jacques Cartier*. En 1940, le marin de commerce était enseigne de vaisseau de 1re classe dans les réserves militaires et commandant en second du paquebot *Île-de-France*, lancé en 1927 des chantiers navals de Saint-Nazaire-Penhoët. Au début de la guerre, le bâtiment fut réquisitionné comme transport de troupes. Sa capacité d'emport doubla pour passer à 4 800 hommes. Armé de deux pièces de 100 mm et d'autant de mitrailleuses, il fut affecté en Extrême-Orient. À Singapour près d'être pris par les Japonais et sous contrôle britannique, Arnold fut l'âme de la rébellion. Avec onze officiers et vingt-neuf hommes d'équipage, Arnold rallia le navire à la France libre[9]. Par la suite, le mutin fut décrit comme « petit, dynamique, possédant l'énergie d'un félin[10] ». Dans les premiers mois de 1941, le Périgordin devint officier

---

8. L'association « La Bordée » précédemment présidée par Jean-Pierre Coudenne est actuellement dirigée par Jean-Luc Texier. Sur Dupin de Saint-Cyr, Boissière et Roland Clée, consulter Gillot et Maureau, 2011.
9. Le commandant Le Huédé avait été le « pacha » historique du paquebot. Remis en service après guerre, le navire fut commandé jusqu'en 1959 par un Périgordin, Franck Garrigue (1898-1990). Dit « le Saint-Bernard des mers » pour avoir secouru de nombreux navires, dont l'*Andrea Doria*, il fut le premier suppléant d'Yves Guéna aux élections législatives de 1962, dans la circonscription de la vallée de l'Isle.
10. Fromentin, 2008.

canonnier sur l'aviso-escorteur *Commandant Duboc* (voir Caer et Joinel) qui avait participé, avec le *Commandant Dominé* et le *Savorgnan de Brazza*, à la tentative manquée de la prise de Dakar [11]. Nommé lieutenant de vaisseau, promu capitaine de corvette (capitaine et commandant dans l'armée de terre), il dirigea le transport de troupes *Félix Roussel* [12], de mars 1942 à novembre 1944. Chef de cabinet du secrétaire général de la Marine marchande de décembre 1944 à septembre 1948, il fut démobilisé le 6 août 1946. Entré à la direction des Messageries maritimes, l'ancien Français libre prit sa retraite en 1962. Créateur de l'association nationale des anciens FNFL, en 1948, il en fut le président pendant douze ans. Capitaine de frégate (lieutenant-colonel), puis capitaine de vaisseau (colonel) honoraire. Promu commandeur de la Légion d'honneur en 1957. Croix de guerre 1939-1945 avec deux citations. Médaille de la Résistance avec rosette. Commandeur du mérite maritime. Médaille du sauvetage en mer. Il est décédé à Bussières (Seine-et-Marne), le 12 octobre 1995.

Robert, Antonin Buisson. Il naquit à Périgueux, au n° 14 de la rue des Mobiles, le 16 avril 1922. Il était le fils de Gabriel, sculpteur, et de Marie-Louise Hyvert [13]. À son registre de naissance, une mention relative à sa carte d'alimentation indique qu'il se trouvait à Ville-la-Grand (Haute-Savoie), au début du conflit. Engagé dans la marine de guerre en 1941 et inscrit maritime 44 BIZ 41 (Bizerte), il appartint d'abord aux forces de Vichy (voir Rebière). Répertorié FNFL le 7 septembre 1943 [14] sous le matricule 900 FN 43, selon les listes de la fondation de la France libre. Fut à bord de *La Découverte* (voir Berger), frégate de 1 300 tonnes, qui prit part au débarquement de Normandie, au large de la plage « Juno [15] ». À terre, il était passé par la caserne Surcouf de Londres (voir Berger) et le dépôt des équipages Bir-Hakeim, à Ernsworth (voir Berger, Louis et Tilly). Le volontaire termina la guerre au grade de quartier-maître. Marié avec Marguerite Pedat, à Annemasse (Haute-Savoie), le 8 juillet 1949, il s'est éteint dans cette ville, le 3 janvier 1979.

---

11. Du 23 au 25 septembre 1940, malgré la présence sur place du général de Gaulle, trois navires FNFL et vingt-cinq britanniques se heurtèrent à la résistance de vingt bâtiments de Vichy, parmi lesquels les croiseurs *Georges Leygues* et *Montcalm*.
12. Le paquebot *Félix Roussel*, lancé à Bordeaux en 1931, avait également été réquisitionné par la marine de guerre en 1940. Saisi par les Britanniques à Port-Saïd (Égypte), il fut remis aux FNFL qui en firent un navire auxiliaire.
13. Sans aucun rapport, même simplement orthographique, avec Marceau (Clément) Ivert, un ancien déserteur des Brigades internationales de la guerre d'Espagne, passé au service de la police allemande. Habitant le quartier des Rues-Neuves, à Périgueux, il fut abattu par la résistance AS dans un hôtel proche (Gillot et Lagrange, 2002).
14. Comme évoqué pour P. Berger et R. Collache, cette date invalide la césure arbitraire édictée en 1953. Mais le site « memoresist.org » confère à Buisson son entrée aux FNFL en juin 1943.
15. Il y eut également le destroyer *La Combattante* et la corvette *D'Estienne d'Orves*. Sur l'ensemble des plages normandes, onze bâtiments FNFL d'importance assistèrent le débarquement allié.

Fig. 1. Jean Caley.

Jean Caley (fig. 1). Il vit le jour le 3 janvier 1923, rue Pierre-Magne, dans le quartier populaire des Barris, à Périgueux, qui avait vu naître le ministre de Napoléon III. Comme sa sœur, il était l'enfant d'une mère épicière et d'un ancien combattant de 1914-1918 devenu lieutenant et instructeur de cavalerie au manège d'artillerie, disparu tout juste avant la déclaration de guerre de 1939. Élève de l'École professionnelle de la ville, l'adolescent fut influencé par un enseignant, ancien ingénieur mécanicien maritime. Entré à l'École de la marine de guerre de Lorient, en avril 1940, il voulut mais ne put passer en Angleterre, sitôt la défaite de mai-juin. Selon sa narration, il participa à une manifestation patriotique, le 14 juillet suivant [16]. Envoyé à Saint-Mandrier, près de Toulon (voir Choiseul-Praslin, Gelibert et Véril), le jeune marin acheva sa formation de mécanicien diéséliste (voir Rebière). Au début de 1942, Caley rendit visite à sa mère dans la perspective d'une séparation prévisible et se fit affecter sur le croiseur *Gloire* (voir Dupuy), en rade marocaine de Casablanca. L'opportunité le conduisit à Dakar (Sénégal) où il trouva un contact avant de se rallier au mouvement gaulliste. En août 1943, après des campagnes anti-sous-marines et de protection des convois en Atlantique sud, le jeune marin de la France libre partit réparer, équiper et peindre sous des zébrures de camouflage des bâtiments aux chantiers navals new-yorkais de Brooklyn. Au début de l'année suivante, il fit partie du corps expéditionnaire en Italie. En août, avec la force Alpha, il se trouva au débarquement de Provence et son navire se livra encore à des bombardements sur les positions allemandes de la côte varoise. Jusqu'à la Libération, sur un dragueur de mines, il resta en Méditerranée. Volontaire pour l'Extrême-Orient, Caley n'eut pas à se frotter aux derniers sursauts japonais mais il passa deux ans dans les débuts du bourbier de la guerre d'Indochine, notamment lors du débarquement à Haiphong. En janvier 1947, il se fit démobiliser à Toulon.

Revenu sur ses terres, le Périgourdin devint ouvrier puis chef de brigade aux ateliers ferroviaires de Chamiers jusqu'en 1979. Il épousa Paulette Thermes, fille du maire radical-socialiste de Coulounieix-Chamiers. Celle-ci allait lui donner deux fils. Il s'investit dans le mouvement gaulliste du RPF et s'engagea syndicalement, jusqu'à prôner la grève, à l'Action ouvrière professionnelle. Il ne plaignit pas sa peine pour diffuser la parole du Général (voir Gillot).

Candidat sur la liste UNR-UDT, Caley fut élu conseiller municipal de Périgueux de 1959 à 1965, au temps de Lucien Barrière. En 1962, homme de devoir, il se mit au service d'Yves Guéna lorsque celui-ci reçut l'investiture

---

16. « Jean Caley, défenseur de la liberté, partisan de la paix », *in De vous à nous*, organe de l'association des Anciens de Coulounieix-Chamiers, février 2004.

gaulliste à la députation après l'éviction du Dr Rousseau qui militait pour l'Algérie française [17]. Puis, Caley prit des distances avec la politique. Tout en continuant à porter intérêt à la vie publique et à tenir à jour des archives fournies, il s'occupa de l'association départementale des anciens de la France libre (voir Givord) et commença à recevoir les chercheurs universitaires qui purent ainsi mieux comprendre que le gaullisme périgordin n'avait pas attendu 1962. Lors du 60e anniversaire de l'appel du 18 juin 1940, il participa à diffuser l'événement dans les établissements scolaires. Pour autant, en 1981, influencé par l'évolution de Rousseau vers la FGDS (fédération de la gauche démocrate et socialiste) et mû par ses récriminations à l'encontre d'un partage de terres électorales au profit des communistes de la ceinture périgourdine, Caley avait épaulé le mitterrandiste Roland Dumas qui battit largement Guéna à la députation, dans la circonscription de la vallée de l'Isle.

Le 23 juillet 2011, il décède d'une brutale affection. Lors de ses obsèques, aux côtés de Michel Dasseux, ancien député-maire socialiste de Coulounieix-Chamiers, le « commandeur gaulliste » Guéna et son épouse étaient cependant parmi l'assistance. La sobre cérémonie se déroula aux accents de « La Mer » de Charles Trénet. L'ancien engagé de plusieurs causes portait l'insigne de la France libre à la boutonnière. Plutôt que des plaques et des fleurs, il avait souhaité des dons au profit de la Société nationale de sauvetage en mer. Le défunt était titulaire de la médaille militaire, de la croix de guerre et de la croix du combattant volontaire 1939-1945.

Paul, Louis Combelas (écrit par erreur « Combellas » dans les listes FNFL et sur le site « memoresist.org »). Il vit le jour à Périgueux, le 22 janvier 1925, au n° 20 bis du boulevard Lakanal. Il était le fils de Marius, garagiste - devenu résistant sur ses terres [18] -, et de Paule Puybonnieux. Selon sa carte d'alimentation, il se trouvait dans sa ville au début de la guerre. Engagé dans la marine de guerre et inscrit maritime sous le matricule 228 R 43 (Rochefort), il fut affecté à la flotte du Levant (voir Archambaud, Collache, Joinel et Merle). Matelot radio, Combelas navigua sur l'aviso-dragueur de mines *Commandant Dominé* lancé en 1939 (voir Lagarde, Merle et Meudec). Passé aux FNFL sous le n° 12 964 FN 43, il fut répertorié le 1er juillet 1943. Marié à Marseille (Bouches-du-Rhône), le 10 août 1949, avec Messaouda Hadjadj. Divorcé dans cette ville, le 11 juin 1959, mais apparemment resté marin, l'ancien volontaire se remaria au Havre (Seine-Inférieure), le 31 décembre suivant, avec Monique Le Conte. Il est décédé à Marseille, le 26 mai 2000.

---

17. Voir la biographie de Guéna *in* Gillot et Maureau, 2011. On pourra aussi se reporter à Lagrange, 1994.

18. Combelas fut l'ami de Jean Rizza, résistant à l'ORA et trésorier de l'affaire du train de la Banque de France, pris à Neuvic-sur-l'Isle, le 26 juillet 1944. Ce dernier lui remit ses archives (Gillot et Lagrange, 2004).

Fig. 2. La frégate Aconit.

Henri, Pierre Fraysse. Il est né à Périgueux, le 21 avril 1921, au n° 2 de la petite rue Montaigne, il est le fils de François, ajusteur (vraisemblablement aux ateliers ferroviaires de la compagnie Paris-Orléans [19]), et de Marie-Louise Cueille. Selon une mention à son état civil de naissance, il se trouvait à Tours (Indre-et-Loire) au début de la guerre. Engagé dans la marine de guerre, il devint matelot timonier (voir Archambaud, Gillot et Litout). Inscrit maritime 1 023 L 40 (Lorient). Autre précoce FNFL, enregistré le 1er août 1940 et répertorié sous le matricule 5 242 FN 40. Successivement à bord du navire océanographique *Président Théodore Tissier* devenu transport de troupes puis navire-école, des corvettes *Aconit* (fig. 2) (voir Bourret et Litout), *Roselys* (voir Van Lancker) et *Mimosa*, laquelle fut coulée en juin 1942 [20]. Passé sur le contre-torpilleur *Le Triomphant* [21] (voir Arnault) qui navigua dans le Pacifique durant une bonne partie de la guerre. Le 14 juin 1948, à Tours, Fraysse se maria avec Suzanne Toulmé. Il est décédé à Saint-Avertin (Indre-et-Loire), le 18 juin 1998.

Robert, Henri Gayou. Il est né à Périgueux, le 18 février 1906, au n° 31 de la rue Combe-des-Dames, fils de Jean, dit manœuvre sans autre précision, et de Marthe Sutour, couturière, il s'est marié dans sa ville, le 10 mars 1928, avec Marie Mordiconi. Il devient graisseur dans la marine marchande. Inscrit maritime 679 BIZ 42 (Bizerte). Reconnu FNFL le 5 juin 1943 sous le n° 601 FN 43, Gayou fut à bord du *Capitaine Lemerle* puis détaché aux chemins de fer d'Afrique du Nord. Il termina la guerre au grade de quartier-maître. Son décès intervint à Sète (Hérault), le 14 octobre 1977, et non pas à Périgueux comme indiqué par erreur sur les listes de la fondation de la France libre.

André Guichard. Il est né à Périgueux, mais pas le 8 juillet 1922 comme indiqué par le Mémorial de la France libre. Il est en fait venu au monde le 21 janvier 1921, sous le nom de sa mère, Marie-Louise Barbancey. Il fut

---

19. Pour autant, le *Guide Delmas* (Bordeaux, 1926) indique : « Fraysse François, mécanicien, rue Turenne n° 2 », sans préciser la qualité.

20. Sur 69 hommes à bord, il n'y eut que quatre survivants. En mémoire du capitaine de frégate Birot, commandant du *Mimosa*, la caserne FNFL de Greenock (Écosse) prit son nom. En 1981, la marine a lancé un aviso anti-sous-marins dénommé *Commandant Birot*.

21. De même que la *Lobélia*, la corvette avait été baptisée, en Grande-Bretagne, le 27 août 1941. Le 11 mars 1943, entre Terre-Neuve et la Grande-Bretagne, l'*Aconit*, commandée par l'officier au long cours Jean Levasseur, devenu lieutenant de vaisseau, envoya les sous-marins allemands U-432 et U-444 par le fond. Seuls 25 marins ennemis sur 200 survécurent. Comme le 1er régiment de fusiliers marins et le sous-marin *Rubis*, le bâtiment fut fait Compagnon de la Libération. Son journal de bord, accessible sur Internet permet de prendre connaissance de l'intensité de la lutte pour la protection des convois alliés dans l'Atlantique nord. Une seconde corvette baptisée *Aconit* a existé. Avant de devenir capitaine de vaisseau, le Périgordin Alain Athimon, originaire de Rouffignac, navigua à son bord.

reconnu par déclaration de paternité de Victor Guichard, le 23 février 1922. Jeune engagé dans la marine de guerre sous le matricule 2 929 T 38 (Toulon). Précoce FNFL du 18 octobre 1940, répertorié 1 949 FN 40. Membre du 1er bataillon de fusiliers marins [22] (voir Faure, Litout, Monceau et Moulinier), il paraît donc être passé par le camp écossais d'Aldershot. Quartier-maître (caporal) canonnier embarqué, il fut à bord du contre-torpilleur *Léopard* (voir Lambin), du chalutier patrouilleur *La Reine des Flots*, du vieux cuirassé *Courbet* (voir Le Dû, Raffaelli et Tilly) et du chasseur de sous-marins *CH 12 Bénodet* [23] (voir Bourret et Moulinier). Marié à Paris (3e), le 2 juin 1947, avec Denise Brard, l'ancien marin de l'aventure gaulliste est décédé dans le 4e arrondissement de cette ville, le 15 juin 1976.

Lucien, Paul Lambin. Il est né à Périgueux, le 20 mai 1918, au n° 19 de la place de la Nouvelle Halle, non loin du centre-ville. Fils de Jean, certainement employé de la compagnie ferroviaire du PO, et de Léontine Carbonnel. Engagé dans la marine de guerre, matricule 1 269 L 38 (Lorient), avant les hostilités, il avait le grade aujourd'hui disparu de sous-maître (voir Litout). Selon sa carte d'alimentation, il se trouvait à Toulon au début de la guerre. Probable évadé par l'Espagne, entré aux FNFL le 5 mai 1941 et enregistré sous le n° 5 845 FN 41. Navigua à bord du contre-torpilleur *Léopard* (voir Desplat et Guichard) avant qu'il ne coule. Passé sur le destroyer d'escorte *Le Tunisien* - l'ex-*USS Crosley* venu de Philadelphie - (voir Collache et Merle), le Périgourdin termina la guerre au grade de second maître mécanicien. Parti outre-mer (voir Berger), il est décédé à Libreville (Gabon), le 22 mars 1953. Son état civil ne mentionne pas de mariage.

Élie, Jean-Marie Merle. Né à Périgueux, le 24 avril 1921, au n° 8 de la rue des Remparts, il est le fils d'Henri, employé ferroviaire de la compagnie Paris-Orléans, et de Noéla Boin, couturière. Son père ayant dû décéder d'un accident de service, le jeune Élie fut « adopté par la Nation [selon] jugement du tribunal civil de Périgueux en date du 8 juin 1937 [24] ». Matelot mécanicien de la marine de guerre, sous le matricule 1 515 R 37 (Rochefort). Avant les hostilités, il se trouva dans la marine du Levant (voir Archambaud, Collache, Combelas, Joinel et le cas à préciser de Boysson). Dit FNFL du 12 juillet 1940, mais curieusement répertorié sous le bien plus tardif et curieux n° 10 142 FN 41, Merle fut affecté à la base navale camerounaise de Douala (voir Givord). Il fut ensuite embarqué à bord de l'aviso *Commandant Dominé* (voir Combelas, Lagarde et Meudec), du contre-torpilleur *Léopard* (voir Guichard et Lambin) et

---

22. Vingt membres du 1er régiment de fusiliers marins furent faits Compagnons de la Libération. Parmi eux, douze appartenaient au seul 1er bataillon de l'unité (voir notamment Tilly).
23. Le *Bénodet* avait été saisi par la *Royal Navy*, le 3 juillet 1940, à Plymouth (voir note sous André Bourret).
24. À Périgueux, en 1926, le *Guide Delmas* indique « Merle L.-J., ajusteur, rue du Pontet, n° 55 ».

du destroyer *Le Tunisien* (voir Collache et Lambin). Marié à Palavas-les-Flots (Hérault), le 3 octobre 1946, avec Jeanne Bastide, il est décédé à Bordeaux, le 4 octobre 1977. Sans rapport établi avec Henri Merle, officier de police, chef d'un groupe résistant de l'Armée secrète en Périgord, lequel fit partie d'un éphémère noyau giraudiste[25].

Gaston, Moïse Moulinier. Né à Périgueux, le 8 mai 1920, au n° 10 de la rue Chanzy. Fils de Victor, ouvrier tourneur aux ateliers ferroviaires du PO, et de Marthe Moulignier [*sic*]. Quartier-maître mécanicien. FNFL du 16 novembre 1940, enregistré sous le n° 2 351 FN 41. Il fut à bord du chasseur de sous-marins *CH 43 Lavandou*[26] (voir Bourret et Guichard) et appartint au 1er régiment de fusiliers marins (voir Faure, Litout et autres). Marié à Saint-Astier, le 25 août 1945, avec Yvonne Lestrade. Précocement décédé à Périgueux, le 29 décembre 1966 (et non pas à Sorges, comme indiqué sur les listes officielles FNFL), des suites d'un accident routier.

Jean, François, Philippe Reynal. Il vit le jour à Périgueux, le 8 juillet 1924. Il avait de qui tenir puisque son père était Pierre, mécanicien principal de la marine de guerre, chevalier de la Légion d'honneur pour ses états de service pendant la première guerre mondiale. Sa mère était Marie Montagne, employée des Postes, originaire du Lot-et-Garonne. Au début du conflit, selon une mention figurant en marge de son état civil de naissance, l'adolescent se trouvait à Paris (11e). Ses états de service ne sont pas décrits par les bribes d'archives retrouvées. Soit il passa en Afrique du Nord par l'Espagne (voir Berger et autres), soit, plus vraisemblablement, eu égard à son âge, il s'était engagé dans la marine de guerre de Vichy. Après le débarquement américano-britannique du 8 novembre 1942 et matelot sans spécialité, Reynal fut enregistré FNFL à effet du 5 juin 1943 et répertorié sous le matricule 518 FN 43. Marié à Paris (11e), le 4 décembre 1951, avec Marie, Hélène Couteau, il divorça à Strasbourg (Bas-Rhin), le 29 septembre 1971. Par la suite, l'ancien volontaire se remaria, à Guérande (Loire-Atlantique), le 23 mai 1985, avec Simone Brénichot. Il n'a pu être établi s'il est encore en vie.

Trois Bergeracois et autant de Sarladais dans les eaux gaullistes

Raymond, Camille Guillaume. Il vit le jour à Bergerac, le 4 décembre 1917. Il était le fils de Pierre, charpentier, et d'Hélène Olivier. Engagé dans la marine de guerre, à dix-sept ans. Matricule 615 C 35 (Cherbourg). Se trouvant en

---

25. Gillot et Maureau, 2011.
26. Sur le cas du *Lavandou*, voir note 50.

Afrique du Nord lors du débarquement allié de novembre 1942, il devint FNFL le 17 mai 1943 et fut répertorié sous le n° 772 FN 43. Passé par le dépôt des équipages Bir-Hakeim, à Ernsworth (voir Berger, Bourret, Buisson ou Tilly), en Grande-Bretagne, le jeune homme devint fusilier marin (parmi neuf autres Périgordins du genre, voir Monceau), embarqué sur la frégate *L'Aventure* (voir Berger, Le Dû, Jacques Reynal et Van Lancker) et termina le conflit au grade de quartier-maître. Il est décédé le 14 septembre 1993 à Poitiers (Vienne), sans que son état civil ne porte la mention d'un éventuel mariage.

Marc, Edmond Petit. Il est né à Amiens (Somme), le 29 octobre 1905. Membre du Bureau central de renseignements et d'action, il a été répertorié FNFL au titre du réseau du commandant Graille qui travailla aussi pour l'*OSS* américain, à Saigon (Indochine occupée par les Japonais), sous couvert d'un bureau de statistiques militaires. Pour autant, l'amiral Decoux, représentant du gouvernement de Vichy, fit condamner de nombreux membres des huit réseaux travaillant pour le BCRA gaulliste. Devenu un important représentant des Messageries maritimes, il résida dans le 16e arrondissement de Paris. Divorcé de Gisèle Forcat, l'ancien agent est décédé à Bergerac le 23 février 1963.

Fig. 3. Le Cap des Palmes, *San Francisco, 1941 (arch. familiales).*

Jean, Roger Pinhède. Autre Bergeracois d'adoption, il est né à Versailles (Seine-et-Oise), le 13 novembre 1918. Second maître radio (voir Aussel, Combelas, Givord et autres radiotélégraphistes), il fut enregistré Français libre à effet du 1er septembre 1940 tout en portant le fort matricule n° 5 375 FN 40[27]. Les listes de la fondation le répertorient successivement sur *Le Léopard* (voir Guichard, Lambin et Merle), le cuirassé *Courbet* (voir Guichard, Le Dû, Tilly et Raffaelli), *Le Léoville*, l'aviso *Arras* (voir Bourret et Tilly) et le cargo dit « croiseur auxiliaire » *Cap des Palmes* (fig. 3)[28], autant employé à transporter des munitions et du minerai de fer, qu'à patrouiller et assurer des escortes de pétroliers dans le Pacifique (voir Durand et Rault). Par la suite, Pinhède fut affecté à la base de Nouméa. Veuf de Marie Simonet, il est décédé à Bergerac le 3 octobre 2007.

Loin des côtes et même située à distance de la rivière Dordogne, la ville de Sarlat détient trois volontaires de la marine de la France libre natifs de la capitale du Périgord Noir.

---

27. Ce matricule est élevé par rapport à la réalité des effectifs. D'ailleurs, Guichard (voir ce nom), répertorié le 18 octobre 1940, est affecté du matricule 1 949 FN 40.

28. Pour 984 jours de mer en temps de guerre et l'engagement de son équipage, le *Cap des Palmes* fut cité à l'ordre de la division.

Fig. 4. Henri Debidour.

Henri Debidour, alias « Monrad » (fig. 4). Il est né à Sarlat, le 28 novembre 1907. Son grand-père Antonin, natif de Nontron, avait été un historien, un universitaire et un franc-maçon connu. Il avait combattu pendant la guerre de 1870. Étudiant en médecine, son petit-fils bénéficia d'un report d'incorporation avant d'être assez tardivement appelé dans l'armée de terre en 1934. Médecin-lieutenant de réserve trois ans plus tard, il fut externe puis interne des hôpitaux de Paris (promotion de 1934) et obtint une bourse pour aller étudier dans une université américaine, en 1939. Mais l'affaire fut annulée par le fait des événements. Volontaire pour la campagne de Norvège à la 2e demi-brigade de chasseurs alpins, Debidour revint à Brest après le demi-succès de l'opération franco-britannique pour « couper la route du fer ». Passé en Angleterre le 18 juin 1940 sur le transport de troupes *Meknès*, un paquebot mis au service de la division du général Béthouart pour l'opération norvégienne, il s'engagea dans la France libre le 21 septembre et fut affecté à la base écossaise des sous-marins de Greenock [29] (voir Desplat et Despont) jusqu'en janvier 1941 puis à la maison de santé de Beaconsfield. Après un temps à l'université d'Harvard (États-Unis), le médecin militaire revint à Dundee de janvier à mars 1942. Médecin-chef de Saint-Pierre-et-Miquelon jusqu'en août 1944, il fut ensuite muté à Alger car il était devenu membre désigné des deux assemblées consultatives provisoires successives (Alger et Paris). Désormais, passé en politique, Debidour siégea à la commission de la France d'outremer tout en étant affecté au ministère de la Marine d'octobre 1944 à juillet 1946, date de sa démobilisation. Entre temps, il fut élu député constituant de Saint-Pierre-et-Miquelon, par 1 058 voix sur 2 178 suffrages exprimés, sous l'étiquette UDSR (Union démocratique et socialiste de la Résistance de René Pleven et d'Eugène Claudius-Petit), le 4 novembre 1945.

Président de la commission de la famille, de la population et de la santé, il vota contre le premier projet constitutionnel mais appuya le projet de loi dit « Marthe Richard » pour la suppression des maisons de tolérance. Réélu d'extrême justesse à la 2e Constituante par 1 064 voix contre 1 059 à un candidat du MRP, le 16 avril 1946, et, à nouveau président de la commission sociale de l'assemblée, il soutint le second projet constitutionnel contre l'avis de son groupe parlementaire. Battu de 27 voix par son adversaire MRP à la première assemblée législative de novembre 1946, le contentieux entraîna une commission d'enquête présidée par le socialiste Henri Noguères qui conclut

29. Une stèle commémorative des FNFL a été érigée à Greenock (fig. 5). En 2010, l'Écosse a également inauguré un monument à la mémoire des équipages alliés dont les bâtiments avaient été coulés, tels le *Narval* et le *Surcouf* (voir la notice de Picard). Il convient aussi de rappeler qu'il existait 77 sous-marins français en service et 42 en construction à la déclaration de guerre.

Fig. 5. Mémorial aux FNFL de Greenock (Écosse).

à un succès déloyal de son adversaire. Pour autant, le 28 septembre 1947, le démocrate-chrétien Laurelli reprit le siège avec 43 voix d'avance. Debidour se retira alors de la vie politique. Il s'installa chirurgien à Arpajon (Seine-et-Oise, actuelle Essonne) puis exerça à l'hôpital Boucicaut de Paris. Chevalier de la Légion d'honneur, promu officier en 1955, Croix de guerre avec une citation, Médaille de la Résistance, Croix militaire norvégienne. Il est décédé à Nîmes (Gard), le 17 juin 1990, et non pas à Paris comme indiqué par erreur dans les listes FNFL.

Jacques Reynal. Benjamin des officiers périgordins, il est né à Sarlat le 8 janvier 1924 (et non pas au mois de juillet, comme indiqué à tort sur les listes de la fondation de la France libre). Il était le fils de Joseph, employé de commerce, et d'Isabelle Delbos, sans profession. Au cours de sa préparation au concours d'entrée à l'École navale, au lycée de Montpellier, le jeune Sarladais tenta de passer en Angleterre par l'Espagne, le 6 février 1943 (voir Barrier, Berger, de Dartein, Faure, Lagarde, Lassner). Emprisonné à Valence, puis au camp de Miranda (voir Berger et Faure), il fut libéré en juin suivant et arriva à Gibraltar d'où il rejoignit la base écossaise de Greenock (voir Debidour, Berger et Desplat). Reconnu Français libre le 5 juin 1943, Officier aspirant (« fistot ») de la 5e session, sur l'aviso navire-école *Amiens* lancé en 1919 [30] (voir Raffaelli). Embarqué sur la frégate-escorteur *L'Aventure* (voir Berger, Guillaume, Le Dû et Van Lancker), Reynal participa aux opérations d'appui au débarquement en Normandie et au blocus des poches allemandes de la façade atlantique. Démobilisé le 1er septembre 1945, au grade d'enseigne de vaisseau (lieutenant), lui aussi prit pour épouse une Bretonne, en la personne de Georgette Le Foulgol. Ils se marièrent à Sarlat, le 4 mars 1946. En mal d'exotisme et versé dans une profession civile, l'ancien marin devint directeur régional d'ÉDF aux Antilles (voir Berger). Revenu en métropole, son décès fut enregistré, à Cambo-les-Bains (Pyrénées-Atlantiques), le 21 juillet 1965.

Eugène, Urbain Aussel. Les listes de la fondation de la France libre font également état de ce Périgordin, né le 15 octobre 1907, à Sarlat. Son père, Émile, était négociant en vins. Engagé dans la marine de guerre à 17 ans, le fils était devenu second maître radio de réserve, en 1935 (voir Combelas,

---

30. A ne pas confondre avec le paquebot mixte *Ville d'Amiens*, saisi par les Britanniques, à Papeete (Tahiti), le 2 septembre 1940.

Givord, Pinhède, et autres radiographistes). Pour autant, le site « memoresist.org » le dote de la qualité d'officier de marine. En service aux PTT, en Afrique équatoriale française, au début de la guerre, il passa aux FNFL le 15 novembre 1941, dans le cadre du ralliement de l'Afrique noire et fut reconnu quelques mois plus tard, sous le matricule 15 003 FN 42. Promu officier des équipages de 2e classe (à peu près lieutenant) des services radio, le 1er avril 1943, Aussel exerça à Pointe-Noire et à Libreville (Gabon), dans les cadres de la 1re division française libre. Ayant suivi son unité en métropole, il fut démobilisé à Paris, le 25 décembre 1945. Avant guerre, l'ancien volontaire s'était marié avec Christiane Le Gall, à Pau (Basses-Pyrénées), le 29 octobre 1937. Il est décédé à Souillac (Lot), le 1er septembre 1980, titulaire de la médaille de la Résistance.

Deux engagés dans la marine de guerre britannique

Marius Tamarelle. Son itinéraire fut tragique et assez singulier. Né à Prigonrieux, le 15 octobre 1919, il était quartier-maître électricien dans la marine de guerre avant les hostilités et portait le matricule 276 R 38 (Rochefort). Se trouvant en Angleterre après la défaite de juin 1940, il fit partie des 700 Français à s'engager dans la *Royal Navy* britannique[31] où il prit le pseudonyme de « Taylor ». Affecté sur le cuirassé *HMS Hood*, son bâtiment fut coulé par le *Bismarck*, dans le détroit du Danemark, le 24 mai 1941. Entre explosions et naufrage, il n'y eut que trois rescapés sur 1 417 hommes d'équipage. Tamarelle a été déclaré « mort pour la France » et officiellement répertorié au titre des FNFL[32].

Paul, Lucien, dit Georges, Berger. Il a vu le jour à Léguillac-de-l'Auche, le 8 septembre 1924 (et non pas à Périgueux, comme indiqué sur le site de la France libre). Ses parents étaient Gabriel, et Amandine Laventure, tous deux agriculteurs au lieu-dit Jalabroux. Enregistré FNFL le 9 août 1943[33] sous le n° 764 FN 43, il figure aussi comme inscrit maritime sous le matricule 991 CAS 43 (Casablanca). À défaut de pouvoir produire des papiers administratifs qu'il explique avoir égaré au cours de sa longue odyssée, il indique avoir eu un itinéraire qui le fit partir, seul, vers l'Afrique du Nord, à dix-sept ans, pour des raisons mêlées de patriotisme et de soif d'horizons nouveaux. D'abord refoulé par les franquistes, l'adolescent précise être revenu

---

31. Chaline (E.), *Revue de la France libre* n° 268, 4e trimestre 1989.
32. Le cas de Tamarelle a été esquissé par le journaliste Alain Bernard à l'occasion d'une exposition du musée militaire du Périgord : « France libre, souvenirs des premiers jours », *Sud Ouest*, édition Dordogne, 17 juin 2010. Voir aussi Gillot et Maureau, 2011.
33. Cette situation invalide la date de césure arbitraire établie en 1953 (voir encadré et les notices de Buisson et Collache). Pour autant, le site « memoresist.org » indique la date juillet 1943 et non pas celle d'août de la même année.

à la charge en se prétendant de nationalité belge. Interné quelques mois au camp de Miranda del Ebro (voir Faure et Jacques Reynal), il y connut André Bonnami [34], un autre Périgordin très motivé, en transit pour les services du BCRA, qui aurait voulu l'amener avec lui dans des épisodes qui ne manquaient pas de sel (voir Tilly). Mais le garçon voulait tellement tâter de la haute mer qu'à peine parvenu à Gibraltar, il s'engagea dans la *Royal Navy*, ce qui en fait le second élément connu de notre province à avoir embrassé cette destinée (voir Tamarelle). Déçu de cette courte expérience, Berger déclare avoir déserté pour passer dans la marine de la France libre. Envoyé en Grande-Bretagne, il fit d'abord ses classes de matelot sans spécialité à l'ancien couvent, devenu la caserne Surcouf, à Londres (voir Barrier ou Lajuzan), avant de connaître le dépôt des équipages de Bir-Hakeim, à Ernsworth, dans le comté d'Hampshire (voir Barrier, Bourret, Buisson et Tilly). Passé par la caserne Birot (base des sous-marins de Greenock, en Écosse), il devint matelot détecteur après une formation à bord du *HMS Osprey* [35]. En 1944, il fut à bord des frégates d'escorte de fabrication britannique *La Découverte* (voir Buisson et Gillot) et *L'Aventure* (voir Guillaume, Le Dû, Jacques Reynal et Van Lancker), puis du deuxième sous-marin français dénommé *Doris* avant de participer, sur *La Découverte*, au débarquement de Normandie, face à la plage de « Juno » (voir Buisson). Démobilisé à l'été 1945, toujours en recherche de nouveautés, Berger passa quelques temps à Paris avant de partir aux Antilles (voir Berger). Il y fut agent publicitaire et imprimeur. En 1953, il se maria, à Fort-de-France (Martinique), avec une jeune fille de Sarlat dont il eut un fils. Ayant repris la mer, l'aventurier partit s'établir en Nouvelle-Calédonie où il développa une affaire versée dans le tourisme. Puis, ce fut l'Australie où il s'investit dans un chantier de construction navale. En 1972, il reprit épouse, à Sydney, auprès d'une citoyenne sud-africaine d'origine allemande qui lui donna une fille. Revenu en métropole au cours des années 80, il s'établit en Catalogne et anima un club de tir. Désormais, il réside à Perpignan et vient parfois en Périgord s'incliner sur la tombe des siens et à la recherche de ses chères noix. Son frère Michel, resté au pays, a été longtemps le maire de Léguillac-de-l'Auche.

Un ecclésiastique des moins ordinaires

On ne saurait omettre le cas révélateur de l'abbé alsacien, passé par le Périgord, **Louis, Charles de Dartein**. Né le 15 janvier 1881, à Médéa

---

34. Pour le cas tout aussi homérique et tragique de Bonnami, voir Gillot et Maureau, 2011.
35. La protection *ASDIC* (*Anti-Submarines Detection and Investigation Committee*) n'a jamais empêché toutes les avanies, mais le système, développé après la première guerre mondiale, permettait une veille améliorée. Pourtant, il manqua longtemps à des bâtiments d'importance. Tel le croiseur américain *Indianapolis*, coulé par un sous-marin japonais dans la nuit du 30 juillet 1945. Un naufrage qui fit 883 victimes sur un équipage de 1 196 hommes.

(Algérie), chevalier de la Légion au titre de la guerre de 1914-1918, il fut un compagnon des débuts de Louis Faurichon de La Bardonnie au réseau CND-Castille [36]. Passé en Angleterre par l'Espagne (voir Barrier, Berger, Faure, Lagarde, Lassner et Jacques Reynal), il entra aux FNFL, le 3 septembre 1940. C'est ainsi qu'à près de 60 ans, l'ancien précepteur du comte de Paris, royaliste, maurrassien, fut nommé aumônier général de la marine gaulliste. Après guerre, il devint curé de Colroy-la-Roche (Bas-Rhin) et l'oncle par alliance du futur amiral Philippe de Gaulle. Décédé le 6 novembre 1949, à Strasbourg, Dartein repose au cimetière de Thanvillé, près de Sélestat.

Un Français libre... autrichien

Jean Lassner eut un parcours très particulier. Né à Vienne (Autriche), le 7 mai 1913 [37]. Opposant au régime nazi et déjà résistant à l'oppression, il avait émigré en Suisse et poursuivi ses études en médecine à Lausanne. Venu en France, il fut un proche du député nationaliste Henri de Kérillis, pourfendeur des accords de Munich qui avaient entériné l'occupation des Sudètes. Engagé dans un régiment de volontaires étrangers en 1939, il fut démobilisé à Albi après la défaite de 1940. L'année d'après, il passa à la France libre par l'Espagne et le Portugal (voir Barrier, Berger, de Dartein, Faure, Lagarde et Jacques Reynal). Répertorié au titre des marins de la France libre, une photo de groupe - vraisemblablement prise à Saint-Pierre-et-Miquelon - le représente aux côtés de son confrère Henri Debidour [38] (voir ce nom). Après une mission à Washington, il revint en Afrique du Nord et compléta ses fonctions comme traducteur du général de Lattre de Tassigny. À la Libération, Lassner installa son cabinet rue du Ranelagh, à Paris. En 1964, au cours d'une carrière éminente et spécialiste de l'anesthésie et du traitement de la douleur, il assista, à l'hôpital Cochin, le chirurgien Pierre Aboulker, autre ancien résistant, pendant une intervention sur le patient Charles de Gaulle, alors président de la République. Commandeur de la Légion d'honneur. Grand croix du Mérite national. Médaille des évadés. Croix du combattant. Croix du combattant volontaire de la Résistance. Médaille de la France libre. Au temps de sa résidence à Saint-Vincent-le-Paluel, Lassner a œuvré pour la mémoire du jeune maquisard d'origine italienne Mario Pérusin, fusillé sur sa commune, le 28 juin 1944. Un immigré engagé, comme lui. Il est décédé à Saint-Vincent-le-Paluel, le 28 juillet 2007.

---

36. Une notice sur ces deux précoces résistants du BCRA venus de l'Action française figure dans Gillot et Maureau, 2011.
37. Gillot et Maureau, 2011.
38. Cliché publié par Laurent Laloup au livre d'or de la France libre, le 20 octobre 2009.

Fig. 6. Hubert Faure.

D'autres officiers encore

Hubert, Émile Faure (fig. 6). Il est né à Saint-Astier, le 28 mai 1914. Fils d'un père grand mutilé de la première guerre mondiale, devenu greffier-huissier, et d'une mère sage-femme. Engagé dans l'armée en 1937, il devint instructeur après avoir travaillé à la subdivision militaire de Périgueux dirigée par le colonel Blasselle qui entretenait un services de renseignements politiques dont faisait partie le perturbé Paul Lapuyade, devenu un séide de l'occupant [39]. Fait prisonnier de guerre à Battigny (Meurthe-et-Moselle), le 21 juin 1940, Faure s'évada, le 15 août suivant. Revenu en Périgord, il participa au camouflage du matériel militaire. En janvier 1943, il tenta de passer en Angleterre par l'Espagne (voir Barrier, Berger, de Dartein, Lagarde, Lassner et Jacques Reynal). Capturé, il fut interné avant d'être libéré. Répertorié FNFL sous le matricule 1 149 FN 43. Promu enseigne de vaisseau des fusiliers marins, le 29 octobre 1943, il fut formé au camp écossais d'Achnacarry et appartint au commando n° 4 des bérets verts du capitaine de corvette Philippe Kieffer (voir Monceau). Le 6 juin 1944, avec les « cocoyes », le Périgordin débarqua à Ouistréham. Monté sur un char, il prit d'assaut le casino transformé en bunker par l'ennemi. Tombé malade, le 7 juillet, l'Astérien rejoignit son unité le 18 août suivant et poursuivit la guerre. Croix de guerre. Promu dans la Légion d'honneur jusqu'au grade de commandeur, en 2008, à défaut d'avoir été fait compagnon de la Libération comme vingt hommes du 1er RFM, sa décoration lui a été remise par Yves Guéna, ancien engagé dans les FFL à terre. Désormais, une rue du bourg de Neuvic-sur-l'Isle porte aussi son nom [40].

Pierre de Bellaigue de Bughas (fig. 7). Il était ingénieur des mines et enseigne de vaisseau de réserve (dit « ORIC », officier de réserve interprète et du chiffre, selon les archives de la France libre). Il était né à Rouen (Seine-Inférieure, actuelle Seine-Maritime), le 16 janvier 1902. Issu d'une vieille lignée traditionaliste d'Auvergne, sa famille avait possédé le château médiéval de Varvasse, à Chanonat (Puy-de-Dôme) [41]. Ses parents étaient Marie-Pierre, Henri, et Marie, Pia Bergasse. Avec sa première épouse, Marie-Antoinette Willemin et leurs deux garçons de dix ans, il se trouvait en Grande-Bretagne. Par motivation patriotique, il entra aux FNFL, le 4 avril 1941. En poste à Londres, puis en mission à Gibraltar et en Afrique du Sud, il devint attaché

---

39. Gillot (Jean-Jacques), « Lapuyade, barbouze et collabo », communication devant la SHAP (6 août 2003) et article augmenté à paraître dans le *Bulletin* de la Société.
40. Gillot et Maureau, 2011.
41. Le château fut acquis par Edmond Giscard, devenu d'Estaing, au cours des années 1930. Son fils l'a mis en vente en 2008, mais une rue de Chanonat porte encore le nom de la famille des Bellaigue de Bughas.

naval à Ottawa et fit des tournées de propagande au Canada en compagnie d'Élisabeth de Miribel, la première secrétaire particulière du général de Gaulle. Lors de sa retraite, conquis par le Périgord, Bellaigue vint s'installer au lieu-dit Senzelles, à Saint-Martin-de-Ribérac. Capitaine de corvette de réserve, il mourut à son domicile, le 18 juillet 1995. Sa seconde femme, Yvonne, Paule Bourguignon, est elle-même décédée le 13 décembre 2010.

Fig. 7. Pierre de Bellaigue de Bughas et ses fils.

Lucien, Marie, Maurice, dit Maurice Cauchois. *Alias* « Jacquelin » pour des raisons de sécurité familiale. Né au lieu-dit Félix, commune de Saint-Nexans, le 26 août 1908. Descendant d'un émigré natif de La Havane (Cuba), décédé à Saint-Nexans, en 1889. Fils de Lucien, ingénieur, et de Marie, Madeleine Soulié. Dit résidant à Honolulu (Hawaï), en 1940[42], il fut dans la marine de guerre du Levant (voir Archambaud, Collache, Combelas, Joinel, Merle et le cas à préciser de Boysson) avant de passer aux FNFL le 25 juillet 1941. Devint enseigne de vaisseau (lieutenant) à la 6e escadre et appartint à l'état-major de la marine, à la caserne Surcouf (Londres). Marié à Marseille, le 24 août 1929, avec Hélène Duc[43]. Remarié, le 18 juin [*sic*] 1964, avec Marie, Bernadette Bosq. Décédé, à Bordeaux, le 31 mai 1968.

Aimé, Pierre, Noël Laurent. Officier radio dans la marine marchande, il était né à Lorient (Morbihan), le 25 février 1914. Matricule militaire 3 722 C 35 (Cherbourg). Apparemment évadé par l'Espagne ou par mer, il devint FNFL le 15 janvier 1941, sous n° 1 841 FN 41. Il navigua sur le patrouilleur *Vikings*, un ancien chalutier de Fécamp, jusqu'à sa perte, au large de la Tripolitaine, en avril 1942. Passé sur les transports de troupe *Président Paul Doumer* (torpillé à la fin de 1942, dans l'Atlantique) et *Félix Roussel*. Comme Lonvaud (voir ce nom), il fut ensuite à bord du vieux cargo *Fort Binger* (âgé de plus de trente ans, attaqué par un *U-Boot*, au large de Terre-Neuve), et du cargo mixte italien *Capo Olmo*, pris à Gibraltar, en 1940. Autre cas de marin résistant breton retiré en Périgord (voir Caer, Le Dû, Heudes, Meudec, Rault et Tilly), Laurent est décédé à Carves, le 10 mai 1994.

Pierre, Louis, Marie Le Dû. Né au Havre (Seine-Inférieure), le 23 décembre 1919. Encore étudiant, il passa précocement en Angleterre.

---

42. D'après une contribution sur Internet, signée par Laurent Laibup (6 septembre 2007).
43. Hélène, Charlotte, Émilie Duc, est sans parenté ni rapport connu avec l'actrice Hélène Duc, née en 1917 et originaire de Bergerac, devenue l'épouse du fils du général Catroux. Avec sa mère, elle fut reconnue Juste parmi les Nations (Gillot et Maureau, 2011).

par mer, le 28 août 1940. Devenu enseigne de vaisseau, il ne manqua pas d'affectations entre le cuirassé *Courbet* (voir Guichard, Raffaelli et Tilly), le patrouilleur *Vaillant*, le destroyer *Melpomène* (voir Caer et Despont), l'aviso colonial *Savorgnan de Brazza* (voir Arnault, Barbier et Giry), le chasseur de sous-marins *CH 10 Bayonne* (voir Bourret) et la frégate *L'Aventure* (voir Berger, Guillaume, Jacques Reynal et Van Lancker) qui prit part au débarquement de juin 1944, en Normandie. Après guerre, entré dans la marine marchande pétrolière, Le Dû se maria une première fois et eut quatre enfants. Devenu veuf, il reprit épouse, à Londres, le 17 mars 1971, avec Françoise Basille, une jeune native du Havre, dont il eut trois autres descendants. Lors de sa retraite, il prit l'emploi de capitaine du port d'Hyères (Var). En 1975, comme nombre d'anciens FNFL bretons (voir Caer, Heudes, Laurent, Meudec, Rault et Tilly), l'ancien marin vint se fixer en Périgord, au lieu-dit Le Castelet, dans la commune de Saint-Michel-de-Montaigne. En 2011, il réside encore dans sa grande maison, reste fidèle à son engagement de jeunesse et assiste fréquemment aux cérémonies patriotiques.

Fig. 8. Fernand Masseron (arch. familiales).

Fernand Masseron (fig. 8). Doyen des marins périgordins, il était né à Mouleydier, le 31 janvier 1896. Il a été reconnu FNFL à la date du 8 mars 1943. Jeune garçon, il avait travaillé sur les gabarres de la rivière Dordogne. Ancien combattant du premier conflit mondial, engagé dans la marine de guerre, il était chevalier de la Légion d'honneur. Passé par l'Indochine, il eut le grade de maître-commis avant de devenir officier des équipages de classe supérieure. À croire le « livre d'or » de la France libre qui l'indique « parti de métropole », il aurait pu s'évader de métropole par l'Espagne. En fait, autre membre de la marine de Vichy, Masseron fut fait prisonnier par les Britanniques, à Tamatave (Madagascar), en novembre 1942. Après une période d'incarcération et comme 900 des 1 200 prisonniers de guerre des Britanniques, cet autre ancien marin de Vichy se rallia à la France libre et se trouva affecté aux bases marines de Diégo-Suarez et de Tamatave (voir Arnault)[44]. Revenu dans sa commune d'origine, après guerre, il retrouva la maison familiale brûlée et devint adjoint au maire avant de décéder, le 1er décembre 1977. L'un de ses trois enfants, André, né en 1926, à Saigon, s'engagea lui-même dans l'aviation de la France libre, à 18 ans, et termina sa carrière au grade de capitaine. L'un de ses petits-fils, passé par l'école de santé de Lyon, est médecin militaire.

---

44. Pour un autre cas flagrant de marin de la flotte vichyste fortement antagoniste des dissidents et des Britanniques, voir Gelibert.

Fig. 9. François Tilly.

François, Joseph Tilly (fig. 9). Né le 4 juillet 1910, à Morlaix (Finistère), entré dans la marine marchande à dix-sept ans, il fut élève mécanicien en 1927. Promu en 1934, il servit sur le paquebot *Normandie* puis sur le *Vendémiaire*, en 1937. Chef mécanicien en 1938. Ingénieur de 3e classe, d'octobre 1939 à mars 1940, sur le pétrolier *Saintonge*. Affecté à la défense littorale du Havre, il participa à l'évacuation de la ville et assura le départ des retardataires, le 12 juin 1940. Anticipant l'appel historique, Tilly parvint à s'échapper de France, par mer, le 13 juin 1940. Jusqu'à la fin novembre, il travailla pour les services de renseignements britanniques. Parachuté en France occupée, il aurait été capturé et condamné à mort. Proche d'être exécuté, il est dit avoir abattu ses gardiens et être parvenu à rejoindre l'Angleterre à bord d'une vedette dépêchée à cet effet [45]. Du 23 novembre au 1er février 1941, il servit sur le cuirassé *Courbet* (voir Guichard, Le Dû et Raffaelli), basé à Portsmouth, comme ingénieur de 2e classe, adjoint au chef des machines. En février 1941, le technicien fut affecté à la formation des mécaniciens sur les avisos *Amiens*, *Arras* et *Épinal*. En avril, Tilly passa au 4e bureau de l'armée de l'air et se vit chargé de la réparation des avions français. Après son brevet d'officier mécanicien à la *Royal Air Force*, il embarqua sur la corvette *Renoncule* comme chef des machines, le 23 novembre 1941. Le 1er mars 1942, l'officier intégra l'aéronavale FNFL (voir Barrier, Dumont, Hiberty et Meudec), au groupe de chasse *Île de France* et fut promu ingénieur de 1re classe. En janvier 1943, il se trouva chargé de la direction de l'école d'Ernsworth (voir Caer) pour la préparation aux brevets aéronautiques. Puis il fut envoyé instruire des personnels français, à Jacksonville (États-Unis). Sur sa demande, il rejoignit la base de Bizerte (Tunisie), le 18 avril 1944, au 1er régiment de fusiliers marins (voir Faure et autres). Après avoir débarqué à Naples, quatre jours plus tard, il participa avec son unité à la dure campagne d'Italie. Blessé le 6 juin, il était de retour le 18 pour suppléer un chef de peloton tué à l'ennemi et il enraya une contre-attaque allemande. Tilly débarqua en Provence, à Cavalaire (Var), en août suivant, et prit part à la libération du territoire, notamment lors de violents combats pour la prise du stratégique Ballon d'Alsace. À la tête de son groupement blindé, il libéra des villages que les Allemands avaient transformés en points de fixation.

Après guerre, l'ancien volontaire retourna dans la marine marchande (voir Gillot et Rebière) et il termina sa carrière au grade d'ingénieur mécanicien principal. Il a occupé sa retraite en s'impliquant fortement dans la vie locale de Jumilhac-le-Grand où il s'était retiré et dont il fut un maire de projets et de réalisations, entre 1971 à 1977 (pour d'autres marins résistants bretons retirés

---

45. Selon le site Internet « www.concours-resistance.org ».

en Périgord, voir Caer, Heudes, Laurent, Le Dû, Meudec et Rault). Décédé le 16 avril 1983, à Limoges, Tilly a été inhumé dans cette ville. Compagnon de la Libération par décret du 7 mars 1945. Promu commandeur de la Légion d'honneur. Croix de guerre 1939-1945 avec quatre citations. Médaille de la Résistance avec rosette. Médaille des services volontaires dans la France Libre. Commandeur du mérite maritime[46].

Les autres sous-officiers et hommes du rang

Quarante-six autres Périgordins de naissance ou d'adoption, dont plus d'un tiers de marins de Vichy ralliés à la France libre, se présentent ci-après. On notera que la commune d'Excideuil avait vu naître deux futurs FNFL et, qu'à elle seule, la petite localité d'Abjat-sur-Bandiat en comporte autant. Par ordre alphabétique et en l'état actuel de nos recherches, suivent :

Paul, Léon Archambaud. Né à Tocane-Saint-Âpre, le 4 mars 1915. Fils de cultivateurs. Autre marin de guerre au Moyen-Orient (voir Cauchois). Devenu FNFL le 30 août 1941 et immatriculé sous le fort matricule 10 502 FN 41. Matelot timonier (voir Arnault, Fraysse, Gillot et Litout), sans que ses états de service ne soient connus. Le 21 février 1948, il épousa Marie-Rose Mérillat, à Brie-sous-Chalais (Charente). Installé dans cette petite commune, il y décéda, le 11 février 1970. Les archives des anciens Français libres de la Dordogne ne comportent pas mention de son adhésion à cette association.

Roger, Raoul Arnault. Né à Rochefort (Charente-Inférieure), le 21 décembre 1924[47]. Matricule 1.905 T 43 (Toulon). D'abord marin engagé dans la flotte de guerre de Vichy (voir Gelibert, Masseron ou Véril). Le 5 mars 1943, comme d'autres affectés sur l'île de Madagascar (voir Masseron), il passa en dissidence. Engagé « pour la durée de la guerre plus trois mois », il fut répertorié FNFL sous l'important n° 25 058 FN 43. Arnault navigua sur l'aviso colonial *Savorgnan de Brazza*[48] (voir Barbier, Giry et Le Dû) et le contre-torpilleur *Le Triomphant* (voir Fraysse), un bâtiment de 2 600 tonnes. Il fut démobilisé, à l'été 1945, au grade de quartier-maître timonier (voir Archambaud, Fraysse, Gillot et Litout). Après une carrière civile au Commissariat à l'énergie atomique (c'est là qu'il connut le Breton Jean Masson, ancien fusilier marin du commando *Kieffer*), l'ancien marin réside à Périgueux. Il est secrétaire

---

46. Une notice sur Tilly figure dans Gillot et Maureau, 2011.
47. Daté par erreur du 21 décembre 1919 sur le site « memoresist.org ».
48. Le 9 novembre 1940, au large du Gabon, le *Savorgnan de Brazza*, comptant 220 hommes d'équipage et armé par les Britanniques, coula le *Bougainville*, un autre aviso colonial resté aux ordres de Vichy (voir Givord). Mais après la grave affaire de Mers el-Kébir, Muselier prohiba les échanges armés avec la marine de Pétain et de Darlan.

départemental des Amis de la fondation de la France libre qui a succédé à l'association des Français libres.

Louis, Marcel Barbier. Né à Abjat-sur-Bandiat, le 6 juillet 1918. Fils de Marcelin, et de Julia Lastère, agriculteurs. Inscrit maritime 1 601 R 38 (Rochefort) et quartier-maître mécanicien dans la marine de guerre. Se trouvant en Grande-Bretagne, il fut l'un des tout premiers FNFL périgordins puisque reconnu à la date du 1er juillet 1940 (voir Lagarde), doté du matricule 1 235 FN 40. Avant que ce bâtiment ne sombre sur une mine, en décembre 1940, il navigua à bord du sous-marin *Le Narval* du lieutenant de vaisseau Drogou[49], puis passa sur l'aviso colonial *Savorgnan de Brazza* (voir Arnault, Giry et Le Dû). Le 2 août 1947, à Châtellerault (Vienne), le marin se maria à Suzanne Gallard. Il est décédé à Saint-Michel (Charente), le 25 mai 1998.

Eugène, Célestin Barrier. Né à Ambillou (Indre-et-Loire), le 16 février 1920. L'un des enfants de Pierre, et de Laurentine Royer, agriculteurs au village des Bernelleries. Marié à Angoulême (Charente), le 14 mai 1941. Évadé par l'Espagne (voir Berger, de Dartein, Faure, Lagarde, Lassner et Jacques Reynal) et devenu FNFL le 28 juillet 1943. Matelot radio au service de l'aéronavale (voir Dumont, Hiberty Meudec et Tilly), il appartint à l'état-major de la marine à Alger puis aux mêmes services à la caserne Surcouf de Londres (voir Berger). Installé en Périgord après guerre, l'ancien dissident se remaria à Cours-de-Pile, le 26 mars 1947, avec Georgette Martineau. Proche de Caley (voir ce nom), à tous points de vue, il est décédé à Coulounieix-Chamiers, le 5 juin 2002.

Louis Boin. Né à Saint-Martin-de-Fressengeas, le 13 février 1898, il est le vice-doyen des FNFL en armes, derrière Masseron (voir ce nom). Ses parents, Joseph Boin et Marguerite Boulestin, étaient agriculteurs au lieu-dit Menaud. Il s'était marié à Bordeaux le 11 février 1924 avec Émilienne Boyer. À considérer sa situation, son cas relève d'un parcours assez classique : celui des marins de guerre et de commerce se trouvant en Afrique du Nord lors du débarquement américano-britannique du 8 novembre 1942. En effet, Boin était boulanger dans la marine marchande (voir Lonvaud) et inscrit maritime à Bordeaux. Répertorié dans la marine de la France libre, le 1er mars 1943, il naviguait alors sur le paquebot *Marrakech* de la Compagnie générale transatlantique réquisitionné depuis 1939 pour les besoins de la flotte de guerre (voir Chabeaud). Lancé en 1914, aux chantiers de Provence, ce navire était devenu un bâtiment auxiliaire de la marine de guerre lors du second conflit

---

49. Le sous-marin fut retrouvé en 1957, au large de la Tunisie. Outre son commandant, quatre membres de l'équipage avaient été nommés Compagnons de la Libération.

mondial. En 1941, il avait rapatrié, de Syrie et du Liban, des civils et des militaires de l'armée vichyste du général Dentz. Sitôt le débarquement allié en Afrique du Nord, se trouvant à Bône (Algérie), le *Marrakech* fut mis à disposition du Comité français de libération nationale (le CFLN dirigé par de Gaulle et Giraud). Ainsi, en mai 1943, le marin de commerce devenu marin de guerre put participer à l'acheminement de 800 évadés tirés de l'enclave de Gibraltar après un transit par l'Espagne (voir Berger ou Faure). L'histoire ne dit pas s'il continua à naviguer, après guerre. Toujours est-il que son bâtiment fut réformé en 1951 et fut démoli aux chantiers de Saint-Nazaire. Louis Boin est décédé à Bordeaux le 15 avril 1971.

Fig. 10. André Bourret.

André Bourret (fig. 10). Né à Limoges (Haute-Vienne), le 27 mai 1920. Il était le fils de Jean-Pierre, agent de la compagnie ferroviaire du Paris-Orléans. Évadé par l'Espagne ou bien rallié de la marine du Levant, il fut reconnu Français libre à effet du 30 octobre 1941. Au Maroc, Bourret fut inscrit maritime sous le n° 334 CAS 42 et répertorié FNFL sous le matricule 190 FN 42. Envoyé en Grande-Bretagne, il passa par les casernes Surcouf, Bir-Hakeim (voir Barrier et Berger) et Birot (voir Berger) avant de parvenir à la base de Greenock (voir Debidour). Le matelot radio navigua à bord du chasseur de sous-marins *CH 10 Bayonne*[50] (voir Guichard, Le Dû et Moulinier), des avisos *La Capricieuse*[51] et *Arras* (voir Raffaelli) et de la frégate *Aconit* (voir Fraysse et Litout). Après un entraînement au centre d'Ayr, en Écosse, Bourret devint matelot fusilier, membre du 1er RFM et de ses commandos de choc, en 1944. Marié le 14 juin 1947, à Paris (13e), avec Jeanne Guémeno. Divorcé dès l'année suivante, il prit Marguerite Dôme pour seconde épouse, à Six-Fours (Var), en 1953. Venu s'installer dans le village de Montpeyroux, l'ancien fusilier marin est décédé à l'hôpital de Libourne (Gironde), le 1er septembre 1992 (et non pas à Montpeyroux, dans l'Hérault, comme l'indiquent les listes de la fondation de la France libre).

Jean, René Caer. Né à Landerneau (Kêr Landerne, Finistère), le 9 septembre 1923. Engagé maritime à 16 ans, matricule militaire 1 345 B 39 (Brest). Se trouvant en territoire britannique, il fut un très jeune FNFL du 25 juillet 1940, répertorié sous le n° 5 545 FN 40. Matelot canonnier passé par le dépôt des équipages d'Ernsworth (caserne Bir-Hakeim). Il navigua

---

50. Une série de chasseurs de sous-marins avait été lancée en 1937 et 1938. Comme le *CH 12 Bénodet* ou le *CH 43 Lavandou*, le *Bayonne* avait été saisi par la *Royal Navy*, en l'occurrence à Portsmouth, le 3 juillet 1940.

51. Comme *La Boudeuse* et *La Curieuse*, *La Capricieuse* appartenait à une classe d'avisos lancés tout juste avant guerre. Un autre bâtiment de la sorte, *La Dédaigneuse*, fut sabordé à Toulon, le 11 novembre 1942.

sur l'aviso-escorteur *Commandant Duboc* (voir Arnold et Joinel) et à bord du destroyer-torpilleur *Melpomène* [52] (voir Le Dû), une classe de bâtiments des années 1935-36. Autre marin libre breton venu s'installer en Périgord (voir Heudes, Laurent, Meudec, Tilly et Rault). Il est décédé à Périgueux, le 19 novembre 1972.

François Chabeaud. Né à Abjat-sur-Bandiat, le 31 mai 1913. Fils d'Armand, et de Françoise Chamoulaud, agriculteurs. Garçon de service dans la marine marchande et inscrit maritime à Bordeaux, sans autres précisions. Reconnu FNFL du 1er mars 1943 pour avoir servi sur le *Groix* et sur l'ancien paquebot *Marrakech* (voir Boin) qui avait été accidentellement endommagé par le destroyer *Orage*, au large de Casablanca, le 5 novembre 1939. Le 18 décembre 1937, Chabeaud s'était marié avec Gilberte Garraud, à La Rochette (Charente). Décédé dans ce département, à La Rochefoucault, le 16 août 2000.

Joseph, Henri, Albert Chasles. Né le 12 novembre 1921, à Quettreville-sur-Sienne (Manche). Répertorié FNFL à la date du 28 août 1940, sous le matricule 1 831 FN 40, il termina la guerre comme quartier-maître canonnier après avoir été affecté à la marine de Pointe-Noire (Gabon) et du Levant (voir Archambaud, Collache, Combelas, Joinel, Merle et le cas à préciser de Boysson). Chasles navigua sur le paquebot auxiliaire *Espérance* que le site « alamer » indique avoir été réquisitionné par les Britanniques, le 25 octobre 1940. Lors de cette opération, 32 hommes d'équipages sur 115, seraient passés à la dissidence. Après guerre, Chasles résida à Thiviers. Il est décédé le 19 mars 2005.

Marc, Nicolas, Antoine, Charles de Choiseul-Praslin (fig. 11). Né à Paris (8e), le 21 juin 1920. Deuxième fils de César, propriétaire du château de Septfonds, à Trélissac, et de Maria-Vincente Cagninacci. Marié à Beynac (Haute-Vienne), le 14 juin 1943, avec Marie, Antoinette, Galliane Houdry de Soucy, dite « institutrice libre », elle aussi native de Paris, en 1924. Le livre d'or de la France libre indique qu'il devint FNFL en juillet 1940 [53]. En fait, Choiseul-Praslin était instructeur d'une école d'apprentissage maritime qui, à l'époque, ne pouvait être que celle de Toulon (voir Caley, Gelibert et Véril). Passé en Afrique du Nord, au cours de 1943, le site « memoresist.org » indique qu'il fut tué à bord de la vedette

Fig. 11. Charles de Choiseul-Praslin (arch. J.-L. Moulinard)

52. Parmi les neuf muses de la mythologie grecque, Melpomène est celle de la tragédie.
53. Forum Internet, contribution de Laurent Laloup (10 juin 2009). Une situation évidemment incompatible avec le mariage de Choiseul-Praslin, en France occupée, trois ans plus tard.

lance-torpilles *MTB 239*, à une date et en un lieu non cités. Une imprécision qui relève de l'erreur car l'état civil de sa commune de mariage rapporte qu'il mourut à l'hôpital militaire Saint-André, à Saintes (Charente-Inférieure), le 6 mai 1945, tout juste après la reddition des poches allemandes de l'Atlantique. Un témoignage digne de foi et plus en relation avec un épisode terrestre précise que ce fut à la suite d'un accident de véhicule militaire [54]. Chevalier de la Légion d'honneur et croix de guerre à titre posthume. Un triste destin rappelé par son père, lui-même engagé au mouvement Combat en Périgord et interné en 1944, dans l'ouvrage *Cinq années de Résistance* [55].

Robert, Charles Collache. Né à Paris (14e), le 10 février 1919. Marin dans la flotte du Levant (voir Combelas et Joinel). FNFL du 15 mai 1943, enregistré sous le matricule 12 561 FN 43, selon le site de la France libre. Entré en dissidence le 15 septembre 1943, selon le livre d'or « memoresist.org ». Il navigua ensuite sur le destroyer *Le Tunisien* (voir Lambin et Merle). Lui aussi termina la guerre au grade de quartier-maître radio. Décédé en Périgord, le 3 octobre 1999, sans précision de lieu, d'après les archives de l'association départementale des anciens de la France libre.

Marc, Pierre, Arthur Coustillas. Né au bourg de Tourtoirac, le 22 décembre 1919. Il était le fils d'Alphonse, agriculteur, et d'Élise Guilhem. Orphelin très jeune, il fut élevé par ses oncle et tante. Sa date et ses modalités d'entrée aux FNFL ne sont pas décrites dans les documents qui se rapportent à lui. Il semble donc soit s'être évadé par l'Espagne, soit – et c'est encore plus probable – avoir initialement appartenu à la marine de Vichy par suite d'un engagement. En tout état de cause, il navigua à bord de sous-marins (voir Barbier, Berger, Picard ou Tailledet). Marié à Paris (3e), le 19 mars 1942, avec Hélène Grapin, mais sitôt séparé, le couple divorça le 21 juillet 1948. Non remarié, l'ancien marin décéda, à Bordeaux, le 31 juillet 1982.

Un autre marin de la France libre, dénommé Paul, Louis Coustillas, réputé né le 22 janvier 1925 en un lieu indéterminé par les archives FNFL, a été répertorié comme passé à la dissidence, le 1er juillet 1943. S'il était Périgordin, ce qui reste d'ailleurs à démonter, il n'était pas originaire de Tourtoirac et donc un assez peu vraisemblable parent du précédent.

Jean Desplat. Parfois écrit « Desplats ». Né à Hautefort, le 28 février 1923. Itinéraire comparable à celui d'André Rebière (voir ce nom) qu'il dût connaître. Apprenti mécanicien dans la marine de guerre à 16 ans, matricule 3 924 T 39 (Toulon), le 12 avril 1939. Il s'engagea pour cinq ans, le 17 juillet

---

54. Entretien avec Jean-Luc Moulinard, petit-fils de Louis Meynard, fermier et homme de confiance de César de Choiseul-Praslin (Gillot et Maureau, 2011).
55. Gillot et Maureau, 2011.

suivant. Poursuivit son instruction à Lorient (Morbihan) et fut breveté, le 24 mai 1940. Ses carnets, publiés par l'association « alamer [56] », complètent les sobres informations habituelles [57]. Embarqué pour l'Angleterre, le 18 juin suivant, à bord du remorqueur *Mammouth*, Desplat parvint à Plymouth, le 21. Transita par les camps de Raleight (Plymouth), Ayntree (Liverpool) et Doddington Park (Cheshire). Répertorié FNFL le 23 août 1940, sous le n° 5 770 FN 40 (le 23 novembre selon le plus probant « livre d'or des FNFL », au vu de son n° d'inscription). L'engagé passa par la caserne Birot, la base de sous-marins de Greenock (voir Debidour, Berger et Jacques Reynal). Il navigua sur le contre-torpilleur *Léopard* qui coula le sous-marin allemand *U-Boot 136*, le 11 février 1941 avant de faire naufrage, le 27 mai 1943. Trop endommagé, le bâtiment ne put être remis à flot. Par la suite, Desplat navigua à bord de la corvette *Alysse*, l'ancien *HMS Alyssum*, construite par les Britanniques, qui avait pris part à l'opération de ralliement de Saint-Pierre-et-Miquelon menée par le vice-amiral Muselier, en décembre 1941 (voir Debidour). Il servit à bord des risqués convois de l'Atlantique Nord (voir Gillot et Rebière). Resté à terre après un accident, il échappa au torpillage de son bâtiment qui fit trente-cinq victimes, le 24 février 1942. En 1943, Desplat eut l'occasion d'appartenir à la garde d'honneur lors d'une visite du général de Gaulle. Le 6 juin 1944, à bord de la frégate *La Surprise*, il participa aux opérations navales de Normandie. Placé en congé de démobilisation le 9 mai 1945, l'ancien marin entra dans une entreprise privée mais il resta matelot mécanicien réserviste jusqu'en 1968. Son décès est intervenu à Mantes-la-Jolie (Yvelines), le 24 juin 1987.

Gabriel, Yves Despont. Né à Cénac-et-Saint-Julien, le 18 mars 1914. Fils de François, ferblantier, et de Berthe Mazet. Inscrit maritime sous le matricule 17 R 33 (Rochefort) et second maître (équivalent de sergent) dans la marine de guerre lors de la déclaration des hostilités. Se trouvant en territoire britannique, il fut le plus précoce Périgordin libre, dès la création des FNFL, sous le n° 702 FN 40. Second maître infirmier. Il navigua à bord du torpilleur léger *Melpomène* (voir Caer et Le Dû) et fut affecté aux bases de Greenock et de Dundee (Écosse) ainsi qu'à la maison de santé de Beaconsfield où il put rencontrer le médecin sarladais Debidour (voir ce nom). Marié, à Bordeaux, le 20 juin 1946. Séparé de son épouse, en 1974, il est décédé à Nice (Alpes-Maritimes), le 3 septembre 1987. Plusieurs Despont, originaires du Périgord Noir figurent dans la résistance à terre [58].

Georges, Louis, Édouard Dumont. Né à Reims (Marne), le 20 mars 1909. Aussi précoce Français libre que Barbier et Merle (voir ces noms)

---

56. Voir bibliographie et sources.
57. Site Internet « www.alamer.fr/archives/13.pdf ».
58. Gillot et Maureau, 2011.

puisque enregistré à la date du 1er juillet 1940, sa situation géographique devait être en Grande-Bretagne. Détaché à l'aéronavale (voir Barrier, Meudec et Tilly). Promu, il termina la guerre au grade d'officier des équipages de classe indéterminée. Installé en Périgord, il est décédé le 14 novembre 1993, sans précision de lieu aux archives de l'association départementale des anciens de la France libre.

Roland Dupuy. Répertorié FNFL et mentionné comme décédé le 10 octobre 1992, sans autre précision, si ce n'est qu'il navigua sur le croiseur *Gloire* (voir Caley), dans les archives de l'association des anciens Français libres en Périgord. Venu de la marine de Vichy, à suivre l'itinéraire de Caley et très vraisemblablement originaire du Périgord, il est certain qu'il y résida jusqu'à la fin de sa vie.

Jean, Adolphe, Théodore Durand. Né à Fécamp (Seine-Inférieure), le 3 février 1922[59]. Fils de Maurice, et de Simone Delanne. Inscrit maritime sous le matricule 81 C 40 (Cherbourg). Dit « venu de métropole » par « le livre d'or des français libres », se trouvant apparemment en Afrique du Nord, il devint FNFL le 4 mars 1943. Quartier-maître électricien, Durand navigua à bord du croiseur auxiliaire *Cap des Palmes* où il connut Rault (voir ce nom). Marié à Denise Bordet et installé en Périgord, il est décédé à Montpon-Ménestérol, le 20 juin 1989.

Fernand Foucaud. Né à Azerat, le 7 novembre 1908. Fils de Pierre, et de Françoise Pommarel. Cuisinier dans la marine marchande et inscrit maritime à Bordeaux. Se trouvant en territoire britannique, il devint FNFL le 3 juillet 1941. Servit à bord des transports de troupe *La Désirade* et *Félix Roussel* (voir Arnold) ainsi que des cargos *PLM 17* et *Saint-Bertrand* (voir Reyrolle). Marié au Bouscat (Gironde), le 16 juin 1955, avec Marie Domène. Décédé dans cette ville, le 4 avril 1981, son parcours de vie d'après guerre n'a pas encore été établi.

Marcel Gelibert illustre aussi la situation ambivalente de nombreux marins de guerre venus des forces de Vichy. Né à Bonnes (Charente), le 17 novembre 1920. Fils d'un ouvrier manœuvre, il avait souscrit un engagement pour trois ans, en mars 1941, lors de la fiction d'un régime indépendant, déjà collaborateur de l'occupant. Au temps de la zone non occupée, il fit son instruction à Toulon (voir Caley, Choiseul-Praslin et Véril) et fut affecté à bord

---

59. Parmi d'autres Normands venus en résistance périgordine, tel l'étonnant Alain du Périer de Larsan, il y eut André Énault, né à Fécamp en 1921. Avec son frère François (Yport, 1923), il fit partie des trente-quatre membres de l'Armée secrète abattus par les Allemands à Pont-Las-Veyras, près de Payzac, le 16 février 1944 (Gillot et Maureau, 2011).

du torpilleur *Alcyon* (voir Hiberty) avant de passer sur *Le Frondeur*. C'est sur ce bâtiment, à Casablanca, le 8 novembre 1942, qu'il gagna une citation pour sa « belle tenue au feu contre des forces nettement supérieures » qui étaient américano-britanniques[60]. Pour autant, avec son navire et une grande partie de l'équipage, il passa à la dissidence et ne fut démobilisé, au grade de quartier-maître, que le 20 septembre 1945, doté de nouvelles décorations. Marié, le 9 février 1946, à l'immigrée espagnole Carmen Blasco-Centella. Venu prendre un emploi d'ouvrier scieur en Périgord, le Charentais devint employé de la ville de Ribérac jusqu'à sa retraite. Ludion des événements mais fidèle à ses engagements, il est décédé à Ribérac, le 16 août 2011.

Fig. 12. Bernard Gillot (arch. familiales).

Bernard, Jean, Jacques, Simon Gillot (fig. 12). Né à Nice (Alpes-Maritimes), le 28 décembre 1925. Fils d'un ancien combattant de la première guerre mondiale. Issu d'ascendants de la Marne et de l'Oise installés à Paris et d'émigrés économiques béarnais et bigourdans venus travailler en Périgord dans les chemins de fer. Élevé à La Douze par ses grands-parents, un couple de cheminots retraités, puis placé dans un pensionnat religieux de l'arrière-pays niçois, à Annot. Certificat d'études primaires puis ouvrier agricole chez le châtelain de La Douze, à quinze ans. D'abord novice sur le navire de commerce *El Mansour*, c'est à l'automne 1942 qu'il passa en dissidence sur le *Gouverneur général Lépine* qui reçut la croix de guerre. Matelot léger, il navigua sur les transports de troupes *Athos II*. Par la suite, il se trouva à bord de *Liberty ships* pour ravitailler les Soviétiques en matériel américain par le port de Mourmansk. Il rappelait avoir relâché au Portugal, sous pavillon britannique de circonstance, pour ramener des évadés par l'Espagne, échangés à Salazar contre du blé, comme Franco le pratiqua aussi. Immatriculé à Bizerte (Tunisie). Brevet provisoire de timonier (voir Archambaud, Arnault et Fraysse) et de signaleur optique, en 1944. Brevet définitif sur le cuirassé *Jean Bart*, le 30 mars 1945, lors d'une campagne de trois mois. Démobilisé à Toulon (Var), le 7 octobre suivant. Revenu dans la marine marchande à la compagnie Cyprien Fabre de Marseille, il fut à bord des cargos *Baalbeck*, *Chelma*, *Canada* et *La Providence*. Marié en 1951, à La Douze, avec Valentine Naboulet, fille du maire d'après guerre, il devint agriculteur et commerçant en fruits et légumes. Réserviste rappelé sur la frégate *La Découverte* (voir Berger et Buisson), en novembre 1952 puis à l'automne 1955. Libéré définitif de service militaire sauf « affectation spéciale », en 1964 seulement. Quartier-maître de réserve.

---

60. Gillibert (Bernard), « Marcel Gelibert est décédé à 90 ans », *Sud Ouest*, édition Dordogne, 20 août 2011.

Père de cinq enfants. Militant gaulliste invétéré (voir Caley). Médaille des engagés volontaires. Médaille des combattants de moins de vingt ans. Croix du combattant. Titre de reconnaissance de la Nation. Décédé à Périgueux, le 29 août 2000, à la suite d'une intervention chirurgicale, son dossier, alors instruit par la chancellerie de la Légion d'honneur, fut clos sans rémission [61].

Maurice Giry. Né à Saint-Saud-Lacoussière, le 7 septembre 1918. Fils d'Élie, et de Catherine Chalard, agriculteurs. Marin avant guerre, sous le matricule 809 R 38 (Rochefort). FNFL du premier été, répertorié 1 165 FN 40. Quartier-maître fusilier. Comme Arnault et Barbier (voir ces noms), il servit, au large de l'Afrique, sur l'aviso *Savorgnan de Brazza* (voir Arnault, Barbier et Le Dû). Le 6 août 1945, à La Ciotat (Bouches-du-Rhône), Giry épousa Suzanne Fabry. Il est décédé à Six-Fours-les-Plages (Var), le 28 octobre 2003.

Fig. 13. Georges Givord (arch. familiales).

Georges, Louis, Francis Givord (fig. 13). Il avait de qui tenir. Son père, un pilote d'avion d'origine suisse venait de décéder dans un accident aérien lorsqu'il naquit, à Marseille, le 5 février 1921. Quant à sa mère, d'origine lyonnaise, elle était une championne de parachutisme, en cette époque de conquête du ciel. Engagé à dix-sept ans et pour cinq ans, en 1938, dans la marine de guerre, le jeune homme devint radio-télégraphiste à Toulon, sur le navire *Rhin* (voir Aussel, Pinhède et autres radiographistes). Pendant la guerre civile espagnole, il fut à bord du *Sirocco* dédié à juguler le ravitaillement clandestin en armes des deux adversaires. Affecté à la base navale de Casablanca, le jeune homme s'y trouvait au début de la seconde guerre mondiale puis à l'avènement du régime de Vichy. Il fut embarqué sur l'aviso colonial *Bougainville*, en patrouille au large de l'Afrique noire. Le 9 novembre 1940, après l'opération gaulliste manquée sur Dakar, le bâtiment reçut, dans la baie de Libreville, l'ultimatum du *Savorgnan de Brazza* (voir Arnault, Arnold, Barbier, Giry et Le Dû) de se rallier à la France libre. Sur son refus, le gaulliste coula l'autre et fit prisonnier tout l'équipage, les blessés compris [62]. Givord déclare avoir tant brûlé de rejoindre les FNFL qu'il rallia quand même les dissidents qui trouvèrent en lui un technicien appréciable. Ainsi, il fut d'abord affecté à la base marine de Douala (Cameroun) où se trouva également Merle (voir ce nom). Reconnu Français libre le 28 février 1941 et inscrit sous le matricule 10 151 FN 41 qui est excessif par rapport aux

---

61. Gillot et Maureau, 2011. Dossier ONAC et documents familiaux.
62. Un ancien bananier fut alors baptisé *Bougainville* par la marine vichyste qui en fit un croiseur auxiliaire. Sans avoir fait un « Voyage autour du monde », il se trouvait à la base de Diégo-Suarez (Madagascar), le 5 mai 1942, quand les Britanniques vinrent prendre les lieux et fut coulé à son tour. Pour des marins de Vichy ralliés à Madagascar, voir Arnault et Masseron.

effectifs réels du moment, le volontaire ne souhaita pas risquer le paludisme. Il demanda à être embarqué et navigua pendant quatre ans à bord de l'aviso-patrouilleur *La Moqueuse*, un bâtiment de 1 200 tonnes lancé en 1939, saisi en Égypte par les Britanniques, le 3 juillet 1940, et remis à la France libre, un mois plus tard [63]. Ainsi, il fut en patrouille ou en protection de convois sur la Méditerranée, des côtes de Libye à celles du Levant, du Dodécanèse au large de la Palestine et de l'Égypte. Candidat aux fusiliers marins lors du débarquement de Provence, le jeune dissident fut maintenu à son poste technique alors que son navire amenait à terre un contingent à Cavalaire (Var). Passé sur un transport pétrolier, il termina la guerre au grade de quartier-maître radio. Givord aurait souhaité entrer dans l'aéronavale mais son état oculaire ne le lui permit pas. Démobilisé, il revint d'abord à Lyon puis partit à Paris où il trouva un emploi au ministère de l'Information avant d'entrer dans le secteur privé, dans un emploi de technico-commercial. Marié une première fois, il eut une fille. Divorcé, il reprit épouse en 1963 et de cette union naquit son fils, quatre ans plus tard. Retiré en Périgord, lors de sa retraite, l'ancien volontaire s'établit à Saint-Julien-de-Bourdeilles. Au cours des années 1980, après avoir été secrétaire puis vice-président des anciens FNFL de Paris, il devint président de l'association des anciens Français libres de la Dordogne (voir Caley). Il est décédé, à son domicile, le 6 janvier 2000, ayant laissé un petit mémoire de son itinéraire dont les détails de cette notice ont été extraits.

André, François Heudes. Né à La Vicomté-sur-Rance (Côtes-du-Nord, actuelles Côtes-d'Armor), le 27 avril 1917. Inscrit maritime n° 51 273, à Saint-Malo. Maître d'équipage dans la marine marchande. Répertorié à la France libre le 1er décembre 1941, il navigua sur le très risqué pétrolier *Pétrophalt*, le transport de troupes *La Désirade* et les cargos *L'Indochinois* (voir Reyrolle) et *Cap Cantin*. Autre Breton retiré en Périgord (voir Caer, Laurent, Meudec, Rault ou Tilly), Heudes est décédé à La Chapelle-Faucher, le 19 février 1981. Quatre homonymes, dont deux possibles parents, eurent également un engagement de marin dans la France libre.

André Hiberty. Né à Paris (13e), le 28 juin 1922. Fils unique d'Eugène, ouvrier fumiste, et de Louise Terminarias, employée au BHV. Engagé dans la marine de guerre, il fit l'école des mousses, à Brest, en 1939-1940, puis devint quartier-maître radio en poursuivant sa carrière dans la marine de Vichy, sur le torpilleur *Alcyon* (voir Gelibert). Passé aux FNFL, en Afrique du Nord, au printemps 1943, il navigua sur le cuirassé *Georges Leygues* (voir Rebière).

---

63. Passée aux FNFL, *La Moqueuse* resta en service en Méditerranée, notamment autour des îles grecques et au Levant. Le 15 août 1944, elle participa au débarquement en Provence. Actuellement, un aviso-dragueur de mines porte la même appellation. Comme tous les bâtiments ayant repris le nom d'une ancienne unité FNFL, il arbore le pavillon à croix de Lorraine à son mât de beaupré.

Après guerre, Hiberty resta deux ans dans l'aéronavale (voir Barrier, Dumont, Meudec, Tilly). Le 4 août 1945, il se maria avec Renée Colmar, originaire de Sainte-Alvère et sage-femme à Périgueux. En 1947, le couple s'installa au n° 9 de la rue des Teinturiers, dans le quartier des Barris (voir Caley), et le marin parisien devint cadre d'une mutuelle d'assurances. Père de deux enfants, il n'en fut pas moins appelé à des périodes de réserve, à Toulon. L'ancien marin est décédé, le 19 novembre 2004, à l'établissement médical du Verger des Balans, commune d'Annesse-et-Beaulieu. Croix de guerre 1939-1945 avec une citation à l'ordre de l'armée. Chevalier du Mérite national. Membre de l'association des Français libres, section de la Dordogne.

Lucien, Marc Joinel. Né à Saint-Cyprien, le 13 mars 1921. Fils de Lucien, journalier agricole, et de Marielle Laraille, mère de famille. Autre engagé dans la marine de guerre de Vichy, sous le matricule 1 234 TA 41 (Tanger). Quartier-maître, il fut affecté à la flotte du Levant (voir Archambaud, Collache, Combelas et Merle). Entré aux FNFL, le 15 mai 1943, n° 12 714 FN 43, après le débarquement allié en Afrique du Nord. Comme Arnold et Caer (voir ces noms), il navigua à bord de l'aviso-escorteur *Commandant Duboc* (voir Lagarde). Avant même la fin de la guerre, le marin se maria avec Paulette Martin, à Lalinde, le 24 mars 1945. Date de coïncidence, il est décédé à Bergerac, le 18 juin 2004. Son cousin Marc, dont l'administration maritime avait confondu le livret militaire, également engagé dans la marine vichyste en 1941, fut tué lors des opérations du débarquement allié du 8 novembre 1942. Précédemment, son frère Jean avait appartenu à l'armée vichyste du général Dentz, en Syrie.

André Lagarde. Né au Bourdeix, le 13 juillet 1919. Matricule 407 R 36 (Rochefort). L'un des tout premiers FNFL périgordins connu puisque enregistré, au début juillet 1940, sous le n° 967 FN 40 (voir Barbier et Merle). Il navigua sur l'aviso *Commandant Dominé* (voir Combelas, Merle et Meudec) et l'aviso-escorteur *Commandant Duboc* (voir Joinel). Termina la guerre au grade de quartier-maître torpilleur sans que la suite de son itinéraire ne soit connue. Décédé le 29 octobre 1995, à Nontron. Sans rapport connu avec Jean Lagarde, né à Périgueux, passé en Angleterre par l'Espagne (voir Barrier, Berger, de Dartein, Faure, Lassner et Jacques Reynal), devenu FFL dans la 2e DB de Leclerc et militant gaulliste, après guerre (voir Caley)[64].

André, Armand, Robert Lajuzan. Prénommé Aimé au lieu d'André par le site « memoresist.org ». Né à l'hospice d'Excideuil, le 28 avril 1912. Fils d'Étienne, ouvrier mouleur, et de Jeanne, Marie Saubesty, dite sans

---

64. Gillot et Maureau, 2011.

profession. Matelot de la marine marchande doté du matricule militaire 633 R 32 (Rochefort), il passa à la France libre le 5 juin 1943 et fut répertorié sous le n° 614 FN 43. À terre, le Périgordin fut affecté à la caserne de commandement Surcouf, à Londres (voir Berger). En mer, il navigua sur *La Désirade* et l'aviso colonial *D'Entrecasteaux*, également dit *PG 79*, un bâtiment coulé par les Britanniques au large de Madagascar mais renfloué par la suite. Marié le 16 mars 1937 avec Hélène Lamouroux, à Bègles (Gironde). Remarié dans la même ville, le 22 juin 1968, avec Juliette Simonnet, Lajuzan est décédé le 17 juin 2007, à Villenave-d'Ornon (Gironde).

Albert Litout. Né à Chalais, le 19 juin 1917. Fils de Jean, employé ferroviaire, et Marie Bertrand, dite sans profession. Engagé dans la marine de guerre, matricule 1 500 T 36 (Toulon), il avait accédé au grade de sous-maître (voir Lambin). Il est dit FNFL de 1940, mais curieusement répertorié sous le fort n° 11 084 FN 40. Litout appartint au 1er bataillon de fusiliers marins (voir Faure, Guichard, Monceau et Moulinier) et a été cité par son ancien chef de section, l'enseigne de vaisseau Jacques Bauche, comme ayant participé, côte à côte, à la furieuse défense du point d'appui libyen de Bir-Hakeim, mai 1942 [65]. Le marin combattant à terre termina la guerre au grade de second maître timonier. Comme ce fut le cas de la corvette *Aconit* (voir Bourret et Fraysse) et du sous-marin *Rubis* (fig. 14) (voir Tailledet), son régiment fut fait Compagnon de la Libération. Marié avec Germaine Hennebelle, à Brive (Corrèze), le 21 avril 1945, l'ancien volontaire devint employé du secteur civil. Demeurant à Chambray-lès-Tours lors de sa retraite, il est décédé, à l'hôpital des Grandes Brosses, à Mettray (Indre-et-Loire), le 18 février 1976.

Fig. 14. Le sous-marin Rubis.

René, Christian, Robert Lonvaud. Né à Mareuil-sur-Belle, le 12 janvier 1903. Fils de Charles, artisan boulanger, et de Marie-Joséphine Vaubourgoin. Lui-même garçon boulanger de la marine marchande. Inscrit maritime à Bordeaux sous le matricule 1.280. Engagé de février 1943, en Afrique du Nord, il fut répertorié Français libre sous le n° 909 FN 43. Comme Laurent (voir ce nom), il servit à bord des cargos *Fort Binger* et *Capo Olmo*. Son état civil ne mentionne pas de mariage. Il est décédé à Mareuil, le 5 août 1968.

---

65. Bauche, 1947.

Athel Louis. Né le 28 mars 1918, à Saint-Martin-de-Ribérac. Fils d'Abel, âgé de 41 ans, et d'Anna Darfeuil, 37 ans, domiciliés au village de La Lande Haute. Second maître de la marine de guerre, entré à la France libre le 26 février 1942 et répertorié 2 008 FN 42, le marin passa par les casernes d'Ernsworth (voir Berger, Buisson et Guillaume) et de Portsmouth sans que l'on connaisse ses bâtiments d'affectation. Il sortit du second conflit mondial au grade de second maître mécanicien (sergent). Tardivement marié, à Chelmsford (comté d'Essex), avec l'Anglaise Kathleen Freeman. Contrairement à diverses indications erronées, il ne décéda pas dans sa commune, le 6 août 1982, puisqu'il avait déjà terminé sa vie, à Bordeaux, le 27 mars 1971.

Gaston Louit. Répertorié FNFL dans l'annuaire de 1996 de l'association des Français libres, section de la Dordogne. Sans précision de naissance et de services, son décès est mentionné à la date du 16 juin 1993. Un forum d'échanges, paru sur le site de la fondation de la France libre, indique un Gaston Louit passé à la dissidence, à Londres, le 21 juin 1940. Ce qui laisse penser que l'intéressé fut le premier navigant Périgordin à avoir rejoint la sécession gaulliste.

François Meudec. Né le 14 septembre 1919, à Saint-Thois (Santoz, en breton), dans le Finistère. Répertorié FNFL du 1er janvier 1941, sous le matricule 983 FN 41. Il navigua sur le *Commandant Dominé* (voir Combelas, Lagarde et Merle) et fut affecté à l'aéronavale (voir Barrier, Dumont, Hiberty et Tilly) dans l'escadrille *Île de France*. Termina la guerre au grade de quartier-maître mitrailleur-bombardier et reçut la croix de guerre 1939-1945 avec palmes. Résidant à Neuvic-sur-l'Isle, il est décédé le 19 juillet 2002. Un lien de parenté semble exclu avec Jean Meudec, né en 1915, à Questembert (Morbihan), démobilisé en Périgord, en juin 1940, déporté pour ses activités résistantes. Pour autant, marié à une jeune fille de Monpazier, celui-ci s'était également fixé dans notre province et il est décédé, à Périgueux, le 7 mai 2009[66].

Yvan Monceau (fig. 15). Né à Lanquais, le 4 novembre 1920. Entré aux FNFL dans des conditions et à une date non établies, le fait qu'il ne figure pas sur les listes de la fondation de la France libre laisse penser qu'il venait de la marine de Vichy. Toujours est-il que le 30 juillet 1943 il fut affecté au dépôt des équipages de Bir-Hakeim, en Angleterre (voir Berger, Bourret, Buisson, Caer, Monceau et Tilly). Recruté pour les commandos, il reçut une première formation de fin octobre à la mi-janvier 1944. Puis le marin fut envoyé au camp de Werxham (Galles) du 17 janvier au 3 mars suivants, intégré au 10e commando inter-allié et affecté à une section de mitrailleuses légères, à

---

66. *Ibidem supra.*

Fig. 15. Yvan Monceau (arch. Mémorial de Caen).

New-Haven. Comme Faure (voir ce nom), le jeune volontaire appartint au commando britannique n° 4, à Bexhill, jusqu'au débarquement du 6 juin 1944. Avec son unité, Monceau participa aux opérations de Normandie (prise de Ouistreham parmi les 177 bérets verts français, combats d'Amfreville et de Bavent-sur-l'Épine, avance du front jusqu'à Beuzeville, près de Honfleur). Monceau échappa alors à la mort qui frappa le quart des membres du commando. De retour en Angleterre, le 6 septembre, il prit du repos avant d'autres opérations, au camp de Midhurst, non loin de Portsmouth. Une période de permission en France, désormais largement libérée, fut accordée et il se peut que notre Périgordin soit venu dans sa famille. Le 8 octobre, le quartier-maître fusilier était de retour à l'armée dans la troupe du lieutenant de vaisseau Vourch. Le 9 octobre, l'unité fut débarquée au port d'Ostende, désormais libéré, et stationnée, en Flandre, à Den Han. Le 31 octobre, Monceau fit partie des effectifs engagés dans l'embouchure de l'Escaut[67]. Mais, le lendemain, il fut tué lors des combats de Flessingue (Pays-Bas)[68]. Reconnu pour son courage et ses qualités d'endurance, l'engagé volontaire reçut la croix de guerre avec une citation à l'ordre du corps d'armée, à titre posthume, le 2 juillet 1945. Sept ans plus tard, ce fut la médaille militaire. Inhumé dans son village natal, deux plaques y honorent sa mémoire[69].

Émilien Picard. Prénommé André dans les archives de la fondation de la France libre et sur le site « memoresist.org », Né le 22 mai 1920, à Saint-Estèphe. Fils d'André, et de Marie Lisois, tous deux agriculteurs. Inscrit maritime 912 R 38 (Rochefort). FNFL du 28 août 1940 selon la première source. Répertorié au mois d'août suivant par la seconde. Quartier-maître de manœuvre (caporal). Il naviguait à bord du sous-marin *Surcouf* quand son bâtiment fut éperonné par un cargo américain, dans le golfe du Mexique, la nuit du 18 février 1942. Le naufrage fit 126 morts. Déclaré « mort pour la France[70] ».

---

67. Cet itinéraire détaillé figure sur un document détenu par le Mémorial de Caen. On peut y trouver d'autres pièces concernant Monceau.

68. Durant les combats d'Afrique, le 1e BFM fut intégré aux troupes de Leclerc et commandé par le lieutenant de vaisseau Détroyat. Une vedette rapide FNFL reçut le nom de cet l'officier, tué en 1941. Son homologue d'Amyot d'Inville lui succéda. L'unité devint le 1e RFM en septembre 1943 et il compta 885 hommes répartis entre quatre escadrons de combat et un escadron hors rang. D'octobre 1940 à mai 1941, entre campagnes, raids terrestres, comme celui de Dieppe, et débarquement en Normandie, il perdit 195 hommes. Outre la croix de la Libération, le régiment reçut la médaille de la Résistance et la croix de guerre après cinq citations à l'ordre de l'Armée.

69. Gillot et Maureau, 2011.

70. Jacques Cardo fut un autre sous-marinier. Devenu capitaine de vaisseau et promu commandeur de la Légion d'honneur en 2003, il avait des attaches à Mauzac-et-Grand-Castang. Il est décédé en décembre 2010, à 96 ans, sans avoir été répertorié parmi les FNFL.

Charles, Pierre Raffaelli. Écrit « Raffaeli » sur les listes de la fondation de la France libre. Né à Bastia (Corse), le 15 janvier 1914. Fils de Pierre, et de Toussainte Mattei. Inscrit maritime 2 526 C 35 (Cherbourg). Se trouvant vraisemblablement en territoire allié, il fut reconnu Français libre, répertorié sous le fort n° 4 885 FN 40. Le volontaire fut à bord du cuirassé *Courbet* (voir Guichard, Le Dû et Tilly) puis des avisos *Arras* (voir Bourret) et *Amiens* (voir Jacques Reynal). Passé par la caserne de Portsmouth, il termina la guerre au grade de second maître armurier. Resté dans la « Royale », il se maria avec Charlotte Salmon, à Prunelli-di-Casacconi (Corse), le 8 octobre 1946. Déjà père d'un fils né en Angleterre, en 1944, il eut ensuite une fille. Retiré à Grignols, il est décédé le 8 juin 1999.

Fig. 16. Paul Rault (arch. familiales).

Paul, Onésime Rault (fig. 16). Né le 4 mars 1923, à Auray (Morbihan). Fils de François, ouvrier menuisier, et de Philomène Le Belzac, parents de dix enfants dont quatre garçons qui furent marins. D'abord ouvrier agricole puis inscrit maritime à Auray sous le matricule 42 242. Parti sur le bateau charbonnier *Cassard*, depuis Paimbœuf (Loire-Inférieure), avant la défaite de mai-juin 1940, il resta en Grande-Bretagne. Précoce Français libre, il a été reconnu à la date du 8 septembre 1940 et répertorié aux FNFL sous l'ultérieur matricule 5 581 FN 41. Le jeune volontaire navigua sur le cargo *PLM 27* qui le mena, en convoi au Canada. Il était à bord du *PLM 22*, qui tranportait du minerai de fer, quand il fut torpillé, au large de l'Afrique. Il y eut trente-trois morts et seulement onze rescapés. Passé sur le *Djurdjura*, cet ancien navire bananier fut coulé par le sous-marin italien *Brin* en 1941. Rault fut alors définitivement embarqué à bord du cargo *Cap des Palmes*, armé par les Américains, dans l'hémisphère sud, où il connut Durand (voir ce nom). Démobilisé en 1945, le Breton revint d'abord au pays de ses ancêtres après plus d'un millier de jours de mer et la coupure de tout contact avec les siens. Mais, à son retour, ses père et mère étaient décédés. Entré aux Affaires maritimes et devenu commandant de navires gardes-côtes, le Breton gravit les échelons au cours d'une carrière qui le vit passer par Brest, Douarnenez (Finistère), Marennes, Le Château-d'Oléron, La Rochelle, Saint-Nazaire et Bastia. En 1947, il s'était marié avec une jeune compatriote, fille d'immigrés en Périgord depuis les années 1920. Quatre enfants, neuf petits-enfants et sept arrières petits-enfants sont issus de cette union. Autre ancien résistant armoricain retiré dans notre province (voir Caer, Heudes, Laurent, Meudec et Tilly), il resta lié avec Durand, rencontra Tailledet et fut en relation avec Jean Caley (voir ces noms), secrétaire de l'association départementale des Français libres. Longtemps, autour de l'ancien jeune et précoce FFL Yves Guéna, Rault participa à la commémoration de

l'appel du 18 juin 1940, à Périgueux. Paul Rault est décédé le 30 octobre 2011. Il était titulaire de la médaille militaire, de la Croix de guerre et de la médaille des engagés de moins de vingt ans. Ses beaux-frères, Jean et Émile Bellec, avaient été résistants à terre. Le premier au groupe *AS Bugeaud*, en ribéracois, le second dans des maquis de Lot-et-Garonne et de Gironde.

André, Élie Rebière[71] (fig. 17). Né à Condat-sur-Trincou, le 29 novembre 1922. Fils de cafetiers-restaurateurs. Devenu mécanicien diéséliste dans la marine de guerre. Comme Caley et Desplat (voir ces noms), il reçut sa formation à Lorient (Morbihan). En juillet 1940, il se trouvait à Casablanca lors de l'attaque de l'escadre française en rade de Mers el-Kébir et remit son projet de passer à la dissidence. Devenu FNFL au début de 1943, après le débarquement allié en Afrique du Nord, il navigua sur des *Liberty ships* et rencontra fortuitement Bernard Gillot (voir ce nom). Embarqué sur le croiseur *Georges Leygues* (voir Hiberty)[72], venu de la marine de Vichy, qui fit les débarquements de Normandie et de Provence, en juin et août 1944. Marié et devenu artisan mécanicien dans sa commune, après guerre. Décédé dans sa résidence secondaire, à Étaules (Charente-Maritime), le 14 juillet 1988. Croix de guerre.

Fig. 17. André Rebière (arch. familiales).

Roger, Baptiste Reyrolles. Né à Terrasson, le 19 mai 1910. Fils de Pierre, artisan sabotier, et de Jeanne Dietrich, dite sans profession. Comme Chabeaud (voir ce nom), il était devenu garçon dans la marine marchande. FNFL du 9 décembre 1942, il servit à bord des cargos *Saint-Bertrand* (voir Foucaud) et *L'Indochinois* (voir Heudes) ainsi que sur le transport de troupes *Ville d'Oran*, un ancien paquebot de la Compagnie générale transatlantique. Le 2 décembre 1935, à Nice, il avait épousé Marguerite Alunni-Pierelli. Séparés par la guerre, ils divorcèrent en 1947. Comme un marin revient à son port d'attache, ils se remarièrent en 1960. Décédé à Antibes (Alpes-Maritimes), le 2 juin 1984.

Jean Roche. Né à Savignac-Lédrier, le 10 juillet 1917. Engagé dans la marine de guerre et inscrit maritime sous le matricule 3 921 R 35 (Rochefort). Quartier-maître au début des hostilités. Répertorié comme Français libre de l'été

---

71. Gillot et Maureau, 2011.
72. Le *Georges Leygues* tenait son nom de l'ancien ministre lot-et-garonnais de la Marine. Construit à Penhoët avec cinq autres croiseurs, il fut lancé en 1937. Resté fidèle à Vichy, il empêcha les Britanniques et les FNFL de prendre Casablanca en octobre 1940. Rallié à la France libre après le débarquement américano-britannique en Afrique du Nord, le bâtiment fut équipé de l'*Asdic* anti-sous-marins. Après son engagement durant le conflit indochinois, il devint une cible de tirs en 1959 et fut démantelé deux ans plus tard.

1940 sous l'intrigant n° 5 134 FN 40. Servit à bord de la corvette *Lobélia* qui coula l'*U-Boot 609*, le 7 février 1943. Embarqué à bord du destroyer d'escorte *La Combattante*, un bâtiment de 1 500 tonnes, de la classe « *Hunt* », sorti des chantiers de Glasgow en 1942. Quartier-maître canonnier. Son navire heurta une mine et coula dans l'estuaire de la rivière Humber, sur la côte orientale de l'Angleterre, le 23 février 1945. Roche a été déclaré « mort pour la France ».

Fernand, André Tailledet. Né à Parcoul, le 26 juillet 1921. Fils de Pierre, et de Clorinde David, agriculteurs. Marin de guerre avant les hostilités, sous l'inscription maritime 505 R 38 (Rochefort), sa spécialité de mécanicien lui avait valu de passer par l'école d'application de Lorient (voir Caley ou Rebière). D'abord affecté à la marine du Levant et passé par Alexandrie (Égypte), il fut reconnu FNFL à partir du 14 décembre 1942, sous le pléthorique n° 10 349 FN 42. Ainsi, il paraît s'être trouvé en Afrique du Nord et avoir été le premier Périgordin à passer à la dissidence, après le débarquement américano-britannique du 8 novembre 1942. Tailledet fut envoyé à la base écossaise de Dundee et il navigua à bord du *Rubis* [73], un sous-marin de 900 tonnes lancé depuis 1931 et passé à la dissidence, dès juin 1940. Versé au mouillage de mines en Baltique au début de la guerre, l'équipage de l'époque s'était massivement rallié à la France libre, en Grande-Bretagne [74]. Par la suite, le bâtiment prit part à des torpillages. Tailledet termina la guerre au grade de quartier-maître. Marié à Parcoul, le 24 octobre 1945, avec Huguette Buton, originaire de la petite commune proche de Puymangou, le couple n'eut pas d'enfant et s'établit à Saint-Michel-l'Écluse-et-Léparon. En Périgord, il connut Rault (voir ce nom). Le 7 juin 2006, l'ancien sous-marinier y est décédé.

Paul Tronche. Né à Limeyrat, le 19 octobre 1900. Fils de Luc, poseur de voies, et d'Élisabeth Lestrade, dite sans profession. Précoce FNFL du 3 septembre 1940, il fut second maître (sergent) mécanicien dans la zone du canal de Suez. Ses états de service restent à établir. Son acte de naissance ne porte pas mention de mariage. Il est décédé à Nice (Alpes-Maritimes), le 7 septembre 1981.

Alfred, Émile Van Lancker. Initialement écrit Van Lanker. Né à Excideuil, le 30 janvier 1919. Fils de Léopold, cordonnier, et d'Euphrasie, Marie Michel, ouvrière fileuse. Enfant d'un couple de flamands venus en Périgord

---

73. Le *Rubis* était le troisième navire d'une série de dix dont la quasi totalité fut coulée ou sabordée entre 1940 et 1945. Désormais, il existe un sous-marin nucléaire d'attaque qui porte à nouveau ce nom.

74. En juin 1940, seulement deux officiers et trois quartiers-maîtres du *Rubis* avaient choisi de regagner la France. Le lieutenant de vaisseau et futur amiral, chef d'état-major, Georges Cabanier resta son commandant dans les FNFL. André Vallois, marié à une Écossaise et dernier survivant de ces sous-mariniers du *Rubis*, est décédé en septembre 2010.

par le fait de la première guerre mondiale. Marin de guerre à l'ouverture des hostilités. Matricule militaire 876 C 38 (Cherbourg). FNFL du 8 avril 1941 sous le n° 5 119 FN 41. Second maître mécanicien, il navigua sur les frégates *Roselys* (voir Fraysse) et *L'Aventure* (voir Berger, Guillaume, Le Dû et Jacques Reynal). Après guerre, Van Lancker revint dans le Nord. Le 10 avril 1946, à Roubaix, il épousa Renée, Marguerite Adams. Il est décédé le 25 juillet 1974, à Toulon (Var).

Pierre Véril. Né à Saint-Vincent-de-Cosse, le 4 août 1921. Fils d'Irénée, et de la jeune Thérèse Marty (19 ans), agriculteurs au lieu-dit Tiradou. Engagé dans la marine de guerre de Vichy (voir Arnault, Choiseul-Praslin et Gelibert) et inscrit maritime 6 950 T 41 (Toulon). Reconnu Français libre le 20 juin 1943. « Parti de métropole », selon le site « www.francaislibres.net », il s'était trouvé en Afrique du Nord lors du débarquement allié et s'y été engagé dans les FNFL. Fusilier marin au 1er RFM comme neuf autres Périgordins de naissance ou d'adoption, sans plus de précisions connues si ce n'est qu'il termina la guerre au grade de quartier-maître. Devenu l'époux, le 15 septembre 1947, à Sainte-Mesme (Seine-et-Oise, actuelles Yvelines), de Jacqueline Juiz (sous réserve orthographique). Installé dans le département de la Seine, le couple divorça, le 5 janvier 1956. Apparemment non remarié, l'ancien marin est décédé, le 2 février 1994, à Colombes (Hauts-de-Seine).

Une situation ambiguë

Marie-Denis, Jacques de Boysson (fig. 18). Il naquit le 15 juin 1904, à Vitrac. Il était le fils de Jean, Marie, et de Blanche de Clock. Le 24 août 1931, à Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées), il prit pour épouse Marie, Adrienne, dite Édith, Taillefer de La Portalière dont il eut sept enfants. L'intéressé est décédé à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise), le 4 décembre 1994. Pour autant, les informations sont variables, à son égard. Le site « memoresist.org » en fait un précoce FNFL du mois d'août 1940. Pour sa part, le site « www.francaislibres.net » annonce « septembre 1940, venant du Moyen-Orient » et lui confère un engagement « en Égypte, en septembre 1940 ». Boysson ne figure pas sur les listes officielles des FNFL mais on sait que cet élément n'est pas définitif. Par contre, son fils Gilles a retrouvé une médaille de la France libre dans les effets du défunt, mais il indique que son père fut en Égypte, comme mécanicien au sol de la RAF britannique. À y regarder de plus près, peut-être s'agit-il d'un cas de marin du Levant (voir Cauchois, Chasles ou Merle).

Fig. 18. Marie-Denis, Jacques de Boysson le jour de son mariage.

Son cousin, Jehan de Boysson, ancien colonel de cavalerie au 20e régiment de dragons, à Limoges, était devenu le maire de Doissat et le président cantonal de la Légion des combattants de Belvès. Dans une famille éclatée par les circonstances de l'époque et une forte tension avec les auteurs d'actes résistants ou présentés comme tels, il fut abattu, le 27 mars 1944, près de son manoir, par des membres du maquis FTP « Soleil », avec son épouse, Marguerite de Cruzy-Marcilhac [75]. La narration des employés ne fait pas apparaître que des anarchistes espagnols, pourtant longtemps et uniquement évoqués. De même, elle invalide la thèse d'une simple réquisition de véhicule qui aurait mal tourné [76].

Éléments statistiques

Année d'engagement (sur 65 cas connus)					
	1940*	**1941****	**1942**	**1943**	**1944-1945**
Nombre d'engagés	25	12	5	23	0
en %	38,5	18,5	7,7	35,4	0

* 3 engagés de 1940 portent un matricule FNFL de 1941

** 2 engagés de 1941 sont enregistrés sous un matricule de 1942

Âge moyen d'entrée aux FNFL (sur 65 cas connus) par année d'engagement					
	1940*	**1941****	**1942**	**1943**	**Moyenne**
Âge	26	26,2	26	24,3	25,4

Situation des engagés lors de l'entrée aux FNFL (sur 56 cas connus)		
Territoire britannique	Evasion*	AFN/Outremer
14	12	30 (dont ex-marins de Vichy : 24)

* par Espagne ou par mer

Décès en opérations					
1940	**1941**	**1942**	**1943**	**1944**	**1945**
0	1	1	0	1	2

75. Gillot et Lagrange, 2002.

76. Le site généalogique « deboysson.free.fr » indique qu'en janvier 1944, le défunt avait nommément désigné les responsables d'actes meurtriers précédents.

Profession des pères des engagés (sur 37 cas connus)					
Agriculteurs	Commerçants/ Artisans	Ouvriers	Employés	Militaires	CSP +
10	8	10	2	2	5

Profession des engagés lors de leur dissidence (sur 40 cas connus)						
Agriculteurs	Artisans	Ouvriers	Employés	Marins de guerre	Marins de commerce	Autres
0	0	0	0	26	11	3

Profession des engagés après guerre (sur 28 cas connus)						
Agriculteurs	Artisans	Ouvriers	Employés	Marins de guerre	Marins de commerce	Autres
1*	3*	1	6*	4* **	11* **	4

* 2 cas de double compte ** sous-évaluation manifeste

Évolution matrimoniale des engagés (sur 50 cas connus)		
Divorces	Remariages	Célibat
12	8	4

Durant le second conflit mondial, l'ensemble des FNFL perdit onze navires de guerre et vingt-six bâtiments auxiliaires. Les morts s'élevèrent à près de 20 % des effectifs, soit environ 3 000 hommes. Pour autant, alors qu'entre combats à terre et opérations maritimes ils furent tout aussi largement exposés aux risques que les autres, les engagés périgordins eurent la bonne fortune de supporter nettement moins de pertes que la moyenne générale.

Notamment après la prise par les Britanniques d'une machine à crypter *Enigma*, 783 sous-marins *U-Boot* allemands furent coulés par l'ensemble des forces alliées dans l'océan Atlantique, principal théâtre des opérations navales, à l'Ouest. Non loin de 38 000 hommes, soit les trois quarts des effectifs sous-mariniers ennemis, laissèrent la vie lors de cette inédite bataille après avoir causé des ravages humains et matériels d'énorme importance jusqu'au printemps 1943.

En termes d'âge, d'origines sociales et de motivations, les engagés périgordins furent représentatifs de la diversité générale des volontaires de la France libre.

De bout en bout, l'âge moyen de nos compatriotes, lors de leur passage en dissidence, varia assez peu. Certes, l'année 1943, partagée entre deux groupes aux écarts de naissance plus marqués, porte une inflexion haussière

par rapport aux précédentes. En effet, elle fut numériquement marquée par le ralliement de marins de l'armée de Vichy, mais les effets de l'instauration du Service de travail obligatoire ne s'avèrent que marginaux. Autre élément particulièrement discriminant par rapport à la résistance intérieure fortement impactée par le STO, on note l'absence totale d'engagés périgordins dans la marine de la France libre, au cours de l'année 1944.

La connaissance des reconversions professionnelles n'est que partielle. Cela étant, les informations relatives aux activités professionnelles ultérieures, dissimulent, d'évidence, de nombreux retours dans la marine de commerce et la « Royale ». Il s'ensuivit, comme pour bien des résistants de l'intérieur, leur participation à tenter de mater les insurrections indochinoises, malgaches et algériennes.

En termes d'impact politique de l'expérience gaulliste, il aurait été utile de pouvoir accéder aux dossiers de police. Pour autant, sans atteindre le cas de Jean Caley, plusieurs cas relèvent, à tout le moins, de sympathies actives pour le Rassemblement du peuple français et ses descendants.

Plusieurs anciens Français libres poursuivirent leur soif d'aventure ou s'inscrivirent dans l'émigration économique périgordine en s'établissant à distance, si ce n'est outre-mer. Ils furent numériquement compensés par nombre d'anciens volontaires – tout particulièrement bretons – venus s'installer dans notre province et, parfois, s'y investir particulièrement.

Certains tardèrent à se marier mais la grande majorité des anciens célibataires fonda rapidement un foyer avec une certaine propension pour les jeunes Armoricaines. Mais, à considérer la proportion de divorces, nettement supérieure à la moyenne de l'époque, une assez forte instabilité caractérisa les unions d'avant et d'après guerre.

J.-J. G.

L'auteur remercie particulièrement Gilles Delluc, ancien fusilier marin, pour sa relecture attentive.

Bibliographie et sources

Archives de Jean Caley dont l'annuaire des Français libres, section de la Dordogne, édition 1996, et *De vous à nous*, périodique des Anciens de la ville de Coulounieix-Chamiers, février 2004.

Archives de la fondation de la France libre (Paris) dont le site Internet « www.france-libre.net ».

Archives de l'office des anciens combattants de la Dordogne (Périgueux).

Archives du musée des fusiliers marins et commandos (Lorient) tenues par Jean-Christophe Rouxel.

Archives du service historique de la Défense (fonds TTC 135, 136 et 137, antenne de Rochefort-sur-Mer).

Archives et registres d'état civil municipaux divers.

Archives familiales et entretiens particuliers.

Assemblée nationale, *Les députés de la IVe République* (« Notices et Portraits » et site Internet).

Association « Mémoire des équipages de la Royale, du commerce et de la pêche, de 1939 à 1945 » et le site Internet « alamer.fr ».

BAUCHE (Jacques), *À force de vaincre. Cinq ans au 1er RFM pour la libération*, Paris, éd. Armand Fleury, 1947.

BOUCHI-LAMONTAGNE (André) (sous la direction de), *Historique des forces françaises navales libres. Mémorial*, tome 5, Vincennes, éd. Service historique de la Défense, 2006.

CHALINE (Émile) et SANTARELLI (Pierre), *Historique des forces navales françaises libres. Annuaire biographique des officiers*, tome 3, éd. Service historique de la Marine, 1999.

Correspondances avec le vice-amiral Chaline.

Exposition « De la débâcle au sursaut », musée militaire du Périgord (Périgueux, 2010).

FROMENTIN (Eddy), *Les rebelles de « La Combattante »*, Paris, éd. Flammarion, 2008.

GILLOT (Jean-Jacques), *Les Communistes en Périgord, 1917-1958*, Périgueux, Pilote 24 édition, 2007.

GILLOT (Jean-Jacques) et LAGRANGE (Jacques), *L'Épuration en Dordogne selon Doublemètre*, Périgueux, éd. Pilote 24, 2002.

GILLOT (Jean-Jacques) et LAGRANGE (Jacques), *Le Partage des milliards de la Résistance*, Périgueux, éd. Pilote 24, 2004.

GILLOT (Jean-Jacques) et MAUREAU (Michel), *Résistants du Périgord. 1 500 notices inédites et illustrées*, Bordeaux, éd. Sud Ouest, 2011.

GILLOT (Jean-Jacques) et AUDOUX (Pascal), *Les Mystères du Périgord*, tome 1, Paris, éd. de Borée, 2011.

Guide Delmas (annuaire de la population en Dordogne jusqu'à 1942, Bordeaux).

LAGRANGE (Jacques), *Yves Guéna, face et profils*, Périgueux, éd. Pilote 24 édition, 1994.

LECALVÉ (Franck) et ROCHE (Jean-Michel), *Liste des bâtiments de la flotte de guerre française de 1700 à nos jours*, s. l., éd. Société française d'histoire maritime / Chronique d'histoire maritime, 2001.

Mémorial de Caen et site Internet « memorial-caen.fr » (Stéphane Simonnet).

MUSELIER (Renaud), *L'amiral Muselier, le créateur de la croix de Lorraine*, Paris, éd. Perrin, 2000.
PENAUD (Guy), *Dictionnaire biographique du Périgord*, Périgueux, éd. Fanlac, 1999.
Revue de la France libre (association nationale de la fondation du même nom, Paris).
Site Internet des Compagnons de la Libération.
Site Internet « francaislibres.net ».
Site Internet « memoresist.org ».
Site Internet « concours-resistance.org ».
VICHOT (Jacques), *Répertoire des navires de guerre français*, Paris, éd. Amis des musées de la Marine, 1967.

Pour aller plus loin

BERTRAND (Michel), *Les Forces navales françaises libres*, Paris, éd. Argout, 1980.
BOUILLÉ (René-Jean), *La bataille de l'Atlantique* (adaptation d'un documentaire britannique), 2004).
KIEFFER (Philippe), *Béret vert*, Paris, éd. France-Empire, 1969.
MURACCIOLE (Jean-François), *Les Français libres, l'autre Résistance*, Paris, éd. Tallandier, 2009.
MURACCIOLE (Jean-François), « Les Français libres », *in Les Chemins de la Mémoire*, Paris, éd. ministère de la Défense, juin 2010.
SCHLUMBERGER (Étienne), *L'honneur et les rebelles de la marine française, 1940-1944*, Paris, éd. Maisonneuve et Larose, 2004.

DANS NOTRE ICONOTHÈQUE ET DANS L'HISTOIRE DE FRANCE *

Le mystérieux Périgordin Veysset. A-t-il livré Paris aux Versaillais en 1871 ?

par Brigitte et Gilles DELLUC

La France a perdu la guerre de 1870. La République est proclamée. Une Assemblée nationale conservatrice est élue.

Paris se soulève en mars 1871 : c'est la Commune. Soixante-dix jours plus tard, les Versaillais de Thiers reprennent la capitale lors de la « Semaine sanglante », faite de massacres, d'arrestations et de déportations.

Qui leur a ouvert les portes de la capitale ? N'est-ce pas Georges Veysset, un agriculteur de Cherveix-Cubas ? La Commune l'a fait fusiller comme espion ; sa veuve et ses amis ont été récompensés par Adolphe Thiers.

Cette terrible et mystérieuse affaire est oubliée. Elle est vieille de tout juste 140 ans...

---

* Les documents iconographiques présentés dans cette rubrique sont archivés à la SHAP.

Un agriculteur périgordin

Joseph Durieux a résumé « la dernière heure de Jean-Georges Veysset », fusillé par les communards aux abois, le 24 mai 1871 [1]. Il a surtout insisté sur les antécédents périgordins du personnage [2].

D'où venait-il ? En 1871, Georges Veysset a 59 ans. Originaire de Terrasson, ancien élève de la ferme-école de Salegourde (Marsac-sur-l'Isle), régisseur du château de Saint-Martial-Laborie à Cherveix (appartenant à la famille Jacquinot de Presle), il est devenu propriétaire à La Vaure, commune de Cherveix-Cubas, par son mariage avec Mlle du Plantier [3].

Cet homme s'intéresse aux innovations agricoles : assolement triennal ; plantation de mûriers pour l'élevage du ver à soie [4] ; culture de la pomme de terre dans les terres ingrates comme la Double ; choix des vaches laitières par le système Guénon [5]. Il croit à l'enseignement de l'agriculture moderne, comme on le pratique à Salegourde, « établissement auquel je dois le peu que je sais et une profession qui m'honore », écrit-il [6]. Sous le Second Empire, il délaisse la terre et devient maire de Cherveix-Cubas. Mais pourquoi devient-il agent secret de Thiers chez les communards ?

C'est ce que nous allons essayer d'élucider ici, en explorant des sources contradictoires, notamment : 1 - Le livre, très détaillé mais hostile à la Commune, publié sous la signature de la « veuve » du personnage, une certaine Margueritte de Forsans-Veysset [7], et les souvenirs très orientés du futur académicien Maxime Du Camp et de l'ex-communard Vésinier, favorables à Veysset et défavorables au général Dombrowski [8] ; 2 - Tous les témoignages vécus d'anciens communards, d'avis inverse, notamment le rigoureux livre du journaliste gersois Prosper

---

1. Durieux, 1946.
2. J. Durieux a utilisé essentiellement l'*Histoire de la Commune* du magistrat G. Laronze (1928). La Bibliothèque nationale de France (gallica.bnf.fr) permet d'en savoir beaucoup plus en lisant les récits des témoins.
3. Cette propriété appartint au siècle dernier à Charles Vigneras, directeur gérant du *Printemps* à Paris. Cherveix est réuni à Cubas depuis 1829.
4. Rocal, 1933, p. 150 et 261
5. Il publie des articles dans les *Annales agricoles et littéraires de la Dordogne* en 1841, 1843 et 1848. À la fin du Second Empire, la Dordogne compte 480 000 habitants, dont 89,5 % de ruraux (Lagrange, 1992).
6. Lettre à l'*Écho de Vésone*, n° 23 de septembre 1843. La *Bibliographie générale du Périgord* d'A. de Rouméjoux lui attribue aussi deux plaquettes sur l'enclos des arènes de Vésone en 1862 (Dupont, Périgueux). Salegourde, fondée en 1842 par l'archéologue Joseph de Mourcin, fut ferme modèle à partir de 1839, puis élevage de vers à soie en 1880 (*Annales agricoles et littéraires de la Dordogne*, 1840 à 1849 ; *BSHAP*, 2009, p. 278). On écrit aussi Sallegourde et Saltgourde.
7. Mystérieux personnage car Veysset est déjà marié en Dordogne. J. Durieux cite « une demoiselle Margueritte Forzi, dite Forsanz-Veysset [*sic*], 40 ans, née [dans le] département du Vaucluse ». Selon Lissagaray (1876), sous la signature de « veuve Veysset » se cache la « société Veysset », c'est-à-dire les amis de Veysset, qui, le calme revenu, auraient rédigé ce livre, « rempli de faussetés », pour appuyer la demande de récupération des fonds investis dans le complot. On dit aussi que ce serait « l'œuvre d'un ancien agent de police mécontent ». Da Costa, 1904.
8. Tous deux s'inspirent beaucoup du livre de Mme de Forsans-Veysset, sans doute la maîtresse de G. Veysset (Laronze, 1928).

Lissagaray[9] et celui, très vivant, du jeune étudiant en droit Gaston Da Costa, substitut du sévère procureur Raoul Rigault. L'opinion de ces derniers témoins a fini par l'emporter et le mythe de la Commune s'est imposé[10].

La Commune de Paris : le temps des cerises

Cette période insurrectionnelle n'a duré que 70 jours, du 18 mars au 28 mai 1871. Son déclenchement ? C'est l'opposition des Parisiens aux soldats du gouvernement de Thiers - dix régiments - venus récupérer les canons de Montmartre, acquis grâce à une souscription populaire lancée par Victor Hugo : une centaine de canons et presque autant de mitrailleuses. Rapidement, la population élève des barricades et fraternise avec la troupe. Deux généraux sont criblés de balles par des furieux[11]. C'est le début de l'insurrection. Ce 18 mars est « la plus grande date de l'histoire de France depuis le 10 août 1792 », proclame le Foyen Élie Reclus, directeur de la Bibliothèque nationale, dans son *Journal*[12]. Toutefois, il se désole bientôt : « La Commune est manifestement au-dessous de sa tâche [et] elle patauge lamentablement ».

Revenons en arrière. Le 4 septembre 1870, le peuple a envahi le Palais Bourbon et la République a été proclamée à l'Hôtel de Ville. Les Prussiens encerclent bientôt Paris et l'Empire allemand est proclamé à Versailles. L'armistice est signé le 28 janvier 1871[13]. L'Assemblée nationale, élue le 8 février, vaille que vaille, se réunit au Grand Théâtre de Bordeaux, puis s'installe à Versailles un mois plus tard. Adolphe Thiers (1797-1877), 75 ans, avocat et journaliste, homme politique fortuné et historien prolifique, est élu par acclamations « chef du pouvoir exécutif de la République française » (fig. 1). Il est à la fois chef de l'État et du gouvernement de la Défense nationale[14].

Fig. 1. Adolphe Thiers. Il est président du Conseil, chef du Pouvoir exécutif de la République française. Caricature du Père Duchêne.

Deux millions de Parisiens sont bloqués dans Paris. Sous le regard des Prussiens, le peuple est humilié et indigné, démuni et dénutri après un terrible hiver. La consommation d'absinthe a

---

9. Par la rigueur de l'information, c'est « la meilleure histoire de la Commune », que Da Costa a vécue comme journaliste et combattant des barricades (Noël, 1978).
10. Noël, 1978 ; Dubois, 1991.
11. Malgré les tentatives de conciliation de Clemenceau qui va démissionner de ses fonctions de maire du XVIIIe arrondissement (Guillemin, 2001).
12. Reclus, 1908.
13. Il était probablement prématuré : les Allemands n'étaient-ils pas prêts à une paix blanche ? Le traité de paix interviendra le 10 mai 1871, peu avant la Semaine sanglante de la Commune.
14. En 1834, ministre de l'Intérieur, Thiers a réprimé l'insurrection parisienne du 14 avril, que Daumier a immortalisé avec le *Massacre de la rue Transnonain*, dont on rendra Bugeaud responsable. En février 1848, Thiers n'a pu empêcher le peuple de Paris de fraterniser avec la troupe : Louis-Philippe abdique et la République est proclamée. Il va prendre sa revanche sur les Parisiens en 1871.

quintuplé. Le 24 mars, le contre-amiral Jean Saisset (1810-1879), commandant provisoire de la Garde nationale, que l'on va retrouver bientôt à Versailles, essaie de conjurer la guerre civile et fait savoir par voie d'affiches qu'un arrangement est conclu avec le gouvernement. Il se trompe...

Terminer la Révolution française...

Contre le gouvernement de la Défense nationale, issu de l'Assemblée nationale, un gouvernement insurrectionnel direct, révolutionnaire et prolétarien, est élu dans la capitale le 26 mars : le Conseil général de la Commune. Beaucoup souhaitent « terminer la Révolution française » et on va osciller souvent entre dictature et anarchie. Émile Zola est hostile à la Commune, « une révolution mélancolique et funèbre ». C'est aussi le moment où l'écrivain parnassien Catulle Mendès vire de bord et voit dans les communards « des émeutiers dont le but principal est de piller et de saccager à la faveur du trouble et de la nuit [15] ».

Des mesures innovantes sont imaginées dans Paris, désormais ville libre [16] : démocratie citoyenne, suppression de la peine de mort, émancipation des femmes, séparation de l'Église et de l'État, liberté de la presse, suppression des départements, élection des fonctionnaires, incorporation de tous les valides dans la Garde nationale devenue fédération, amélioration des conditions de travail, union libre et divorce, laïcisation de l'enseignement, écoles professionnelles, sans compter le drapeau rouge, le calendrier républicain, la fermeture des maisons de tolérance, l'incendie de la maison de Thiers et la démolition de la colonne Vendôme, « monument de barbarie ».

Fig. 2a et 2b. La colonne Vendôme abattue. Ce fragment est conservé au Musée d'art et d'archéologie du Périgord.

15. Mendès, 1871.
16. Bientôt, elles feront dire à Victor Hugo : « Le cadavre est à terre et l'idée est debout... »

Pour le peintre Gustave Courbet, Paris est « un vrai paradis, un vrai ravissement[17] ». Il ne sait pas qu'il devra payer la reconstruction de la colonne : 10 000 francs par an pendant 33 ans. Mais il mourra avant... (fig. 2)[18].

La Semaine sanglante

Complétant l'encerclement des Prussiens, les troupes gouvernementales d'Adolphe Thiers, les Versaillais, font le « deuxième siège » de la capitale, corsetée par ses fortifications des années 1840[19]. Pendant la « Semaine sanglante », du dimanche 21 au dimanche 28 mai, cette armée, entrée dans Paris par la porte de Saint-Cloud et ses voisines - laissées sans garnison -, reconquiert la capitale. Rue par rue, à la lueur des incendies allumés par les communards, « sous ce ciel diabolique qui faisait rêver à toutes les horreurs d'un enfer dantesque », écrira Émile Zola.

Les Versaillais, bien armés et souvent d'origine rurale, sont aux ordres du vaincu de Sedan, le maréchal Patrice de Mac Mahon, duc de Magenta et futur président de la République. C'est, selon Thiers, « une des plus belles armées que la France ait possédée » : 150 000 soldats de métier contre les 200 000 Parisiens de la Garde nationale, dont seulement 30 000 combattants et des chefs divisés.

Une bonne cinquantaine d'otages, dont l'archevêque de Paris, sont fusillés par la Commune. Les derniers combats, acharnés, ensanglantent le cimetière du Père-Lachaise et Belleville.

La répression est terrible : vingt voire trente mille tués au combat ou fusillés, des milliers de condamnés et de déportés en Algérie et en Nouvelle-Calédonie. Vingt ans plus tard, dans *La Débâcle* (1892), Émile Zola demeure impitoyable : « La partie saine de la France, la raisonnable, la pondérée, la paysanne [...] supprimait la partie folle, exaspérée, gâtée par l'Empire, détraquée de rêverie et de jouissances [...]. Il avait fallu couper dans sa chair même [...], mais le bain était nécessaire, et de sang français, l'abominable holocauste, le sacrifice vivant, au milieu du feu purificateur...[20] ».

Paris devra attendre 1977 pour redevenir une vraie commune et élire son maire.

---

17. Noël, 1978.
18. Noël, 1978. Un fragment en bronze de la colonne est conservé au Musée d'art et d'archéologie du Périgord à Périgueux (B1025, legs Tronche 1924, 37 x 24 cm).
19. Les « fortifs » ont été créées de 1841 à 1844, sous Louis-Philippe, par le ministre Thiers lui-même : un mur de 10 m de haut, 93 bastions aux angles saillants, un fossé de 3 m de profondeur, des portes à grilles et pont-levis, avec un chemin et une voie ferrée de petite ceinture à l'intérieur (Dubois, 1991). Elles recouvraient à peu près les boulevards des Maréchaux actuels, avec un glacis (la zone) s'étendant jusqu'à l'emplacement de notre boulevard périphérique. Seize forts avancés les complétaient : « Les chiens de garde énormes de Paris » (V. Hugo).
20. Comme lui, les écrivains sont hostiles à la Commune (G. Sand, Catulle Mendès, Zola, Flaubert, Théophile Gautier, E. de Goncourt, le Périgordin Claretie, Leconte de l'Isle, Taine et Renan). Sauf Jules Vallès et, plus tard, V. Hugo : « Je suis pour la Commune en principe, mais contre la Commune en application. » Pour Karl Marx, « ce sphinx, qui tarabuste si fort l'entendement bourgeois », c'est une guerre de classes, entre la classe ouvrière et la bourgeoisie.

À Périgueux aussi

La province redoute les « partageux », mais sort un peu de sa léthargie dans quelques grandes villes comme Limoges, Lyon, Marseille, Le Creusot, Toulouse, Narbonne... À Périgueux, durant l'hiver de 1870-1871, les ateliers du Toulon avaient fabriqué des wagons blindés. Équipés chacun d'un canon de marine, ils devaient être acheminés en avril 1871 sur Paris, assiégé par les Prussiens.

Là-bas, c'est maintenant la Commune. Les ouvriers périgordins de la Compagnie Paris-Orléans refusent aux Versaillais d'expédier ces wagons. Philippe Piala harangue ses camarades : « Ces wagons ont été fabriqués pour lutter contre les Prussiens. Pas pour tirer sur des Français ». Le piquet de grève est formé. On démonte les canons. Les ateliers sont en grève : c'est une première à Périgueux. Le préfet Guilbert se fait conduire sur les lieux : il est conspué. Une longue colonne, tambour en tête et banderole au vent, avec femmes et enfants, se forme et va assiéger la nouvelle préfecture des allées de Tourny, puis manifester devant la caserne. On crie « Vive la Commune ! Vive Paris ! ». Les soldats hésitent. Les manifestants, tout fiers de cette modeste victoire, regagnent le Toulon.

Très vite, trois mille hommes de troupe, du canon et des mitrailleuses sont opposés à cette rébellion. Les wagons partent et les meneurs, condamnés début mai, iront en prison[21].

Le fusillé du Pont-Neuf, le 24 mai 1871

Et Georges Veysset ? Le jeune communard Gaston Da Costa, ex-substitut du procureur, témoigne : « C'était un espion improvisé. Piloté par l'amiral Saisset, il s'offrit à Barthélemy Saint-Hilaire qui goûtait fort ces combinaisons de police [...]. Veysset était un garçon hardi jusqu'à la témérité qui le fit prendre et le perdit[22] » (fig. 3).

Le 24 mai 1871, l'armée de Versailles emporte les dernières barricades autour de l'hôtel de ville et du palais de justice livrés aux flammes[23]. L'île de la Cité est quasi encerclée par les combats. Cerné, Théophile Ferré, l'écharpe rouge à frange et glands d'or rutilant sur son pardessus gris à col de velours[24], accepte de signer l'ordre d'exécution de six otages (fig. 4)[25]. Il descend au

---

21. Lagrange, 1982.
22. Da Costa, 1904.
23. Paul Verlaine, chef du bureau de presse de la mairie, s'est échappé.
24. Vuillaume, 1914.
25. Ferré (1846-1871), clerc d'avoué, blanquiste, est membre du Conseil de la Commune, substitut du procureur et délégué à la Sûreté générale. Ce même 24 mai, il donne son consentement pour l'exécution des otages, dont Mgr Georges Darboy, archevêque. Il sera jugé et fusillé le 28 novembre, le binocle à l'œil et le cigare aux lèvres (Noël, 1978).

Fig. 3a et 3b. Jules Barthélemy Saint-Hilaire. Il suscita le complot de Georges Veysset, dans l'ombre de Thiers.

dépôt de l'ex-préfecture de police, avec Gustave Würth, juge d'instruction, et Georges Pilotell, caricaturiste devenu commissaire de police. Il fait libérer 450 détenus[26].

Un seul prisonnier est condamné à mort. Il est écroué sous le nom de *Jean* Veysset[27] et sous le n° 3440, avec la mention « espion à garder avec soin à la disposition de Ferré[28] ». Des témoins décriront les acteurs de son exécution : « Veysset, en veston gris, son regard allant de l'un à l'autre. Ferré, en paletot gris à col de velours noir, frappant de sa badine le tapis de la table. Cinq ou six *Vengeurs*, francs-tireurs à capote grise et képi à bande blanche, le fusil chargé en bandoulière. D'autres, restés sur le quai, dont on entend résonner les armes[29] ».

Veysset réitère ses aveux de la veille. Le dialogue se résume en quatre phrases : « Citoyen Ferré, vous m'aviez promis la vie sauve... »

Fig. 4. Théophile Ferré. Membre du Conseil de la Commune, substitut du procureur et délégué à la Sûreté générale, il fit fusiller Georges Veysset et plusieurs otages.

---

26. Lissagaray, 1896.
27. Son vrai prénom est Georges (Forsans-Veysset, 1873 ; Du Camp, 1878). On écrit parfois à tort *Vaysset*.
28. Du Camp, 1878.
29. Vuillaume, 1914 ; Laronze, 1928.

et « Veysset, vous avez reçu de l'argent pour corrompre Dombrowski. Alors en route... » Le prisonnier fait bonne contenance et demande : « Lorsque j'ai été arrêté, j'avais 20 000 francs sur moi, je désire savoir ce qu'ils sont devenus[30] ». Ferré le rassure : « Soyez sans inquiétude, nous allons régler tous nos comptes à la fois[31] ».

Un peloton d'exécution de huit à dix *Vengeurs de Flourens* est requis[32]. Le condamné est conduit sur le Pont-Neuf, « où les balles versaillaises sifflaient et claquaient », selon Georges Pilotell[33]. Ils s'arrêtent face au parapet, à mi-chemin de la statue de Henri IV et du quai Conti[34].

Un surveillant s'étonne : Ferré menace de le faire fusiller aussi. Le juge d'instruction Würth s'adresse alors aux insurgés : « Citoyens, nous faisons tout au grand jour. Voilà un misérable qui nous a trahis et qui va subir son châtiment[35] ». Le malheureux n'a rien à dire pour sa défense et hausse les épaules. Il répond simplement : « Je vous pardonne ma mort... » Et aussi, selon Lissagaray : « Vous répondrez de ma mort au comte de Fabrice. » Phrase énigmatique que les témoins n'entendirent pas[36].

Il ne peut achever. Ferré commande le feu. Le crâne vole en éclats. Veysset, frappé presque à bout portant, reste cependant debout... Puis il s'affaisse. Le mouchoir qui lui bande les yeux se détache, tout éclaboussé de rouge...[37]

Trois ou quatre des exécuteurs ramassent le corps, le balancent deux ou trois fois au-dessus du parapet et le lancent dans la Seine. Les fédérés crient : « Vive la Commune ![38] ».

Un aventurier périgordin

Jules Vallès a décrit la suite : « De Ferré, cela ne m'étonne point. Je l'ai rencontré après qu'il venait de faire justicier Veysset et de regarder le macchabée exécuter, du haut du Pont-Neuf, un plongeon dans la Seine. Il était tranquille et souriant. C'est un fanatique. Il croit à la force et en use, sans se soucier d'être cruel ou généreux[39] ».

---

30. Soit l'équivalent de 55 000 euros actuels. Un ouvrier gagne 4,50 francs par jour soit 16 euros. Un député de Versailles touche une indemnité cinq fois supérieure.
31. Du Camp, 1878.
32. Le professeur Gustave Flourens, député en 1838-1839, participa en 1866 à l'insurrection crétoise, puis s'opposa au Second Empire. Il devient membre du Conseil de la Commune et « général », chargé de la défense du Paris révolutionnaire. Lors de la désastreuse offensive des communards contre Versailles (3 avril 1871), il est capturé et tué d'un coup de sabre à Rueil. La Commune prit alors le décret des otages (Rougerie, 1988).
33. Da Costa, 1904.
34. Et non au pied de la statue comme on le dit parfois (Vuillaume, 1914).
35. Du Camp, 1878.
36. Le général von Fabrice, Allemand d'origine française huguenote, commandait l'armée d'occupation. Bismarck poussait à écraser la Commune, révolutionnaire à orientation socialiste.
37. Vuillaume, 1914.
38. Da Costa, 1904.
39. Vallès, 1882. À l'issue de la Semaine sanglante, J. Vallès, rédacteur en chef du *Cri du Peuple*, se déguise en médecin militaire et passe en Belgique puis à Londres. Condamné à mort par

Quant à Veysset, pour Léonce Dupont, c'était un aventurier : « [Ce Périgordin était] retors et mielleux, grand, sec, glabre, de mine un peu sombre, se prévalant d'un extérieur honnête et d'une magistrature municipale qu'il disait avoir exercée, jadis, dans son village, besogneux jusqu'à l'aventure, courant, depuis dix années, après divers moyens de faire fortune. Sous l'Empire [le Second Empire], on le vit dans une foule d'entreprises chimériques, en compagnie d'autres chercheurs de millions qui ont presque tous assez mal tourné, ne réalisant jamais, du reste, que des déceptions pour lui et pour les tiers. Habile, il avait évité toute condamnation mais n'avait pas fait fortune[40]. »

Des entreprises chimériques ? Oui, Veysset, devenu agent d'affaires, s'est lancé, pendant le premier siège de Paris, dans une sombre histoire de souliers et de fusils[41], puis dans le ravitaillement de la capitale affamée. Il a entretenu des relations avec le gouvernement de la Défense nationale, devenu celui de Thiers. Il fut même question de le faire partir dans un ballon, acheté à l'aéronaute Eugène Godard, pour poursuivre en province ses affaires. Après l'armistice, il a suivi le gouvernement à Bordeaux. Il y a retrouvé le crédule amiral Saisset, « toujours aussi toqué[42] », qu'il connaissait déjà. Briguant la concession du ravitaillement des départements envahis et ravagés, il a gagné ensuite Versailles avec l'Assemblée nationale.

Spéculateur ou patriote ?

Ce fut un échec : « Éconduit, il tira une autre affaire de son sac[43] » : « Une spéculation nouvelle [...], un superbe marché qui se colorait d'une louable et patriotique intention[44] ». Ce deuxième projet ? Essayer de détacher de la Commune, dont les excès les avaient dégoûtés, le général Dombrowski et quelques autres chefs militaires[45].

Le Polonais Jaroslaw Dombrowski (1836-1871), officier d'état-major dans l'armée russe, avait dirigé les milices insurrectionnelles lors de l'insurrection polonaise de 1863 contre la Russie. Condamné à la déportation en Sibérie, ce petit homme maigre et énergique s'est enfui en France. Après le siège de Paris, il vient d'être nommé commandant de la place de Paris, le 6 avril 1871, en remplacement de l'incompétent Jules Bergeret. Il est le seul

---

contumace. De retour à Paris en juillet 1880, il publie sa trilogie autobiographique, dont *L'Insurgé*. Il meurt du diabète en 1885.

40. Dupont, 1881 ; Vésinier, 1892.
41. Dupont, 1881.
42. Lissagaray, 1896.
43. Lissagaray, 1896.
44. Dupont, 1881.
45. Thiers avait déjà envoyé à ce général un certain Bradislas Woloswki pour l'engager à abandonner la Commune (Duret, 1880).

Fig. 5. Le général Jaroslaw Dombrowski. Ce Polonais était le seul vrai chef militaire de la Commune.

vrai chef militaire de la Commune et il réussit une contre-attaque à Neuilly. Il table sur l'artillerie et sur ses « détachements volants » pour harceler l'ennemi. Déception : il n'est pas suivi (fig. 5).

Selon Mme de Forsans-Veysset, sa « veuve », Georges Veysset dévoile son projet à l'amiral Saisset. Ce membre du gouvernement de Versailles le présente à Jules Barthélemy Saint-Hilaire, journaliste et député d'opposition à l'Empire, devenu le secrétaire de Thiers[46]. Veysset est mis ainsi « en rapport direct avec le gouvernement de Versailles » : « Le gouvernement régulier ne repoussa pas ses offres et l'engagea à poursuivre l'accomplissement de son projet.[47] »

Le complot se trame

Dès avril 1871, Veysset se met au travail avec Mme de Forsans-Veysset et deux amis, Adrien et Alphonse Guttin, agents de change[48].

Ils adoptent d'abord le plan très ambitieux d'Adrien Guttin : 1 - se rendre maître des points les plus importants de la capitale révoltée ; 2 - opérer une forte diversion dans le centre même de Paris.

Les frères Guttin mettent Veysset en rapport avec Cadart, commandant du 8e bataillon de marche de la Garde nationale de Paris, qui accepte de seconder l'entreprise. Avec le dévoué Charles Chervet, commandant en second du 165e bataillon, il promet de lui livrer en temps opportun la poterne du Point du Jour et l'avancée où ce bataillon est de garde permanente, au sud-ouest de Paris.

Adrien Guttin étudie comment se rendre maître de l'état-major de la place Vendôme avec des hommes de Cadart. On prendra aussi la Préfecture, l'Hôtel de Ville et l'École militaire. Vaste programme...

Pendant ces négociations, l'énergique et habile Veysset s'est rendu à Versailles. Au retour, il annonce à ses amis que le gouvernement de Thiers renonce à opérer une puissante opération au sein même de Paris. Il vaut mieux : 1 - détacher le général Dombrowski de la Commune, car on le pense indigné par ce qui se passe tous les jours sous ses yeux[49] ; 2 - s'assurer, grâce à lui,

---

46. On a prétendu qu'il était un enfant naturel de Napoléon Ier.
47. Du Camp, 1878.
48. Forsans-Veysset, 1873.
49. Veysset aurait d'abord tenté d'acheter l'ex-lieutenant promu « général » Gustave Cluseret, délégué [ministre] à la Guerre (Montrevel, 1885). Échec. Celui-ci est rapidement révoqué le 1er mai et jugé pour trahison à la suite de la perte du fort d'Issy, laissé sans troupes (il couvrait la poterne du Point du Jour). Il est remplacé par un polytechnicien, le chef d'état-major Louis Rossel (démissionnaire), puis par le journaliste Charles Delescluze qui met en place les barricades (où il se fera tuer volontairement, boulevard Voltaire le 25 mai).

de l'achat de deux autres portes, la porte du Point du Jour ne convenant pas[50]. Comment le joindre ? Il faut s'aboucher avec le lieutenant Hutzinger, confident de Dombrowski. Durant le premier siège, il appartenait au 8e bataillon que commandait Cadart : il y a connu le garde Alphonse Guttin, notamment pendant la meurtrière sortie de Buzenval[51].

Comment dévoyer le général Dombrowski ?

Vers la mi-avril, pendant une reconnaissance que Dombrowski a poussée jusqu'au camp de Versailles, le général et son écuyer ont couru les plus grands dangers. Le courageux Hutzinger s'est fait distinguer de Dombrowski : il a été nommé aide de camp sur le champ. Veysset et Guttin, en apprenant cette promotion, félicitent chaudement leur nouvel allié, lui remettent 200 francs[52] pour arroser ses galons et l'accompagnent à la célèbre maison Godillot, pour lui commander un uniforme flambant neuf.

Les comploteurs se retrouvent au 28 de la rue Pigalle, dans un appartement vacant du 3e étage, mis à la disposition de M. Guttin par le concierge Müller : ce brave Alsacien, enfant d'une province depuis peu perdue, semble dévoué à la cause de l'Ordre. Pour déjouer la surveillance de la police, des personnes complaisantes fournissent une demi-douzaine d'appartements, dont le 29, rue de Madrid. Celui d'Alphonse Guttin, 3, rue de Douai, a une deuxième issue rue Pigalle.

Tout cela est bel et bon, mais, dès ce moment, Veysset est suspecté par la Commune : « On se garda bien de le mettre en surveillance, dans l'espoir qu'un filage [une filature] bien fait conduirait à des découvertes intéressantes[53] ».

L'essentiel pour notre Périgordin est de persuader l'aide de camp de Dombrowski de rendre le général favorable à un accord avec le gouvernement de Versailles. Tâche difficile car, selon Hutzinger, s'il existe bien une sourde inimitié entre Dombrowski et la Commune, le général n'a aucune confiance dans la parole du gouvernement de Thiers. Hutzinger exprime bien la pensée de son chef lorsqu'il dit : « Nous les foutrons tous à la porte. Alors Dombrowski sera le maître et il ne dépendra que de vous d'arrêter l'effusion de sang. »

---

50. Les portes de Passy et d'Auteuil restant aux mains des insurgés, leurs batteries prendraient en écharpe l'armée de Versailles et la décimeraient.
51. On dit Hutzinger courageux mais vénal et débauché. Ce Vosgien aurait fait la guerre de Sécession dans l'armée nordiste (http://lacomune.perso.neuf.fr). En janvier 1871, la sortie de Buzenval (Rueil-Malmaison) fut un échec (4 000 morts). Les Français ne tentèrent plus de mettre fin à l'encerclement prussien en effectuant de telles sorties. Le général Trochu (« participe passé du verbe trop choir », selon Victor Hugo) dut abandonner le commandement en chef de Paris au profit de Joseph Vinoy qui capitula dix jours plus tard devant les soldats de Bismarck.
52. Soit l'équivalent de 700 euros actuels environ.
53. Da Costa, 1904.

Fig. 6. Le général Dombrowski. Approché par G. Veysset, a-t-il ouvert les portes de Paris et éloigné leurs garnisons ? Caricature du Père Duchêne.

Toujours d'après Mme de Forsans-Veysset et Maxime Du Camp, Hutzinger se décide enfin à parler au général. Celui-ci accepte une première entrevue avec Veysset, à la fin avril 1871, entre deux et quatre heures du matin à l'hôtel de la place Vendôme, où siège son état-major. Hutzinger accompagne Veysset. Le général les accueille avec une relative bienveillance. Il avait offert ses services à la Commune avec l'espoir de fonder la République universelle : il est bien déçu.

À la seconde entrevue, le général « se déboutonne entièrement » et avoue : « Ces gens sont de boue et de sang, cruels et lâches. Hâtons-nous d'en finir. Au surplus, j'ai une garde dévouée. S'ils cherchent à me tendre un piège, je déclarerai la dictature et je les arrêterai tous [...]. Je croyais traiter avec la masse de la population, je me suis trompé et j'en suis puni... Partout je rencontre des lâches aux instincts de tigre et qui cependant fuiront à l'approche de Versailles. De moi, ami ou ennemi diront que je me suis vendu. Eh bien, oui ! Je me vends !... Dans ce jeu terrible, c'est ma tête que je risque ; je puis être fusillé, lâchement assassiné par derrière, il faut du moins que je laisse du pain à ma femme et à mes enfants.[54] » (fig. 6).

Volte-face, double jeu et guet-apens ?

Les espions de la Commune apprennent-ils ce revirement du général ? Le jeune substitut Gaston Da Costa se pose la question : « Le point important était de savoir si Dombrowski était au courant des agissements de son lieutenant. Ce mystère n'a jamais pu être complètement éclairci.[55] »

Las ! Prosper Lissagaray et Maxime Vuillaume fournissent une version toute différente. Au lendemain de cette entrevue nocturne, « Dombrowski avertit immédiatement le Comité de Salut public[56] et lui proposa de laisser entrer un ou deux corps d'armée versaillais qu'on écraserait avec des bataillons apostés. Le Comité ne voulut pas courir cette aventure, mais il ordonna à Dombrowski de faire suivre la négociation[57] ». Dombrowski jouait-il double jeu ?

Aujourd'hui, certains pensent aussi que « les espions de Versailles lui offrirent un million pour qu'il livrât une porte de Paris ; il proposa à la

54. Forsans-Veysset, 1873.
55. Da Costa, 1904.
56. Sans révéler toutefois par qui il avait été approché (Duret, 1880). Ce comité vient d'être créé le 28 avril 1871.
57. Lissagaray, 1896 ; Vuillaume, 1914.

Commune d'en profiter pour tendre un piège aux Versaillais, mais l'affaire en resta là[58] ».

Selon le récit de Mme de Forsans-Veysset, Veysset est confiant mais impatient : la partie des conjurés n'est pas gagnée. Le général exige des garanties. On discute la question des sauf-conduits et du paiement - comptant - des trois portes qu'il doit livrer aux soldats de Versailles.

Canons de Montmartre et premiers soupçons

Par l'intermédiaire de son ami le docteur Boudin, Georges Veysset, « habile et généreux comme ceux qui savent payer les consciences[59] », achète la complicité des artilleurs de Montmartre pour la somme de 10 000 francs[60] (fig. 7). Le 7 mai, Boudin, pour prouver à Veysset qu'il est le maître de la situation, encloue deux canons en sa présence.

Et bientôt, les batteries de la butte Montmartre font merveille... à rebours. Elles aiguisent l'ironie du *Gaulois*, de *La Liberté* et des autres journaux de l'Ordre : ils ne comprennent pas la cause du silence ou du tir mal dirigé de ces canons de la Commune. Au lieu des terribles ravages qu'ils pourraient causer à l'armée de Versailles, ils envoient, pendant des heures, leurs bordées en plein sur les fédérés de Levallois... Les communards flairent une trahison et chacun essaye de se défausser.

Dombrowski tergiverse. Pour payer comptant les portes qu'il livrera à Versailles, il refuse des traites sur Londres et sur Bruxelles. Il veut des billets de la Banque de France ou du papier sur la maison Rothschild de Francfort. L'affaire traîne. Les soupçons du voisinage s'éveillent et les entrevues doivent désormais se tenir dans une voiture de place conduite par le dévoué cocher Paul, sur la plaine de Courcelles. On rentre à Paris ensuite, chacun de son côté.

Fig. 7. Un canon de Montmartre. Soudoyés par G. Veysset, les artilleurs de la Commune tiraient sur les fédérés de Levallois...

Veysset conduit Hutzinger à Versailles. Selon Lissagaray, « Hutzinger accompagna Veysset à Versailles, vit Saisset qui s'offrit comme otage en garantie de l'exécution des promesses faites à Dombrowski. L'amiral devait,

58. Noel, 1978.
59. Du Camp, 1878.
60. Soit l'équivalent de 35 000 euros actuels.

certain soir, se rendre secrètement à la place Vendôme [...]. Barthélemy Saint-Hilaire détourna Saisset de cette nouvelle bévue[61] ».

Las ! À Versailles, Hutzinger a été reconnu par des espions de la Commune. Méfiant, le Comité de Salut public décide de faire surveiller par des civils Dombrowski et les autres généraux de la Commune « pour sauvegarder les intérêts de la Révolution [et] préserver le pays de la dictature militaire ». Le citoyen Dereure surveillera Dombrowski[62].

Complot éventé et traquenard

Eh bien oui ! Le complot est bel et bien éventé et, en secret, les conjurés sont espionnés et filés. Des mandats d'arrêt sont préparés contre eux à l'ex-préfecture de police. Il faut donc faire vite, d'autant que, depuis le 10 mai, Veysset a en mains une lettre de M. de Barthélemy-Saint-Hilaire. C'est un ordre écrit qui lui enjoint d'en « terminer avec Dombrowski coûte que coûte[63] ».

Le même 10 mai, Veysset reçoit un mystérieux billet sans signature assignant rendez-vous à Adrien Guttin et à lui-même, pour le lendemain à 9 heures, au café de Normandie, pour l'« affaire qu'il connaît bien ».

Fig. 8. La brave Mme Müller. Elle dénonça le complot de G. Veysset. Une concierge vue par Daumier.

Le café de Normandie ? Imaginez un mastroquet, au coin de la rue Joubert et de la rue Caumartin. Veysset et Adrien Guttin sont exacts au rendez-vous : personne. Ils repassent vers midi. Ils voient alors entrer deux individus à la mine suspecte. Guttin tire son revolver de sa poche et le pose sur la table en disant : « Que ces armes sont lourdes et gênantes ! » et il ajoute : « Décidément, on ne viendra pas. » Veysset s'éclipse. Puis Guttin reprend son arme et sort du café. Il est suivi par les « fileurs » qu'il parvient à dérouter.

Ouf ! Rentré chez lui, Veysset change de costume, s'affuble d'un chapeau tyrolien et, ainsi déguisé, sort de Paris. Il s'installe à Saint-Denis, hôtel du Lapin-Blanc. De là, il pourra continuer ses relations avec Hutzinger et avec ses amis, par l'intermédiaire de cette brave dame Müller, l'épouse du concierge du 28, rue Pigalle, et de deux courageuses jeunes filles, Victorine et Louise (fig. 8).

---

61. LISSAGARAY, 1896. Paris fourmille d'agents secrets qui travaillent à Paris et à Versailles « avec une facilité radieuse », tels le Dr Troncin-Dumersan, messager des ambassades et agent payeur, ou M. Dardenne de La Grangerie, informateur de Thiers (GUILLEMIN, 2001). Cette « nébuleuse de traîtrillons » intimide des officiers fédérés, place des espions (nobles, officier, prêtre) pour le renseignement, retarde les gros travaux (NOËL, 1978). Ils font souvent la navette avec Versailles ; Thiers les rétribue largement.

62. *Journal officiel de la Commune*, le 16 mai 1871.

63. Cette importante missive du 10 mai 1871, au ton impératif, ne sera jamais produite, une fois le calme revenu. Adrien Guttin l'aurait renvoyée par la poste à son auteur (VESINIER, 1892).

Premières arrestations

C'est par ces deux dernières qu'il apprend, le lendemain, l'arrestation de Mme de Forsans-Veysset dans la nuit du 11 au 12 mai, à deux heures du matin, et l'occupation de son appartement du 62 de la rue Caumartin par des *Vengeurs de Flourens*, escortant un commissaire. Conduite à l'ex-préfecture de police, elle a été mise au secret et prévenue que, si Georges Veysset ne vient pas en personne la réclamer dans les trois jours, elle sera fusillée.

Heureusement, une surveillante du dépôt de cette préfecture accepte d'informer Mme Guttin aîné de cette arrestation. Tout le monde est donc averti du danger de la souricière de la rue Caumartin.

Malgré la menace, Mme de Forsans-Veysset demeure jusqu'au 17 mai au dépôt. Ce jour-là, moyennant le versement de 3 000 francs à Frédéric Cournet, délégué à la Sûreté générale, elle est transférée à la prison Saint-Lazare et écrouée à la pistole parmi des femmes de sergents de ville et d'employés du gouvernement de Versailles[64].

La veille, Alphonse Guttin a été également arrêté. Un cocher, qui l'a conduit plusieurs fois avec Veysset et Hutzinger, le dénonce dans un moment d'ivresse.

Une souricière est alors établie 3, rue de Douai, seul domicile connu par ce mouchard. Le 16 mai, Alphonse Guttin, parvenu dans cette rue, aperçoit des gens à mine suspecte. Une véritable chasse à l'homme s'engage alors jusqu'à la rue du Faubourg-Montmartre. Alphonse Guttin, sans ralentir sa course, saute dans un omnibus. Malheureusement la voiture des deux poursuivants parvient à le rejoindre. Ils l'arrêtent, le conduisent au poste de la mairie du 5e arrondissement, face au Panthéon, où il passe la nuit. Il fait disparaître, en les mâchant et en les avalant, tous ses papiers secrets et efface sur son calepin les notes compromettantes. Il fait passer un message à sa famille : son frère Adrien pourra ainsi éviter le même sort et gagner un refuge sûr.

Le lendemain, Alphonse Guttin est conduit à l'ex-préfecture de police. Il nie tout et est mis au secret dans une cellule.

Dans mes bras, mon neveu...

Comment le sauver ? Un ami de la famille, M. Bourgeois, se rend auprès du juge d'instruction. Il lui annonce que son « neveu », M. Guttin, bon républicain, a été arrêté par erreur. Dès qu'Alphonse Guttin paraît, M. Bourgeois lui saute au cou et, l'embrassant avec effusion, lui dit : « Mon pauvre neveu, M. le juge d'instruction me fait espérer que tu vas pouvoir être

---

64. Du Camp, 1878 ; Vésinier, 1892.

relâché : on te prend pour un réfractaire. » Le prisonnier répond dans le même sens. Le juge ne prend pas la peine de consulter le dossier. Alphonse Guttin est bientôt libéré et court se cacher[65].

Le complot est donc éventé : Mme de Forsans-Veysset est arrêtée ; Alphonse Guttin, arrêté puis relâché, est forcé de se cacher comme son frère ; Veysset est confiné à Saint-Denis ; Dombrowski surveillé (et jouant probablement double jeu) ; Hutzinger reconnu à Versailles ; le 8e bataillon de Cadart mis dans l'impossibilité de prêter son appui.

Personne cependant ne désespère encore. La lettre de Barthélemy Saint-Hilaire, datée du 10 mai, enjoignant à Veysset d'en « terminer avec Dombrowski, coûte que coûte », soutient et stimule les énergies.

Dombrowski saute le pas

Enfin ! Le général se décide et s'engage à dégarnir de troupes toute la zone de défense qui lui est confiée, du bastion 65 au bastion 40, depuis la poterne du Point du Jour[66] jusqu'à la porte de Saint-Ouen (fig. 9)[67]. Une fois parvenu dans Paris, le gouvernement de Thiers payera à Dombrowski et à son état-major l'énorme somme de 1 500 000 francs[68] ; il leur accordera à tous un sauf-conduit qui leur permettra de sortir de la ville et de passer la frontière. Tout sera payé en billets de la banque de France ou en papier sur la maison Rothschild de Francfort. Soit 1 000 000 pour Dombrowski, 300 000 francs pour Hutzinger et ses amis, 200 000 francs pour divers bénéficiaires.

Fig. 9. Une porte de Paris. Elle comporte grilles, pont-levis, fossé et fortifications.

Dès le 14 mai, Dombrowski semble bien prendre des mesures efficaces pour assurer le succès de l'entreprise avec le concours du colonel Mathieu, nommé commandant supérieur de toutes les forces de la Commune postées dans le secteur concerné. Son impératif ordre du jour du 14 mai 1871 a tout prévu : « Toutes les troupes cantonnées dans cet endroit recevront les ordres du général par l'intermédiaire du colonel Mathieu. Tous les ordres de mouvements de troupes, les bons de vivres, de munitions et d'habillement ne seront valables que timbrés du cachet

65. Forsans-Veysset, 1873.
66. Juste en rive droite de la Seine, au sud-ouest de Paris.
67. Au nord de Paris. Vesinier, 1892.
68. Soit l'équivalent de 5 500 000 euros actuels.

du 4e régiment et signés par le colonel Mathieu. Tous conseils de guerre et conciliabules d'officiers sont interdits. Les ordres émanant d'en haut seront exécutés sans aucune observation. Ils seront transmis par des voies régulières, à savoir par l'état-major de la 1re armée ou par le colonel Mathieu. Toute contravention sera regardée comme crime de trahison et les coupables seront traduits immédiatement devant un conseil de guerre ».

Ainsi, « sans hésitations ni murmures », les fédérés doivent ouvrir toutes grandes à l'armée de Versailles les portes du sud-ouest de Paris : le Point du Jour, Passy et Auteuil.

Veysset et Hutzinger trahis par la pipelette

Le 15 mai, tout est quasi prêt. Hutzinger doit rejoindre Veysset à Saint-Denis, à l'hôtel du Lapin-Blanc, afin de se rendre avec lui auprès de Barthélemy Saint-Hilaire. Celui-ci doit lui faire rencontrer le général Jean-Louis Borel, chef d'état-major du maréchal de Mac-Mahon.

La veille, Veysset a eu, avec Thiers et Barthélemy Saint-Hilaire, une entrevue de nuit à Versailles[69]. Il a dû y coucher. Il ne peut arriver à Saint-Denis que vers trois heures de l'après-midi. Hutzinger a perdu patience et vient de partir. Veysset est contrarié et dépêche Mme Müller, la brave concierge, à Hutzinger : il lui donne rendez-vous pour le surlendemain, 17 mai.

Ce jour-là, l'imprudence d'Hutzinger manque de tout compromettre. Il vient au rendez-vous, dans son brillant uniforme d'aide de camp, sur un superbe cheval arabe. Il est arrêté par un officier fédéré, légèrement aviné et ayant le vin soupçonneux. Traité de mouchard, il va être conduit devant le Comité central. Mais, en chemin, il rencontre un ami, officier de Dombrowski. Il obtient d'être conduit auprès du général. Celui-ci reçoit fort mal les gardes et se plaint vertement au Comité de Salut public de l'injure faite à son aide de camp. Il délivre à Hutzinger un sauf-conduit, visé par le Comité, lui permettant de sortir de Paris et d'y rentrer à toute heure du jour ou de la nuit, par la porte de son choix.

Ouf ! Hutzinger peut rejoindre Veysset le lendemain, 18 mai. L'entrevue est décisive : l'accord est conclu pour le 20 mai au plus tard. Ce jour-là, de bon matin, Veysset apportera à Hutzinger 20 000 francs[70] à titre d'arrhes et les sauf-conduits nécessaires au général, à Hutzinger et aux autres officiers de l'état-major.

C'est le dimanche 20 mai que Veysset retrouve Hutzinger. Non à l'hôtel du Lapin-Blanc de Saint-Denis, mais, sur l'étrange conseil de

---

69. Forsans-Veysset, 1873.
70. Soit l'équivalent de 70 000 euros actuels.

Mme Müller, sur le terrain « neutre » de la plaine Saint-Ouen (aujourd'hui entre le marché aux puces et l'hôpital Bichat), placé sous la protection de l'armée prussienne. Le commandant prussien a assuré Veysset de la neutralité de ses troupes, mais, avec la Commune, il ne répond de rien. D'ailleurs, dans la soirée du 19 mai, un envoyé du gouvernement a fait dire à Veysset « de ne pas trop s'exposer ».

Hélas ! La femme Müller a trahi Veysset et ses amis. Elle a entendu parler des fortes sommes promises à Dombrowski et aux autres. Pour elle, rien. La traîtresse s'est décidée à livrer les conjurés à la Commune.

Les comploteurs sous les verrous

Le samedi 20 mai, à l'aube, Dombrowski et Hutzinger prennent leurs dispositions. Hutzinger se rend aux trois portes qu'occupent les troupes sous le commandement direct de Dombrowski. Si l'on en croit Mme de Forsans-Veysset[71], il fait retirer les artilleurs et leur enjoint de cesser le tir. Il ordonne le repli des bataillons de fédérés qui gardent les avancées. On laisse les ponts-levis baissés, afin, prétend-il, que le général en chef, qui doit aller en reconnaissance, puisse rentrer sans entraves par une des portes. Le colonel Mathieu est chargé de l'exécution de ces ordres.

Cela fait, Hutzinger, toujours monté sur son cheval arabe, se rend à Saint-Ouen. Aux avant-postes, il rencontre Georges Veysset, qui arrive dans le coupé d'Oscar Planat, ancien député de Cognac. Veysset lui remet ses sauf-conduits et lui montre les 20 000 francs, « prévus pour les premiers frais de départ et qui doivent être remis à Dombrowski dès l'entrée des Versaillais dans Paris[72]. Hutzinger lui confirme les dispositions prises avant son départ de Paris : « Fort bien, répond Veysset, maintenant nous n'avons plus qu'à partir. Veuillez prendre place dans la voiture. »

Hutzinger décline l'invitation : il a son cheval tout près. Veysset l'accompagne. Plusieurs hommes à mine suspecte s'approchent, sous prétexte d'allumer un cigare. Tout à coup le cocher d'Oscar Planat hurle : « Monsieur, Monsieur, on arrête votre ami, sauvons-nous ! » Planat, très myope, ne peut rien distinguer, mais son cocher lui crie de nouveau : « Monsieur, montez vite, on court sur nous. Nous sommes perdus, si vous ne remontez pas, je fouette. » Les fédérés saluent ce départ d'une décharge de revolvers. Arrivé à Versailles, Planat informe Thiers et Barthélemy Saint-Hilaire.

---

71. Forsans-Veysset, 1873.
72. Du Camp, 1878.

Veysset est donc arrêté. Outre des papiers compromettants, il porte sur lui les 20 000 francs[73]. Il est très connu de quelques membres de la Commune qui le considèrent « comme leur adversaire le plus redoutable ». Il est conduit à l'ex-préfecture de police. Hutzinger est appréhendé lui aussi et écroué, en sa qualité d'officier, à la prison du Cherche-Midi.

Cependant, aux remparts, on exécute les ordres que l'aide de camp a transmis le matin aux troupes échelonnées de la poterne du Point du Jour à la porte Wagram, au contact du fossé des fortifications. Les remparts sont dégarnis d'artillerie et de défenseurs[74]. En face, tout près, les forts avancés et les villes voisines sont aux mains des Versaillais.

Paris s'ouvre aux Versaillais

Dimanche 21 mai 1871. C'est l'attaque. Les chefs de l'armée de Versailles, ignorant les mesures prises pour leur livrer les portes, ouvrent le feu. Toutes les batteries versaillaises, du Mont-Valérien à Bicêtre, tirent sur l'enceinte[75]. Les canons tonnent et les grosses balles de plomb des chassepots vrombissent dans l'air.

Le hasard fait intervenir Jules Ducatel, conducteur des Ponts et Chaussées à Passy, « mouchard amateur » selon Lissagaray. Il se rend compte que les bastions autour de la poterne du Point du Jour sont laissés sans défenseurs. Il agite un linge blanc fixé à un râteau, en criant, en face, au capitaine de frégate Trève : « Venez, il n'y a personne[76] ». Ce marin breton, venu en curieux, entre le premier, avec un sergent, sous les obus, en passant sur une planche du pont-levis mis à mal par le bombardement. Il informe les soldats du 37e de ligne tout proches, qui télégraphient à Mac Mahon et à Thiers[77].

À 16 heures, les lignards du général Félix Douay s'emparent aisément de la porte de Saint-Cloud, dans le prolongement de l'avenue de Versailles, et des deux bastions voisins[78]. Le gros des pantalons rouges entre par les trois portes du Point du Jour, d'Auteuil et de Passy, comme prévu. La surprise est totale. Tout le bel ouest de Paris est vite envahi (fig. 10).

Triomphant, Thiers télégraphie la dépêche suivante : « La porte de Saint-Cloud vient de s'abattre sous le feu de nos canons[79] ». Tout à sa victoire,

---

73. « Une somme de vingt mille francs en billets de banque, placée dans la poche gauche de son vêtement. Cette somme est nécessairement tombée dans les mains de ceux qui l'ont fait prisonnier », témoignera O. Planat le 24 juillet 1871.
74. Un certain Lefrançais s'en est rendu compte dans la nuit du 20 au 21 mai et a prévenu Delescluze. Les généraux de la Commune sont informés (Michal et Guillemot, 1974, p. 190-191).
75. Rougerie, 1988.
76. Ducatel y gagnera la Légion d'honneur, 100 000 francs (fruits d'une souscription), puis un poste de percepteur à Melun.
77. Halévy, 1889, p. 51-58.
78. Claretie, 1877.
79. Claretie, 1877.

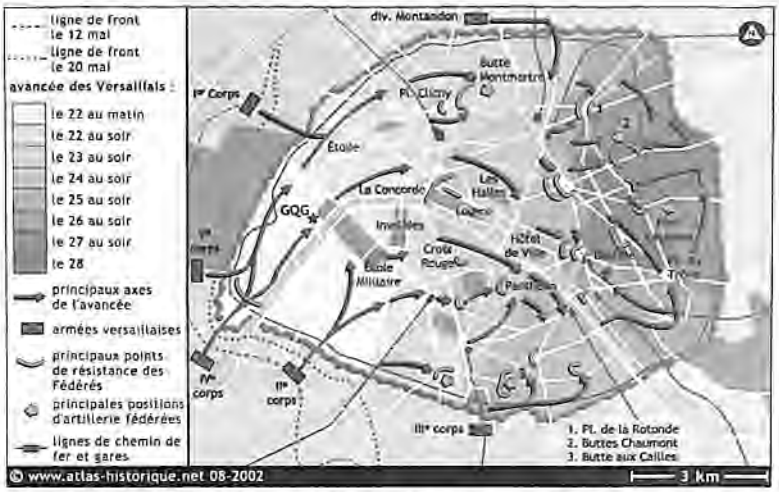


Fig. 10. La prise de Paris par les Versaillais. Durant la « Semaine sanglante », elle se fait d'ouest en est, à partir des portes du sud-ouest de la capitale, trouvées ouvertes.

il travestit la vérité ; vis-à-vis des Prussiens et du droit, « il valait mieux ne pas laisser dire que les vainqueurs entraient par la petite porte[80] ».

Le hardi Veysset et ses amis n'avaient-ils pas, en exposant leur vie, préparé les voies à cet événement ? L'avenir allait réserver de grandes déceptions aux survivants de ce complot...

L'aide de camp s'échappe et retourne en prison...

L'aide de camp Hutzinger est transféré du Cherche-Midi à l'ex-préfecture de police. À 8 heures du soir, c'est un grand remue-ménage. Le prisonnier, abandonné dans une des cours, saute sur un cheval et s'évade. En chemin, il apaise les inquiétudes d'un colonel soupçonneux avec une bouteille de Champagne qu'ils vident fraternellement chez le marchand de vin. Il se réfugie chez une demoiselle de la rue Cadet.

Il se livre aux Versaillais et réclame au général Jean-Louis Borel le sauf-conduit qui lui avait été promis. Refus. On ne le connaît pas et il est écroué comme tous les autres insurgés. Son procès s'instruit lentement : quatorze long mois.

Lors de l'instruction, Me Édouard Roux, avocat, compatriote et ami de Veysset, adresse une réclamation au rédacteur en chef de *Paris-Journal* au nom des frères Guttin. Elle confirme le complot : « Une des clauses essentielles de la convention intervenue entre le gouvernement de Versailles et cet "illustre

80 Flaux, 1879.

général" [Dombrowski] était le versement préalable de 20 000 francs entre les mains de l'aide de camp [...]. La somme n'a pas été restituée à ceux qui l'avaient prêtée [...], gens dévoués, qui jouaient tout à la fois leur fortune et leur vie dans cette entreprise. »

Le procès de Hutzinger n'aura pas lieu. Après la Semaine sanglante, la veuve Veysset demandera à l'amiral Saisset la libération de l'aide de camp. Elle réclame « l'exécution d'une promesse sacrée [...]. Il est juste qu'il soit relâché, c'est un engagement pris par les représentants du Gouvernement ». Ce sera fait.

Hutzinger commencera une brochure de réfutation, se fera mouchard des proscrits. Brûlé, il passera à Londres, en Belgique[81], puis, peut-être au service de Bismarck[82].

Veysset fusillé. Paris jonché de cadavres

Mme de Forsans-Veysset est toujours sous les verrous de la Commune. Le mardi 23 mai, le directeur de Saint-Lazare reçoit un ordre du Comité de Salut public, signé de Dupont et Rigault, lui ordonnant de la faire fusiller. Il déchire l'ordre : Mme de Forsans-Veysset lui a promis de témoigner de sa généreuse conduite en haut lieu.

Le lendemain, le malheureux Veysset est fusillé sur le Pont-Neuf, comme on l'a dit plus haut, et Saint-Lazare est pris par les troupes de Versailles.

Le jeudi 25 mai Alphonse Guttin vient libérer la prisonnière. Il lui apprend la funeste nouvelle : « Veysset s'attendait à être fusillé, lui dit-il, et il répétait souvent : "Ils me fusilleront parce que l'armée entrera dans Paris, mais je ne dirai rien" ».

Les frères Guttin sont atterrés. Ce même jour, Thiers adresse une circulaire aux préfets : « Le sol est jonché de cadavres. Le spectacle est affreux. Il servira de leçon. Grâce à la sagesse de nos généraux, il n'y a pas eu de pertes[83] ».

Enfin, le dimanche 28 mai 1871, le maréchal de Mac-Mahon proclame par voie d'affiches : « La lutte est terminée ; l'ordre, le travail et la sécurité vont renaître. »

Cette brave Madame Müller...

Amenée devant le Comité par ceux qui avaient arrêté Veysset, la femme Müller avait jeté le masque et déposé contre lui : « S'il m'avait donné ce matin

---

81. Lissagaray, 1896.
82. http://lacomune.perso.neuf.fr
83. Il parle de ses soldats. Les pertes de l'armée versaillaise sont de 877 tués et 6 500 blessés.

les 10 000 francs que je lui demandais, je ne l'aurais pas fait arrêter ». Ferré avait alors déclaré au juge Würth : « Cette femme est une rude canaille, mais elle nous rend bougrement service. »

Les frères Guttin déposent une plainte contre elle, dès le 28 mai : « La conduite indigne de la femme Müller mérite un châtiment exemplaire. Sa culpabilité est établie par le témoignage de tous les gardiens du dépôt de la préfecture [...]. Nous soupçonnons le mari, M. Müller, d'avoir été complice du guet-apens. »

Dès le lendemain, le concierge Müller se répand en jérémiades auprès d'Adrien Guttin : « Je suis rentré chez moi hier, trouvant ma femme bien malade. Les gredins m'ont tout volé ; je n'ai plus aucun papier qui puisse constater mon identité et je n'ose pas sortir. J'aurais un pressant besoin de vous parler [...]. Trois officiers fédérés sont venus à la préfecture [...]. Ils me cherchèrent dans tous les couloirs, le chassepot à la main, pour me fusiller [...]. Mais, grâce à Dieu, j'étais échappé. »

La plainte des frères Guttin n'aboutira pas et l'on dit même que la femme Müller recevra 10 000 francs.

Le général Dombrowski, mort en héros ?

Qu'est devenu Dombrowski dans tout cela ? Le général voit Paris envahi par les Versaillais. Les fédérés, l'épaule droite noire de poudre, reculent de barricades en barricades devant l'armée de Mac-Mahon et livrent les monuments aux flammes du pétrole (fig. 11).

Fig. 11. Les incendies de Paris. Georges Veysset fut fusillé sur le Pont-Neuf le 24 mai (flèche).

Selon Maxime Du Camp, « se croyant trahi par Veysset, désespéré de se sentir abandonné, se voyant soupçonné par les officiers qu'il avait associés à son œuvre », Dombrowski voudrait gagner les lignes prussiennes et quitter la France. « Pâle et triste », il se voit déshonoré [84]. Il est conduit à cheval à l'Hôtel de Ville. Ses qualités font taire les soupçons et, après des excuses, il recouvre la liberté [85].

Magnifique, tout de noir vêtu et indifférent aux balles, le voici le 23 mai, devant la barricade de la rue Myrha [86] :

84. Gastyne, 1871.
85. Fiaux, 1879.
86. Du prénom de la fille d'un certain Biron, alors maire de Montmartre (de 1843 à 1848). À l'angle du segment sud du boulevard d'Ornano, devenu depuis le boulevard Barbes.

« À croire qu'il cherche à se faire tuer dans le feu de l'action[87] ». Il tombe bientôt de son beau cheval noir, atteint au bas-ventre ou « au creux de l'estomac[88] » par une balle, « tirée par une femme[89] » ou par trois balles dans la poitrine[90]. Immédiatement hospitalisé à l'hôpital Lariboisière, il succombe après une agonie de deux heures en déclarant : « Voilà comme on meurt lorsqu'on est trahi ![91] » ou (ce qui est bien différent) « Ils m'accusent de les avoir trahis[92] ». Pour Léonce Dupont, « il chercha une fin relativement glorieuse sur une barricade[93] ». Devant les députés, l'amiral Saisset, lui, ira jusqu'à accuser : « Dombrowski a été tué par ceux auxquels il avait promis une portion de l'argent qu'on devait lui donner[94] ».

Fig. 12. Le dernier combat au Père-Lachaise le 27 mai. Le général Dombrowski a été tué le 23 et les communards lui ont rendu les honneurs en ce lieu.

Le lendemain, son corps est porté au cimetière du Père-Lachaise par un membre de la Commune, quelques officiers, le frère du défunt et un piquet d'honneur pour celui « sur lequel les Versaillais ont tenté de jeter le discrédit et la suspicion[95] ». « Là, au son du canon qui grondait, du pétillement de la fusillade qui éclatait de toutes parts, à la lueur fauve de l'incendie qui se propageait [...], en confiant les restes mortels de Dombrowski à la terre, on procédait aux funérailles de la Commune[96] » (fig. 12).

L'ardoise des frères Guttin

Les frères Guttin voudraient bien rentrer dans leurs fonds. Ils adressent à l'amiral Saisset et à Barthélemy Saint-Hilaire de nombreuses lettres.

Résumons. À l'attention de Barthélemy Saint-Hilaire, dès le 15 juin, Alphonse Guttin fait le compte minutieux des frais engagés « pour la cause de l'Ordre ». Ils sont de 36 180 francs[97] : 1 - 10 000 francs pour les

87. Vautrin, 2001.
88. Du Camp, 1878.
89. D'après le député périgordin bien-pensant Martial Delpit, rapporteur de la commission d'enquête sur l'insurrection du 18 mars et futur vice-président de la SHAP (Delpit, 1872 ; Valadès, s. d.). C'est aussi ce que disaient les fédérés lors de ses obsèques. D'autres accusèrent le sergent Casanova du 45e régiment de marche (Du Camp, 1878).
90. Gastyne, 1871.
91. Forsans-Veysset, 1873.
92. Du Camp, 1878 ; Vautrin, 2001.
93. Dupont, 1881.
94. *Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars*. Déposition des témoins, p. 317.
95. Michal et Guillemot, 1974.
96. Du Camp, 1878.
97. Soit l'équivalent de 120 000 euros actuels.

canonniers de Montmartre ; 2 - 20 000 francs pour Hutzinger et pour l'état-major de Dombrowski (somme saisie par les communards sur Veysset) ; 3 - 2 900 francs, pour le commandant Cadart du 8e bataillon, les officiers, gardes et autres citoyens gagnés à la cause de l'Ordre ; 4 - 3 000 francs pour les familles du général Dombrowski et de l'aide de camp Hutzinger (pour quitter Paris) et autres frais ; 5 - 280 francs pour la location par MM. Guttin de divers appartements et frais divers.

Ce n'est pas tout. Dans ces débours ne figurent pas les pertes subies directement par Mme Veysset, à son domicile, et par Alphonse Guttin lors de son arrestation. Ce dernier avait quelques fonds sur lui et son appartement a été incendié. Selon les Guttin, tous ces frais ont été engagés pour la patriotique mission dont M. Veysset était chargé par l'entourage de Thiers.

Barthélemy de Saint-Hilaire : Moi, j'avais désapprouvé...

Le 16 juin, Barthélemy Saint-Hilaire adresse un rapport ambigu à Thiers. Il chante les louanges de Veysset, reconnaît son action, tout en la minimisant et même en la désapprouvant. En résumé : 1 - Veysset a cherché à faciliter la prise de Paris. Il est « un de ceux qui ont montré le plus de zèle et qui se sont approchés le plus près du but » ; 2 - Il s'est mis en rapport avec un aide de camp ; 3 - Il a fait de regrettables avances d'argent alors que « j'avais désapprouvé ce procédé et je n'avais autorisé aucune dépense de ce genre ».

Barthélemy Saint-Hilaire a oublié sa lettre du 10 mai 1871, qui enjoignait à Veysset d'en « terminer avec Dombrowski coûte que coûte ». Tout de même, pour les frais entraînés par l'intervention du Périgordin, il propose une forte somme : 15 000 francs[98].

Ce rapport est approuvé par Adolphe Thiers, président du Conseil, chef du Pouvoir exécutif de la République française. La somme est encaissée par les frères Guttin le 19 juin. Dès le 23 juin, Adrien Guttin se rend à Versailles avec Mme Veysset, pour réclamer le remboursement des débours excédant ces 15 000 francs : « La réception de M. B. Saint-Hilaire a été très gracieuse, mais il n'y a encore rien de déterminé... »

L'amiral se défile aussi...

Le 10 juillet, Barthélemy Saint-Hilaire continue à renâcler et écrit à l'amiral Saisset : « J'ai toujours désapprouvé les paiements qui ont pu être faits par le malheureux M. Veysset et par ces Messieurs. J'ai fait ce que j'ai pu pour les empêcher d'entrer dans cette voie. »

---

98. Soit presque l'équivalent de 60 000 euros actuels.

Le 15 juillet, l'amiral écrit à Alphonse Guttin. C'est une courtoise fin de non-recevoir, assorti d'une peu coûteuse promesse de médaille ou de diplôme : « Je regrette de ne pouvoir mieux. Veuillez dire à Mme veuve Veysset toutes mes sympathies et mon ardent désir de la voir l'objet d'une récompense nationale. »

Sans doute Alphonse Guttin insiste-t-il encore. La lettre du 24 juillet qu'il reçoit de l'amiral met un terme brutal à ses demandes : « Obligé d'aller tous les matins à Versailles, pour les séances de la commission de réorganisation de l'armée, et très occupé à suivre les discussions de la Chambre, je n'ai pas un moment à moi. »

Alphonse Guttin saisira l'avocat périgordin Édouard Roux de l'affaire. Sans succès...[99].

Une « veuve » désabusée. Des amis dédommagés

Après ce semi-échec, la veuve Veysset se retire, comme on dit, sur l'Aventin : « Le public a en mains les pièces du procès, c'est à lui à se prononcer. Qu'il nous soit permis, en terminant, de regretter l'oubli dans lequel est tombé le nom de celui qui a le plus contribué à la chute de cette folle et sanglante anarchie de soixante-dix jours, qui a rendu à la France Paris mutilé, Paris que l'invasion prussienne avait à peine effleuré pendant un douloureux siège de quatre mois ! »

Adolphe Thiers, par l'intermédiaire de l'amiral Saisset et de Barthélemy Saint-Hilaire, « qui goûtait fort ces combinaisons de police[100] », avait, sinon ordonné et commandité[101], du moins suivi avec intérêt l'action de Veysset et de ses compagnons, qui, si l'on en croit le récit de Mme Forsans-Veysset, permit l'entrée des Versaillais dans Paris, mais coûta la vie à Veysset.

Les comploteurs obtinrent donc, outre de bonnes paroles, un gros dédommagement - semblant bien confirmer le rôle de Veysset. Très lucide, l'ex-communard Gaston Da Costa concluait en 1904 : « Thiers se trouva dégagé par la disparition d'un agent qui avait eu la sottise de se laisser prendre et fusiller. Après longue résistance, il consentit à payer 15 000 francs[102]. La veuve en demandait 32 000 sur note visiblement grossie. De là son mécontentement et la brochure qu'elle signa. »

---

99. Selon Lissagaray (1896), « la société Veysset aurait essayé de faire chanter l'amiral qui finit par l'envoyer promener ».
100. Il avait rémunéré d'autres complots, notamment la conspiration des « brassardiers » qui, durant la Semaine sanglante, sortirent dans les rues, porteurs de brassards tricolores, pour aider les Versaillais et dénoncer les Communards (Noël, 1978 ; Da Costa, 1904).
101. La fameuse lettre de Barthélemy Saint-Hilaire du 10 mai, ordonnant de « traiter avec Dombrowski coûte que coûte », renvoyée à l'auteur par Guttin, ne fut pas retrouvée, le calme revenu (Vesinier, 1892).
102. 15 000 francs or correspondent à presque 50 000 de nos euros.

Le Périgordin Veysset avait-il réussi ?

Georges Veysset avait-il réussi dans son entreprise de convaincre le général Dombrowski de laisser Paris ouvert aux Versaillais ? Trois hypothèses peuvent être avancées à un premier examen :

Hypothèse 1. Dombrowski, approché par Veysset, a trahi la Commune et a ordonné l'abandon des remparts et des portes.

Dombrowski a trahi la Commune. L'action de Georges Veysset a permis ou du moins facilité l'entrée des Versaillais dans Paris, accomplissant « une étrange mission de Thiers [103] ». « *His chief agent was Georges Veysset. Veysset had been thinking of this plan since the beginning of April* [104] », « *Veysset seems to have approached Dombrowski with Thiers' bribe* [105] ». Veysset est « détenu comme agent versaillais [106] » et, avant son exécution, Veysset « réclame son or, l'or de la trahison [107] ».

C'est aussi l'avis de la veuve Veysset [108], de l'amiral Saisset, commanditaire, et de Maxime Du Camp [109]. Pour ce dernier, « le général fédéré avait fait son arrangement avec Georges Veysset [...] et la tentative de Georges Veysset ne se produisit que peu de jours avant le dénouement qu'elle hâta ».

Pour eux, Dombrowski a bien fait le nécessaire. Il a dégarni le front sud-ouest de l'enceinte ; le général Borel, chef d'état-major de Mac-Mahon, a été prévenu que la garde a été abandonnée. Tout cela semble être confirmé, devant la *Commission d'enquête sur l'insurrection du 18 mars*, par l'amiral Saisset, l'instigateur : « Dombrowski croyait tout à fait à l'exécution de son projet, car il fait retirer la majeure partie de ses troupes. Quand on s'est présenté, comme par hasard, à une des portes, celle où est venu l'ingénieur Ducatel, il n'y avait plus personne depuis quarante-huit heures [110] ». Pris de remords, le Polonais se serait-il fait tuer sur une barricade ? C'est ce que laisserait soupçonner une phrase bien étrange de Raoul Dubois, auteur très favorable à la Commune : « Dombrowski est atteint alors qu'il *rallie* les fédérés pour une attaque [111] ».

---

103. Faucher, 1969, p. 340.
104. Jellinek, 1965, p. 271. « Son chef était Georges Veysset. Veysset pensait à ce plan depuis le début d'avril ».
105. Christiansen, 1969, p. 342. « Veysset semble avoir approché Dombrowski avec un pot-de-vin de Thiers ».
106. Duret, 1880.
107. Deffoux, 1932.
108. Forsans-Veysset, 1873.
109. Du Camp, 1878, t. 2, p. 102 et 254.
110. Du Camp, 2, 1883, p. 261-262.
111. Dubois, 1991, p. 145.

Le Périgordin Martial Delpit, à la fois chartiste, historien et homme politique, fut le rapporteur de cette *Commission d'enquête*. Il fait crûment du général un agent double : « Dombrowski mangeait aux deux râteliers [112] ».

Pierre Vésinier, ancien communard, membre du Conseil de la Commune et directeur de son *Journal officiel*, a voulu démontrer, très longuement [113], que Dombrowski a bien négocié avec Veysset. C'est ce que prouvent, écrit-il, les aveux de trois anciens membres de la Commune (Gabriel Ranvier, Charles Gérardin et Anthime Dupont), la déposition de l'amiral Saisset et le livre de Mme Veysset. En fait, ajoute-t-il, Thiers, « le nain féroce qui avait tissé jusqu'au bout cette horrible trame », voulait s'emparer des portes sans payer le prix convenu.

Hypothèse 2. Dombrowski, approché par Veysset, a refusé de trahir la Commune.

Dombrowski n'a pas trahi : « Monsieur Thiers espéra toujours (mais en vain) que les portes de Paris lui soient livrées à prix d'argent. L'un des principaux espions de Versailles fut Georges Veysset [...]. L'amiral Saisset [le] chargea vainement de corrompre Dombrowski, général de la Commune [114] ».

L'assaut a été prévu pour le 22 ou le 23 mai [115]. L'enceinte est balayée par les obus versaillais et la porte de Saint-Cloud est ravagée par le tir de la puissante batterie de Montretout : la position n'est plus défendable. Au Point du Jour, « les remparts sont complètement dégarnis, la porte et le pont-levis abattus par l'artillerie [116] ». Les ruines « formaient une espèce de pont naturel [117] ». Au bastion n° 66, abandonné sous le feu, les fusiliers marins du 4e corps du général Félix Douay trouveront un message d'abandon : « Sans secours de personne, la position est intenable, je pars. Le capitaine. »

Pour G. Laronze [118], le général aurait été, comme d'autres de son état-major, l'objet de sollicitations, mais « les complaisances de Dombrowski n'ont jamais été démontrées ». Un ordre d'évacuation de sa part aurait provoqué la méfiance des chefs de la Commune et mieux vaut invoquer l'insouciance du commandement et la fatigue des bataillons. Bombardée, la garnison a donc opéré un recul stratégique : « Depuis deux jours déjà, les fédérés avaient reculé jusqu'à la seconde ligne de défense, disposée très peu en arrière des fortifications [...]. La seule faute commise fut dans la confiance où l'on était

---

112. Delpit, 1872 ; Valades, s. d. Le vice-amiral Léon Martin Fourichon, de Thiviers, n'intervient pas dans cette affaire. Il a quitté le ministère de la Marine et des Colonies le 19 février 1871 et n'y redeviendra qu'en 1876 et 1877. Pendant la guerre, il avait protégé les transports de troupes venant d'Algérie puis bloqué la flotte prussienne en mer du Nord.
113. Vésinier, 1892, p. 162-320.
114. Dreyfus, 1928 ; Zdrada, 1973, p. 402.
115. Rougerie, 1997.
116. Rials, 1985.
117. Thiers, 1871, p. 153.
118. Laronze, 1928.

que les Versaillais n'étaient point encore prêts à tenter l'assaut, de n'avoir point maintenu sur le rempart les sentinelles nécessaires[119] ».

Le 21 mai, Ducatel avertit les Versaillais que les bastions sont sans défenseurs. Une avant-garde s'empare des portes[120]. Dombrowski écrit alors à la Commune : « La porte de Saint-Cloud a été franchie. Je rassemble mes forces pour les attaquer [...]. Rien n'est perdu encore[121] ». En réalité, 70 000 hommes ont commencé à entrer avant que la nuit fut tombée[122].

Hypothèse 3. Dombrowski, approché par Veysset, a fait mine d'accepter ses conditions et s'est empressé de prévenir la Commune.

Dombrowski était intègre, fidèle à la Commune mais habile, selon le *Vermersch-Journal* d'Eugène Vermesch, réfugié à Londres[123]. Sur cette feuille, le brave Gabriel Ranvier, ancien membre du Comité de Salut public, écrira : « Dombrowski vint aussitôt nous avertir [...] ; il s'occupa, dès ce moment, des avantages militaires qu'il pourrait en tirer contre nos ennemis [...]. Il est mort avec le courage qui lui était si connu. Puisse ces quelques lignes effacer ce que les accusations de M. Saisset ont d'offensant pour sa mémoire[124] ».

Des auteurs modernes concluent : « Il proposa à la Commune d'en profiter pour tendre un piège aux Versaillais, mais l'affaire en resta là[125] » ou encore « Thiers essaya de l'acheter, mais Dombrowski fit arrêter l'émissaire espion[126] ». Tout récemment, sous une plume très érudite, il est signalé que « Georges Veysset était un agent versaillais particulièrement chargé de ce type d'opérations [retourner de hauts personnages de la Commune]. Il est certain aussi que Dombrowski fut sollicité. Mais lui - sa mort le montre assez - ne dut pas céder, si certains de ses proches purent être sensibles aux deniers de la trahison[127] ».

Et aujourd'hui ?

Que conclure ? Il nous apparaît que l'on ne peut accepter l'hypothèse 1, telle que la présente le livre de la « veuve » Veysset et ses continuateurs, non exempts de préoccupations financières.

Dès lors, Dombrowski n'aurait pas trahi et, même, aurait peut-être essayé de tromper l'agent Veysset et les Versaillais, voire de les attirer dans

---

119. Da Costa, 1904.
120. Rougerie, 1997.
121. Michal et Guillemot, 1974.
122. Laronze, 1928.
123. Vermesch avait été le co-fondateur avec Maxime Vuillaume du *Père Duchêne*, un des journaux les plus lus de la Commune.
124. Du Camp, 1878, p. 96, note 1 ; Lissagaray, 1929.
125. Noël, 1978.
126. Dubois, 1991.
127. Rials, 1985, p. 337.

un guet-apens. Le général ayant péri durant la Semaine sanglante, nous ne pouvons trancher entre les hypothèses 2 et 3. Dans cette Commune devenue mythique, tout à la fois magnifiée et occultée, le général fait aujourd'hui, sans conteste, figure de héros[128].

Quant à Adolphe Thiers - Monsieur Thiers, comme on dit -, il a donné son nom, dans presque chaque ville de France, à une rue, une avenue, une place voire à un square. On célèbre ainsi, évidemment, moins les terribles massacres de la Semaine sanglante que le redressement de la France qu'il conduisit ensuite, avant de devoir démissionner, deux ans plus tard, au profit de Mac-Mahon.

Et Georges Veysset ? Son aventure a été oubliée. N'avait-il pas réussi, du moins en partie ? Deux faits semblent le confirmer : 1 - il a été fusillé comme un traître par la Commune ; 2 - ses amis ont reçu une très forte somme (dédommagement ou récompense ?) de Thiers.

Tout se perd dans les fumées des incendies et des fusillades de la Semaine sanglante et « les révolutions sont des temps où, selon Joseph Joubert, le pauvre n'est pas sûr de sa probité, le riche de sa fortune et l'innocent de sa vie ».

Mais que Georges Veysset ait agi ou non sur ordre de Barthélemy de Saint-Hilaire ou de son propre chef, qu'il ait pu ou non rallier à sa cause le général Dombrowski, qu'il ait réussi ou non à faire ouvrir les portes de Paris aux Versaillais, et quelle que soit l'opinion que l'on ait sur la Commune et sur l'action des Versaillais, tout cela n'enlève rien à la hardiesse de l'entreprise de l'aventureux Périgordin.

Ni à la phrase de Victor Hugo : « Cette Commune est aussi idiote que l'Assemblée est féroce. Des deux côtés, folie. Mais la France et la République s'en tireront. » (*Choses vues*, 9 avril 1871)

B. et G. D.[129]

Bibliographie

CLARETIE (J.), *Histoire de la révolution de 1870-1871*, Paris, Librairie illustrée, 1877.
CHRISTIANSEN (R.), *Paris Babylon: the story of the Paris Commune*, éd. Viking, 1995.
DA COSTA (G.), *La Commune vécue*, t. II, Paris, éd. Ancienne maison Quantin, 1904.
DEFFOUX (L.-L.), *Pipe en bois, témoin de la Commune*, Paris, éditions de France, 1932.
DELPIT (M.) (rapporteur général), *Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars 1871*, Versailles, éd. Cerf, 1872.
DREYFUS (R.), *M. Thiers contre l'Empire, la guerre, la Commune*, Paris, éd. Grasset, 1928.
DU CAMP (M.), *Les Convulsions de Paris*, t. 1, Paris, éd. Hachette, 1878 (1881, 5e édit.), p. 85-99, t. 2 en 1883.
DUBOIS (R.), *À l'assaut du ciel. La Commune racontée...*, Paris, éd. Les Éditions ouvrières, 1991.

---

128. Il donnera son nom à une brigade internationale (1936-1937), à une rue de Saint-Ouen, à une place et à une école d'Hellemmes-Lille.
129. UMR 7194 du CNRS ; gilles.delluc@orange.fr

DUPONT (L.), *Souvenirs de Versailles pendant la Commune*, Paris, éd. Dentu, 1881.

DURET (T.), *Histoire de quatre ans (1870-1873), t. 3, La Commune*, Paris, éd. Charpentier, 1880.

DURIEUX (J.), « La dernière heure de J.-G. Veysset (1871) », *BSHAP*, 1946, t. LXXIII, p. 161-165.

FAUCHER (J.-A.), *La véritable histoire de la Commune*, t. 1, éd. Le Gerfaut, 1969.

FIAUX (L.), *Histoire de la guerre civile de 1871*, Paris, éd. Charpentier, 1879.

FORSANS-VEYSSET (M. de), *Georges Veysset, un épisode de la Commune et du gouvernement de M. Thiers*, Bruxelles, éd. Landsberger, 1873. La *Bibliographie générale du Périgord* (A. de Rouméjoux, 1862) attribue par erreur ce livre à G. Veysset.

GASTYNE (J. de), *Mémoires secrets du Comité central et de la Commune*, Paris, éd. Lacroix, Verboeckhoven et Cie, 1871.

GUILLEMIN (H.), *L'Avènement de M. Thiers* et *Réflexions sur la Commune*, Bats, éd. d'Utovie, 2001.

HALÉVY (L.), *Notes et souvenirs, 1871-1872*, Paris, éd. C. Lévy, 14e édition, 1898.

JELLINEK (F.), *The Paris Commune of 1871*, éd. Grosset and Dunlap, 1965.

LAGRANGE (J.), *Le Chemin de fer en Périgord (1850-1871)*, Périgueux, éd. Médiapress, 1982.

LAGRANGE (J.), *La vie en Périgord sous Louis Napoléon III*, Périgueux, éd. Pilote 24, 1992.

LARONZE (G.), *Histoire de la Commune de 1871, d'après des documents et des souvenirs inédits*, Paris, éd. Payot, 1928.

LISSAGARAY (P.-O.), *Histoire de la Commune de 1871*, 1876 (nlle édit. 1896 ; Librairie du Travail, 1929 ; La Découverte, 2005).

MICHARD (B.) et GUILLEMOT (P.), *Les énigmes de la guerre de 1870 et de la Commune*, t. 3, Genève, éd. Famot, 1974.

MENDÈS (C.), *Les 73 journées de la Commune*, Paris, éd. Lachaud, 1871.

MONTREVEL (C. de), *Nouvelle histoire de la Commune de Paris en 1871*, Paris, éd. Bloud et Barral, 1885.

NOËL (B.), *Dictionnaire de la Commune*, 2 vol., Paris, éd. Champs/Flammarion, 1978.

RECLUS (E.), *La Commune de Paris au jour le jour, 1871, 19 mars-28 mai*, Paris, éd. Schleicher, 1908.

RIALS (S.), *Nouvelle histoire de Paris. De Trochu à Thiers. 1870-1871*, Paris, éd. Hachette, 1985.

ROCAL (G.), *1848 en Dordogne*, t. II, Paris, éd. Occitania, 1933.

ROUGERIE (J.), *La Commune de 1871*, Paris, éd. PUF, 1997.

THIERS (A.), *Histoire de la révolution du 4 septembre et de l'insurrection du 18 mars : Dépositions de M. Thiers devant les commissions d'enquête parlementaire du 4 septembre et du 18 mars* : [séances des 24 août et 17 septembre 1871], Paris, éd. Garnier, 1873.

VALADES (P. B. des), *Martial Delpit, député à l'Assemblé nationale*, Firmin-Didot et Cie, Paris, s. d. (en ligne).

VALLÈS (J.), *L'Insurgé*, La Nouvelle Revue, 1882.

VAUTRIN (J.), *Le Cri du peuple*, Paris, éd. Grasset, 2001.

VÉSINIER (P.), *Comment a péri la Commune*, Paris, éd. Albert Savine, 1892 (*reprint* Kessinger Legacy, USA, 2011).

VUILLAUME (M.), *Mes Cahiers rouges pendant la Commune, Cahiers de la quinzaine*, vol. X, 1914 (en ligne, Université d'Ottawa, 2010) et éd. La Découverte, 2011.

ZDRADA (J.), *Jarosław Dąbrowski, 1836-1871*, Wydawn. Literackie, 1973 (en polonais).

Sortie du 10 septembre 2011 : Villars, Saint-Crépin-de-Richemont, Saint-Félix-de-Mareuil

par Gilles et Brigitte DELLUC,
Maurice CESTAC, Alain BLONDIN
et LA RÉDACTION

Lors de la première étape de notre sortie, nous retrouvons Brigitte et Gilles Delluc pour la visite de la grotte ornée de Villars, à laquelle ils viennent de consacrer une nouvelle étude (voir *BSHAP*, 2011, p. 291-294). Deux groupes sont constitués. Quelques mots pour présenter les conditions extraordinaires de la découverte de la grotte en 1953, puis celle de ses peintures paléolithiques en 1958. En 1953, pendant l'hiver, trois jeunes spéléologues du Spéléo-Club de Périgueux cherchaient des grottes dans cette région au sous-sol calcaire. De la buée sortait d'un tas de pierres : c'était l'indice d'une grande cavité. Ils ont enlevé les pierres et se sont faufilés dans un étroit conduit, en haut d'une diaclase. C'était le début de l'exploration d'un immense et magnifique réseau de plus de 10 km de long, aux galeries magnifiquement décorées d'un foisonnement de concrétions. Une partie est aujourd'hui mise en valeur par un éclairage adapté et par un superbe son et lumière. Brigitte et Gilles Delluc se sont attachés à faire découvrir la partie préhistorique de la grotte. Les parois de la salle des Cierges et de la Rotonde des chevaux sont ornées

Cheval « bleu », grotte de Villars (cliché B. et G. Delluc).

de chevaux, de bisons, de bouquetins et de signes géométriques. Tout au fond, un homme est opposé à un bison, près d'un cheval et d'un rhinocéros, en une scène qui semble raconter la même histoire que celle du Puits de Lascaux. Ces dessins tracés au manganèse apparaissent bleus parce qu'ils sont couverts et protégés par une épaisse couche de calcite qui transforme la couleur. Ils datent d'il y a environ 18 000 ans, comme le précisent plusieurs nouvelles datations C14 effectuées sur des ossements de renne recueillis dans la Salle des Peintures au moment de la découverte.

Nous quittons Villars pour le château du Pleyssac à Saint-Crépin-de-Richemont.

« Historiquement, Le Pleyssac apparaît comme un « ancien repaire » noble ayant appartenu à la famille Saulnier avant la Révolution. J. Secret le donne comme maison de maître de forge. Globalement, la disposition des lieux, l'ampleur de la construction, les détails ornementaux et défensifs, la présence d'une ancienne chapelle, définissent tous les caractères d'une maison noble de bonne condition de la fin du Moyen Âge. Il n'y a pas cependant de traces très

Le château du Pleyssac (cliché M.-N. Chabry).

Pleyssac

Mondevys

Champagne

Dessins Brigitte Mathieu

visibles d'éléments fortifiés (mâchicoulis, crénelages, tours de défense) qui pourraient identifier la demeure aux modèles castraux de la même époque. La morphologie de l'édifice et les éléments en place dans la maçonnerie permettent de lire assez clairement les étapes successives de la construction. Cependant la chronologie que nous donnons ici n'est pas exclusive : d'autres étapes, dont il ne reste pas de traces, ont pu exister ; d'autre part, les époques que nous décrivons correspondent plus à des styles de la construction qu'à une réelle datation : on sait combien l'utilisation des styles peut connaître des décalages importants dans le temps en province [1]. »

Le logis originel est de la fin du XVe siècle, il est de plan rectangulaire avec deux pièces sur deux niveaux, couvert en forte pente sur deux pans entre deux pignons. La tour d'escalier polygonale a été rapportée contre la façade sud semble-t-il, au début du XVIe siècle et était flanquée d'une échauguette, pourvue elle aussi d'un escalier à vis. Le plafond haut de la tour était alors voûté, avec des nervures rayonnantes, en arc brisé reposant sur le noyau de l'escalier. L'aile ouest a été bâtie ou remaniée dans la deuxième moitié du XVIe siècle, plaquée en retour d'angle sur le pignon ouest du premier logis. Le pavillon nord-est semble appartenir à la deuxième moitié du XVIIe siècle. Le XVIIIe voit essentiellement des modifications de percements d'ouvertures et de cloisonnements, ainsi que des aménagements de cheminées nouvelles.

Après la Révolution, au XIXe, des modifications radicales sont introduites. L'échauguette est détruite, la tour d'escalier écrêtée, la façade du logis initial rehaussée entraînant de fait une modification de la charpente, le pavillon nord-est écrêté. Les décors sont également modifiés.

Cette demeure fut la propriété des Saunier du Pleyssac, une des nombreuses branches de la famille de Saulnier, très présente dans cette partie du Périgord, jusqu'au milieu du XIXe siècle. Puis achetée par des agriculteurs, qui conserveront les terres, elle sera enfin acquise, en 1995, par les propriétaires actuels, M. et Mme Thomsen.

M. Thomsen, qui nous accueille, nous indique qu'ils ont entrepris de la restaurer et de la mettre en valeur. Ainsi, la grande salle du rez-de-chaussée a été restituée, avec d'autres aménagements intérieurs divers dont l'installation de la cheminée monumentale du XVe précédemment située à l'étage. La vis d'escalier a été restaurée, l'échauguette reconstruite, et la tour polygonale rehaussée de son plafond voûté à nervures rayonnantes.

M. et Mme Thomsen ont remis au jour l'emplacement de l'ancienne chapelle qui a été vraisemblablement détruite à la Révolution. En effet, en 1792, il est fait mention des cloches et girouettes du *Plessat* utilisées pour faire des munitions. Cette chapelle figure par ailleurs sur la carte de Belleyme.

---

1. La Ville (Alain de), *Domaine du Plessac : étude pour la restauration et la mise en valeur 2002-2005.*

Après avoir remercié notre hôte, nous nous rendons à Saint-Félix-de-Mareuil.

M. et Mme de Chevron-Villette nous reçoivent dans leur propriété, le château de Mondevys, auquel on accède par une allée de tilleuls séculaires. Le nom de Mondevys viendrait de « Mont des vins », car les coteaux étaient autrefois plantés de vignes, jusqu'à l'arrivée du phylloxera.

Mme de Chevron-Villette, née de Vandière de Vitrac, nous présente le domaine qui appartient à sa famille depuis plus de cinq siècles. Le château,

Le château de Mondevys (cliché M.-N. Chabry).

propriété des Saulnier (qui furent aussi maîtres de forges), depuis le XVe siècle, fut légué par Gaston de Saulnier, sans enfant, au début du XIXe siècle, à sa nièce Elisabeth Léontine de Salignac de La Mothe-Fénelon, épouse de Maillard. Elle le transmit à sa fille Laure Jeanne Thérèse, épouse de Vandière de Vitrac, aïeule de notre hôte.

La propriétaire et M. Ribadeau Dumas nous donnent quelques explications sur l'histoire et l'architecture de ce château à quatre tours rondes, en cours de restauration. Deux des tours avaient été rasées à la Révolution et furent remontées en 1903 avec des créneaux, dans le style de l'époque. Bien que la documentation soit rare, on peut préciser que le château, aujourd'hui composé de trois ailes, en comptait quatre et s'articulait donc autour d'une cour fermée. La serrure de la porte d'entrée principale est tout à fait remarquable par son ancienneté, par la curiosité de son fonctionnement et par son décor. Cette

porte est surmontée d'un fronton triangulaire entouré de deux pots à feux. Les jambages de la porte ont été, semble-t-il, refaits car les colonnes engagées ou les pilastres ont disparu. Les baies de Mondevys datent du XVIe siècle. Le château aurait été restauré au XVIIIe siècle comme l'indique la date de 1780 inscrite sur une fenêtre.

Après avoir remercié M. et Mme de Chevron-Villette, nous retournons à Saint-Crépin-de-Richemont découvrir la chartreuse de Champagne.

La chartreuse de Champagne (cliché J.-C. Monchot).

« Située entre Brantôme et Marcuil-sur-Belle, cette maison à flanc de coteau fait partie de l'histoire du village. Fondé par les hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem et cité dans les archives dès 1495 comme révélé par Alexis de Gourgues dans son *Dictionnaire*, c'est un repaire (« *repayrium champanha* »), c'est-à-dire un refuge, comme en attestent deux fenêtres de tir situées sur la façade arrière de la maison.

Maison longue, façade principale plein sud, Jean Secret la dénomme peut-être pompeusement « chartreuse ». Appartenant au cours des siècles aux seigneurs de La Barde, elle est mise en vente en 1709 et achetée alors par Marguerite de La Garde du Par, veuve de Léon Château. Il y a 300 ans qu'elle est dans la même famille. Transmise de génération en génération, elle appartient aujourd'hui à M. et Mme Cestac.

À l'occasion des rafraîchissements, le président remercie nos hôtes pour leur accueil ainsi que tous ceux qui ont participé à l'organisation de cette intéressante journée.

PETIT PATRIMOINE RURAL

Les tours de guet dans la châtellenie de Montignac

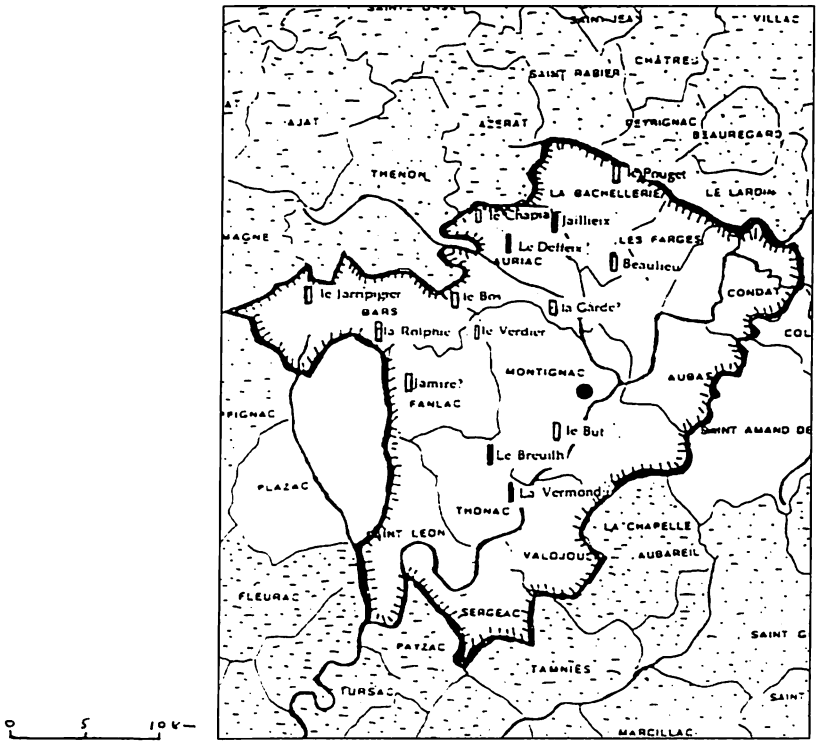


Fig. 1. Les tours de guet dans la châtellenie de Montignac.

La Pierre Angulaire
Maison des associations
12, cours Fénelon - 24000 Périgueux
http://www.lapierreangulaire24.fr
avec le concours du CAUE Dordogne
Catherine Schunck (d'après un dossier réalisé par Jeanne Favalier)

Saint Louis, roi de France, avait rendu la Guyenne au roi d'Angleterre par le traité de Paris en 1259, malgré les réticences de son frère Alphonse de Poitiers qui, depuis 1242, avait dans ses apanages la châtellenie de Montignac (dont le seigneur était Renaud de Pons) qui formait un « saillant » dans les fiefs du roi-duc anglais.

Alphonse de Poitiers, en bon administrateur, sentant que la paix franco-anglaise devait être fragile, fit aménager une série de tours de guet susceptibles de prévenir de toute surprise sa forteresse de Montignac. Ces tours, communiquant entre elles et avec le château de Montignac, furent réparties au sud et à l'ouest, le long des rivières et des principales routes. Les mieux conservées sont celles de la Bermondie à Thonac et celle du Deffeix à Auriac. Les autres, à la frontière entre les fiefs d'Alphonse de Poitiers et ceux du roi duc, ont perdu leurs caractéristiques : le Bos a complètement disparu ; de la Garde, il ne subsiste que le nom et un tas de pierres perdu dans les bois ; le

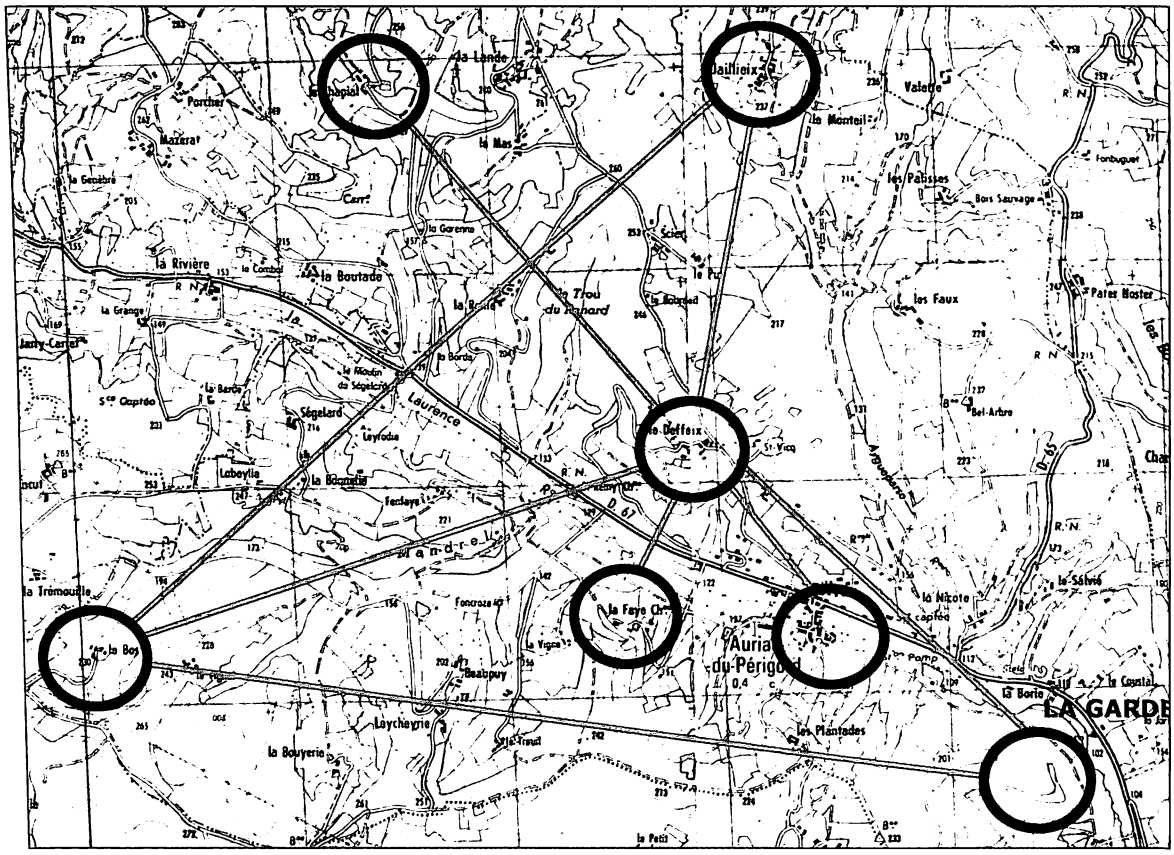


Fig. 2. Liaisons optiques entre les tours de guet d'Auriac-du-Périgord.

Chapial et la Faye sont englobés dans des bâtiments plus récents. Jaillieix a été découronné. Au Deffeix, de précédents propriétaires ont coiffé l'édifice d'un toit à quatre pentes qui modifie considérablement la silhouette de la tour mais qui a le mérite de la conserver et de la protéger des intempéries.

Les paysans étaient astreints à monter la garde, dès le début du XIIe siècle, et cette obligation fut d'autant plus durable que les guerres franco-anglaises maintinrent le danger dans la région jusqu'au milieu du XVe siècle, relayées ensuite par les guerres de Religion. En 1414 encore, le sieur de Collonges est autorisé à « monter une garde ». Les nombreux lieux-dits « La Garde », si fréquents aux alentours d'Auriac, sont une trace de cette obligation.

Ces tours, d'après ce dont témoignent les mieux conservées, comportaient trois étages au-dessus du rez-de-chaussée. Les parements des murs étaient réalisés en pierres taillées, équarries, bien appareillées, ce qui leur a valu souvent d'être démolies et exploitées comme carrières.

Fig. 3. Tour du Deffeix à Auriac-du-Périgord.

Les murs avaient une épaisseur supérieure à un mètre. À chaque niveau, une unique pièce d'environ deux mètres de côté, avec très peu d'ouvertures et aucune cheminée.

Selon le principe général des donjons du XIe au XIIIe siècles, il n'y avait à l'origine pas d'ouverture au rez-de-chaussée et pas d'escalier. On accédait aux différents niveaux depuis la porte du premier étage, par une échelle extérieure, les communications verticales étant assurées à l'intérieur par des systèmes de trappes et d'échelles.

Les tours étaient couronnées d'une plate-forme avec parapet (restes visibles à la Faye). C'est là que se tenaient les guetteurs, dominant les chemins et les voies d'accès et en vue directe d'au moins une autre tour.

La tour du Deffeix (fig. 3) est l'une des mieux conservées de la châtellenie. La porte du rez-de-chaussée a été ouverte à une époque indéterminée : les propriétaires de cette tour, comme en d'autres lieux similaires, ont voulu utiliser l'espace intérieur et ont percé une ouverture au sol, fragilisant ainsi l'ensemble de la construction. D'autres édifices semblables, à Jaillieix sur la commune d'Auriac et au Breuil, commune de Fanlac, l'ont été ainsi à tel point que les tours sont devenues dangereuses et ont dû être démolies ou au moins amputées d'un ou plusieurs étages.

Voir aussi sur ce sujet l'article de Bernard Fournioux paru dans le *Bulletin* de notre Société (tome CXVI, 1989, p. 119-134) : « Un dispositif de protection territoriale et de défense des populations rurales en Périgord au XIIIe siècle ».

NOTES DE LECTURE

En flânant dans les rues d'Excideuil en Périgord. À la recherche du passé

Jacques Gay

éd. Phil de Maryann, 2009, 336 p., ill., 18 €

Médecin et historien d'Excideuil, notre collègue Jacques Gay a livré peu avant sa disparition un bel ouvrage d'histoire locale. Ce livre ne se résume guère. Il se visite. Nous tenons en lui une somme sur la ville d'Excideuil introuvée depuis les travaux de Jean-Paul Laurent, ancien conservateur en chef aux Archives nationales, à qui l'auteur dédie son ouvrage.

Issu d'une longue lignée de notables excideuillais, Jacques Gay était passionné et amoureux de sa ville, autrefois cité marchande à la fois pourvue d'importants privilèges fiscaux et au centre d'une puissante châtellenie. Très tôt, il rassembla et classa minutieusement des notes puisées aux sources les plus variées. Il passa plusieurs années en rigoureux copiste des minutes des notaires d'Excideuil des XVIIe et XVIIIe siècles. Il eut aussi un accès privilégié à plusieurs fonds d'archives privées remarquables (Salats-Combescot-Boysset, Lasageas…).

Jacques Gay a organisé son ouvrage en trois grandes parties : La ville close, les quartiers hors les murs et des annexes qui restituent des documents souvent inédits.

L'auteur examine soigneusement à l'aune des anciens terriers, du cadastre et des contrats notariés les anciennes maisons et les richesses patrimoniales d'Excideuil, quartier par quartier, rue par rue. Il n'hésite pas à éclairer son étude de souvenirs et d'observations personnels. Un autre intérêt de ce livre, et non des moindres, réside dans cette volonté qu'a l'auteur d'écrire une histoire incarnée dans des personnages, humbles ou illustres : des marchands, des artisans, des religieux, Bugeaud qu'il affectionnait, les trois académiciens dont s'honore la ville, et tant d'autres… Sous sa plume, la petite histoire et la grande se rejoignent spontanément.

On pourra ici et là regretter quelques passages trop denses, des illustrations trop petites, en un mot une présentation trop modeste. Mais broutilles que tout cela : le livre de Jacques Gay restera sans doute pour longtemps l'ouvrage de référence sur l'histoire d'Excideuil, servi qu'il est par une ample érudition et un amour sincère de la ville et de ses habitants. La municipalité d'Excideuil y fut sensible et finança le projet d'édition. ■ F. A. B.

Des traces et des ombres sur nos pierres. Monographie de Saint-Martial-de-Nabirat et des environs
Jean Guy Planche
éd. chez l'auteur, 2011, 298 p., ill., 25 €

Avec cette monographie, l'auteur, qui fut maire de Saint-Martial, nous livre une part de ses souvenirs, témoignages privilégiés des mutations de la société rurale. Mais ce travail est bien plus que cela puisqu'il retrace l'histoire de la commune des origines à nos jours. Les familles, les lieux, les traditions et les croyances, l'évolution socioéconomique sont autant de sujets abordés avec compétence par l'auteur. Nous disposons ainsi d'un outil précieux pour mieux connaître cette petite région périgordine. ■ D. A.

Patrimoine et biodiversité
Collectif
éd. Presses universitaires de Bordeaux, 2011, 110 p., 15 €

Les actes des cinquièmes rencontres patrimoniales de Périgueux, organisées notamment par notre collègue Dominique Audrerie, sont consacrés à cet aspect essentiel de notre patrimoine que constitue la biodiversité. Les intervenants y étudient divers aspects juridiques de la question de la sauvegarde du vivant. Ils présentent les moyens de lutter contre les « violences faites à la nature ». On trouve donc dans l'ouvrage la qualification et le traitement juridiques de la biodiversité qui ont évolué depuis le Grenelle 2 ou encore la biodiversité comme composante du patrimoine européen et aussi les limites du droit européen en la matière. Des aspects comme le rôle des associations ou celui des entreprises en ce domaine sont également exposés. Une étude des comportements des consommateurs de l'agglomération de Périgueux et la façon dont la biodiversité y est perçue complète cet important travail. ■ G. F.

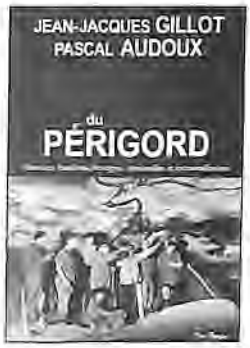
Le soir au cantou. Recueil de poésies patoises du docteur Boissel (1872-1939) précédé de L'aveugle de Castelculier, poème occitan de Jasmin (1798-1864)
Version française de Guy Gerval. Illustrations de Simone Gaillard
éd. Cyrano, 2011, 210 p., ill., 19 €

L'éditeur, notre collègue Erik Egnell, et le traducteur Guy Gerval ont rassemblé dans le même ouvrage des textes de deux auteurs occitans traduits en français. Cette initiative permet de mesurer le talent, oublié par beaucoup, de notre compatriote de Saint-Cyprien et d'un Agenais qui eut le mérite et l'audace de maintenir vivante une culture en grand danger. L'ouvrage rappelle d'ailleurs les liens du perruquier Jasmin avec le Périgord où il fut accueilli triomphalement. Il nous permet aussi de mesurer le talent du docteur Boissel, infatigable collecteur de traditions et observateur de la vie rurale. Ce médecin des pauvres qui devint aveugle composa des poèmes, comme Homère, mais des poèmes consacrés aux réalités de la vie quotidienne. Ils nous fournissent aujourd'hui un témoignage irremplaçable, chaleureux et attentif sur notre passé. Espérons que la lecture des textes français donnera l'envie de les découvrir en occitan. ■ G. F.

Les mystères du Périgord. Histoires insolites, étranges, criminelles et extraordinaires

Jean-Jacques Gillot et Pascal Audoux

éd. de Borée, 2011, 377 p., ill., 28 €



Notre collègue Jean-Jacques Gillot et le journaliste Pascal Audoux ont réuni en un seul ouvrage des histoires qui frappent par leur diversité mais aussi par ce qu'elles peuvent révéler d'étrange ou d'insolite. Ils nous démontrent la richesse du Périgord en ce domaine. Les destinées exceptionnelles ne manquent pas, du capitaine Maine aux volontaires des brigades internationales, d'Antoine de Tounens au curé Chabot et des Géorgiens de l'Armée Rouge aux préfets de Vichy. Jean Galmot et Sylvain Floirat y côtoient Lucien Dutard et Paul Nizan. Des faits extraordinaires parfois méconnus ou oubliés complètent cette enquête au royaume de l'étrange comme celle de la possédée de Cadouin ou du disparu de La Douze. Le mystère se loge aussi, bien entendu, dans nos cavités souterraines, à Proumeyssac ou à Lascaux. Citons encore ce drame toujours fascinant que fut le crime de Hautefaye. Il nous laisse aujourd'hui rêveur, comme la plupart des évènements présentés dans ce livre. ■ G. F.

Préhistoire en Périgord, Quercy, Charentes et Poitou

Thierry Félix et Jean-Luc Aubarbier (pour les textes), Jean-Pierre Bouchard pour les illustrations)

éd. Ouest-France, 2011, 144 p., ill., 15,90 €

Ce livre est un guide original. Il ne se limite pas à la célèbre vallée de la Vézère, mais il invite le lecteur à découvrir aussi les nombreux vestiges pré et proto-historiques du grand sud-ouest de la France, au nord des Pyrénées, sans oublier les curiosités connexes (musées, châteaux, paysages et richesses naturelles). En vingt et un itinéraires bien choisis, avec des cartes de situation et des renseignements pratiques concernant les sites ouverts à la visite, il permet de bien situer les sites préhistoriques à visiter dans la région qui en concentre le plus grand nombre. Par exemple, en suivant la vallée de la Dordogne, dans le Lot, un itinéraire conduit le visiteur dans la magnifique grotte ornée de Cougnac, puis dans le gouffre de Padirac, la grotte naturelle de Presque et le parc animalier de Grantat, sans oublier le site de Rocamadour et la grotte ornée des Merveilles, les nombreux dolmens de la région et la carrière à pierres de dolmens de La Pierre Martine. Un autre itinéraire permet d'aller à la découverte des richesses du Poitou, avec le musée Sainte-Croix de Poitiers et celui de Lussac-les-Châteaux, ou encore, en Charente-Maritime, près de Saintes, de visiter le château de La Roche-Courbon et son petit musée de Préhistoire, qui présente les découvertes faites au Bouil-Bleu, et le Paléosite de Saint-Césaire. Les photographies extérieures des sites sont particulièrement bien choisies et les cartes très détaillées. ■ B. et G. D.

Le talisman cathare
Jean-Luc Aubarbier
éd. Pocket, 2011, 256 p., 6,60 €

Cet ouvrage est un roman sur un fond historique bien documenté. Nous y retrouvons des personnages connus qui ont réellement marqué ces années (1214-1244) de guerres civiles atroces qui ravagèrent une partie de l'Occitanie dont le sud du Périgord. Parmi eux, nous suivons surtout, tels des correspondants de guerre, le couple Bernard de Cazenac - Alix de Turenne, fervents cathares, et Simon de Montfort, chef de la croisade contre les albigeois. Amour, orgueil, horreur, foi sincère, soumission, soif de pouvoir et cruauté s'entremêlent car chaque belligérant veut imposer sa vérité au mépris de toutes les règles humanitaires de chevalerie. Les lueurs de clémence sont rares car les deux parties aveuglées par leur fanatisme oublient les préceptes « du plus humble de tous » pour lesquels ils se battent.

Dans ce roman captivant, fiction et réalisme se conjuguent habilement pour le plaisir du lecteur qui, s'il cherche à se remémorer des faits historiques veut, bien sûr, connaître le contenu du Talisman cathare possédé par Bernard de Cazenac ! ■ J. R.

Ont participé à cette rubrique : Francis A. Boddart, Dominique Audrerie, Gérard Fayolle, Brigitte et Gilles Delluc, Jeannine Rousset.

Les auteurs et éditeurs, désireux de voir mentionnés dans les rubriques du *Bulletin* leurs ouvrages sur le Périgord sont invités à adresser un exemplaire de leur publication en service de presse au siège de la SHAP (18, rue du Plantier, 24000 Périgueux). Ainsi, l'ouvrage sera répertorié, chroniqué et inventorié dans notre bibliothèque.

COURRIER DES CHERCHEURS ET PETITES NOUVELLES

par Brigitte DELLUC

VIE DE LA SOCIÉTÉ

- Le 1er février 2012 aura lieu l'assemblée générale (et non le 4 janvier 2012, en raison d'un quorum certainement insuffisant ce jour-là) : rapport moral et rapport financier pour l'année 2011, élection pour le renouvellement du conseil d'administration. Seuls pourront voter les membres à jour de leur cotisation. Chacun recevra par courrier postal le bulletin permettant de voter soit directement le 1er février soit par correspondance pour ceux qui ne peuvent pas se déplacer.

COURRIER DES LECTEURS

- Mme Marie-Noëlle Chabry (mnoelchab@orange.fr) au cours de sa quête d'informations concernant le pilote d'aviation **Daniel de Cosnac** (voir *BSHAP*, 2011, p. 306), mort en 1916 à Ochey en Lorraine dans un accident d'avion, a reçu des précisions concernant la famille de Cosnac fournies par M. Élie de Cosnac (Le Suc, 19510 Salon-la-Tour). « Daniel de Cosnac était cousin germain de mon père... La famille de Cosnac est originaire du Limousin (Cosnac près de Brive), depuis le XIIe siècle. Elle a possédé de nombreuses châtellenies en Corrèze et dans le Lot, dont la terre du Pin que nous possédons toujours, mes deux frères et moi [...] Quant au Périgord, mon arrière arrière-grand-mère avait acheté pour son fils cadet Daniel Louis Ferdinand de Cosnac, né le 17 novembre 1830, le château et les terres de Vaugoubert à Quinsac. Il devint maire de Quinsac et y mourut le 3 novembre 1869 [...] De ses trois filles mariées existe une nombreuse descendance [...] La puissante famille

de Bernard de Casnac n'a rien à voir avec la famille de Cosnac : une de ses branches s'est éteinte à Beynac (Dordogne) au XVe siècle et l'autre à Puycalvel à la fin du XIVe siècle dans la famille de Gaulejac ».

- Mme Nelly Belle (Les Papassols, 24430 Razac-sur-l'Isle : nellybe2@yahoo.fr) nous adresse des informations sur le peintre sculpteur périgourdin, **Gilbert Privat** (1892-1969), grand prix de Rome, qu'elle regrette de ne pas avoir vu cité dans le livre de M. Linfort. « Sa femme Odette Privat [arrière-grand-tante de Mme Belle], après la mort de son mari, a beaucoup œuvré pour la conservation de son œuvre et a évité la démolition intempestive de 7 sur les 15 panneaux de la frise monumentale du théâtre de Périgueux, *À la gloire du Périgord*. Il existe une petite salle d'exposition Gilbert Privat au musée du Périgord et le musée militaire conserve de très nombreux croquis et dessins de soldats des tranchées. Parmi les autres œuvres, on peut citer : le monument commémoratif de Victor Schœlcher (Guadeloupe 1948), des fontaines décoratives (San Francisco 1930, le square de la mairie de Paris XIV, Santa Barbara 1934-1940), des statues monumentales (Montaigne 1956 (fig. 1, DR) et Fénelon 1961 (fig. 2, DR) à Périgueux), des panneaux décoratifs de paquebots.

Fig. 1.

Fig. 2.

- Le Dr Gilles Delluc (gilles.delluc@orange.fr) a découvert que « le **capitaine Haddock** est un peu périgordin. Au début des années 1930, un film « inspira sûrement le dessinateur », Georges Remi (Hergé), selon la version la plus courante (J. Langlois, *in* : *Les personnages de Tintin dans l'histoire*, éd. Le Point-Historia, 2011, et P. Goddin, *Hergé, philosophie d'une œuvre*, 5 tomes, 2000 à 2004). Ce film de Vaucorbeil et Schwarz (1931), *Le Capitaine Craddock*, conte les aventures d'une tête brûlée de la marine du Pontenero. Il vient de perdre au jeu la solde de son équipage. Il embarque une mystérieuse passagère : c'est la reine de ce royaume imaginaire et tout finit bien. Le rôle-titre est tenu par le (alors) célèbre **Jean Murat (1888-1964)**, héros viril dans la vie comme à l'écran, époux d'Annabella et natif de Périgueux (fig. 3). Il joua dans une centaine de films de 1920 à sa mort (dont *La Kermesse héroïque*, *Si Versailles m'était conté*, *L'Éternel retour*, *Les Grandes Familles*). Il ne reste rien de cette charmante comédie musicale et maritime *Le Capitaine Craddock*, qui eut beaucoup de succès et connut deux autres versions (anglaise et

Fig. 3.

Fig. 4.

allemande). Sauf une chanson : « C'est nous les gars de la marine... ». Lors de sa première apparition, dans *Le Crabe aux pinces d'or*, en 1941 (page 42), le capitaine Haddock, un peu éméché, entonne cette même chanson (fig. 4) et son patronyme apparaît pour la première fois à la page suivante : c'est la confirmation de la relation entre Craddock et Haddock.

- Mme Yvette Lascaud-Sourd (yve.sourd@orange.fr) a remarqué que, en 1868, Alphonse Daudet, le célèbre écrivain provençal, situe à Sarlande le collège qui accueillera son héros, *Le Petit Chose*... À l'époque, « Sarlande est une modeste commune rurale, située dans le Périgord vert, aux confins N-E du département de la Dordogne, dans le canton de Lanouaille, près de Jumilhac-le-Grand, peuplée de quelque 1 100 habitants. Elle possède un toponyme unique en France. Il semble que Daudet avait dans l'esprit le nom de Alars (aujourd'hui Alès), dans le Gard, où se situait réellement le collège communal. Daudet a publié en 1882, dans *La Nouvelle Revue*, une « Histoire de mes livres ». Hélas, il reste muet sur le choix du nom de Sarlande. »

DEMANDES

- M. Pierre-Louis Vuillermoz (apl.vllrmz@orange.fr) recherche toute information concernant **Jean Besseyrias**, peintre verrier du XIXe siècle. « Natif d'Ambert, il débuta sa carrière d'artisan à Rodez puis à Périgueux, où il tint un atelier de 1870 à 1884 environ. Au-delà, il s'installa à Ambert. Ce personnage reste très méconnu en Périgord et en Auvergne. » M. Vuillermoz recherche des renseignements sur la localisation de son atelier périgourdin, le nombre de ses employés, les lieux contenant des vitraux de sa production (église,

chapelle, commune), ainsi que tout document biographique, bibliographique et photographique. Voir : P.-L. Vuillermoz, 2011. « Jean Besseyrias, peintre verrier ambertois au XIXe siècle », *GRAHLF*, n° 33, p. 53-81 (consultable à notre bibliothèque).

- M. Alban Peres (27, rue Louis-Aragon, 56700 Hennebont ; alban-peres@wanadoo.fr) cherche à élucider les relations entre sa famille et celle du **comte Wlgrin de Taillefer**. Une des aïeules de M. Peres, Marguerite-Julie-Catherine Rousset est née à Bourrou (Dordogne), de parents illégitimes (mais l'acte de naissance n'est pas enregistré). Elle s'est mariée en 1787 à Mérignac avec un aïeul, qui était tonnelier et en a divorcé en 1801 à l'âge de 30 ans pour incompatibilité d'humeur. La question posée est : est-il possible qu'elle ait été une fille illégitime du comte de Taillefer, conçu lorsque ce dernier vivait entre 1766 et 1770 chez son fermier ? En effet, dès le mariage de Marguerite Rousset apparaissent de façon inattendue des personnages liés à ce dernier : le président du Parlement de Guyenne, Guillaume-Joseph de Cazeaux, époux de la sœur de Taillefer, témoin au mariage ; les mêmes comme parrain et marraine du premier enfant ; le comte de Taillefer et sa sœur comme parrain et marraine des 2e et 3e enfants.

INFORMATION

- Le Cdt Dominique Nasse (dominique.nasse@free.fr) et l'association « Les Amis de Champeaux-et-La-Chapelle-Pommier » lancent un appel pour la sauvegarde du patrimoine de cette commune. La cotisation est fixée à 10 euros. Voir le site : www.champeauxlachapellepommier.com.

CORRESPONDANCE POUR « COURRIER DES CHERCHEURS ET PETITES NOUVELLES »

Pour insérer une demande de recherche ou pour communiquer une information, on peut écrire à Mme Brigitte Delluc, secrétaire générale, S.H.A.P., 18, rue du Plantier, 24000 Périgueux ou utiliser son courriel : gilles.delluc@orange.fr (à l'attention de Brigitte Delluc).

Les illustrations photographiques doivent être communiquées sous forme d'un tirage papier ou numérisée en format JPG (en 300 dpi). Compter deux mois minimum de délai pour la publication dans cette rubrique.

Sommaire et table des illustrations du tome CXXXVIII (2011) du *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*

SOMMAIRE DU TOME CXXXVIII - ANNÉE 2011

Conseil d'administration pour 2009-2011 3
Rapport moral 2010, par la secrétaire générale B. Delluc 5
Rapport financier 2010, par la trésorière M.-R. Brout 9
Comptes rendus des réunions mensuelles :
novembre 2010, présidence de G. Fayolle, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale 13
décembre 2010, présidence de G. Fayolle, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale 20
janvier 2011, présidence de G. Fayolle, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale 25
février 2011, présidence de G. Fayolle, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale 167
mars 2011, présidence de G. Fayolle, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale 172
avril 2011, présidence de G. Fayolle, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale 176
mai 2011, présidence de G. Fayolle, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale 311
juin 2011, présidence de G. Fayolle, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale 317
juillet 2011, présidence de G. Fayolle, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale 323
août 2011, présidence de G. Fayolle, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale 475
septembre 2011, présidence de G. Fayolle, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale 480
octobre 2011, présidence de G. Fayolle, C.R. de B. Delluc, secrétaire générale 485

ARTICLES DE FOND

ALIX (Régis), Un assassinat impuni à Mouzens en 1912 ..... 403-412 (ill.)
BAUNAC (Stéphane), Experts et expertises autour de l'affaire Delcouderc (1844-1845) ..... 381-401 (ill.)

BESSE (Jean-Bernard), Les mots occitans utilisés par Eugène Le Roy..... 111-128
BLONDIN (Alain), Le seigneur et son église ..... 35-46 (ill.)
COSTEDOAT (René), 392 testaments « catholiques » et « non-catholiques » en Bergeracois (1686-1734)..... 207-234 (ill.)
COSTEDOAT (René), Les prisons et évasions d'un Maine de Biran au XVIIIe siècle ..... 344-360 (ill.)
DELLUC (Brigitte et Gilles), Dans notre iconothèque : À propos du général Jean de Marguerittes, libérateur de Paris et curé de Grand-Brassac..... 145-150 (ill.)
DELLUC (Brigitte et Gilles), Dans notre iconothèque : Un rhinocéros peint dans la grotte de Villars..... 291-294 (ill.)
DELLUC (Brigitte et Gilles), Dans notre iconothèque : L'affaire Ponterie-Escot. Amour, mort et scandale sous le Premier Empire..... 419-453 (ill.)
DELLUC (Brigitte et Gilles), Dans notre iconothèque et dans l'histoire de France : Le mystérieux Périgordin Veysset. A-t-il livré Paris aux Versaillais en 1871 ?..... 557-586 (ill.)
GAILLARD (Éliane) et ROUBINET (Jacqueline), Le roman de « La Truffe », Société amicale des Périgourdins de Paris 1881-2011 ..... 245-290 (ill.)
GILLOT (Jean-Jacques), La tragédie de Rouffignac (31 mars 1944)..... 129-144 (ill.)
GILLOT (Jean-Jacques), Les Périgordins des forces navales françaises libres (1940-1945) ..... 515-556 (ill.)
HONDT (Jean-Loup d'), Pierre Gratiolet (1815-1865) et les grands zoologistes du Périgord (2e partie) ..... 85-110 (ill.)
HUY (Julien d'), La distribution des animaux à Lascaux reflèterait leur distribution naturelle ..... 493-502 (ill.)
IGNACE (Jean-Claude), Quand le pape rendait la justice... Les justices d'Église en Périgord aux XIe et XIIe siècles..... 331-344
LARIGAUDERIE-BEIJEAUD (Martine) et LARIGAUDERIE (André), Notre-Dame de Badeix, une *celle* grandmontaine en danger..... 185-206 (ill.)
LINFORT (Jean-Michel), Georges Bonnet et Yvon Delbos, deux ministres de la Justice : le Périgord place Vendôme..... 413-417 (ill.)
MARABOUT (Vincent), Des banalités aux turbines. Contribution à l'histoire des moulins périgordins : l'exemple du val de Dronne .. 47-84 (ill.)
PETOT (Patrick), L'enfance et la jeunesse en Périgord de Guillaume-Joseph Chaminade (1761-1850)..... 235-244 (ill.)
PETOT (Patrick), Jean-Baptiste Sirey (1762-1845), prêtre, révolutionnaire, jurisconsulte et arrêtiste. Une vie tourmentée au service du droit 361-372
ROUSSET (Jeannine), Le vol de la recette de Montignac le 14 floréal an IX (4 mai 1801) ..... 373-379 (ill.)
SAVY (Nicolas), Les exactions des compagnies anglo-gasconnes dans la moyenne vallée de la Dordogne durant les années 1370 ..... 503-514 (ill.)

VARIA

BEAUZETIE (Thomas), Sortie du 18 juin 2011 : En pays dommois..... 455-458 (ill.)
COLLECTIF, Sortie du 10 septembre 2011 : Villars, Saint-Crépin-de-Richemont, Saint-Félix-de-Mareuil..... 587-592 (ill.)

FAYOLLE (Gérard), Éditorial : Le fonds Pierre Pommarède 35
FAYOLLE (Gérard), Éditorial : Bienvenue aux nouveaux collègues..... 183
FAYOLLE (Gérard), Éditorial : Un patrimoine sauvegardé..... 329-330 (ill.)
FAYOLLE (Gérard), Éditorial : La Maison de l'Histoire..... 491-492
LAFAYE (Michel), Palais de justice de Périgueux, Bergerac, Sarlat..... 380, 402, 418
LA PIERRE ANGULAIRE / SCHUNCK (Catherine), Petit patrimoine rural : Le calvaire de Château-l'Évêque..... 151-154 (ill.)
LA PIERRE ANGULAIRE / SCHUNCK (Catherine), Petit patrimoine rural : Le calvaire de Monsac..... 295-298 (ill.)
LA PIERRE ANGULAIRE / SCHUNCK (Catherine), Petit patrimoine rural : Le patrimoine du château de Borie-Petit à Champcevinel. .. 459-462 (ill.)
LA PIERRE ANGULAIRE / SCHUNCK (Catherine), Petit patrimoine rural : Les tours de guet dans la châtellenie de Montignac ..... 593-596 (ill.)
Souscription pour la façade de l'Hôtel de Fayolle (Fondation du Patrimoine)..... 34

COMPTES RENDUS BIBLIOGRAPHIQUES

Croquis de monuments et de sites du Périgord par Lucien de Maleville, par l'association Lucien de Maleville (Dominique Audrerie) 155
Patrimoine et devoir d'oubli, quatrièmes rencontres patrimoniales de Périgueux (François Michel) 155
La gloire de nos maires. Chroniques Cours de Piloises, par J.-R. Bousquet (Brigitte et Gilles Delluc)..... 156
La véritable généalogie d'Henri Bertin, ministre de Louis XV, par M. Cabanac (Jeannine Rousset)..... 156
La Dordogne batelière, images au fil de l'onde, par J. Reix (Dominique Audrerie)..... 156
Le Périgord des peintres, par J.-M. Linfort (Gérard Fayolle)..... 157
Périgueux : capitale emblématique et énigmatique, par M. Balout et A. Galy (A. Blondin) 157
Chemins de légendes. Ombres et lumières, par M. Testut (Gérard Fayolle)... 158
El dandy del Monte, par M. Boisseuil (Marie-Pierre Mazeau-Janot)..... 158
Un maître de la tactique navale au XVIIIe siècle : le Chevalier du Pavillon (1730-1782), par T. du Cheyron du Pavillon (Dominique Audrerie)..... 299
Périgueux, un guide de A à Z, par S. Boireau-Tartarat (François Michel) 299
Histoire et chroniques d'un village : Bézenac, par A. Bécheau (Alain Blondin)..... 300
Gaston Palewski. Premier baron du gaullisme, par J. Bernot (Patrick Petot).... 300
Opération Mathusalem : arbres de mémoire en Périgord (Dominique Audrerie)..... 301
La maison forte de Ségelard, par J. Favalier, L. Joudinaud et J. Favalier (Alain Blondin)..... 301
Chronique nontronnaise au temps d'André Picaud, par H. Lapouge (Brigitte et Gilles Delluc)..... 302
Justin Descombes, paysan du Périgord, poilu de 14-18, par G. Labrousse (Brigitte et Gilles Delluc)..... 463

Inondation de la Vézère il y a cinquante ans (octobre 1960), par J.-M. Faure (Dominique Audrerie) 463
Georges de Peyrebrune. 1841-1917. Itinéraire d'une femme de lettres du Périgord à Paris, par J.-P. Socard (Gérard Fayolle) 464
L'abbé Amédée Lemozi, prêtre et préhistorien (1882-1970), par J. Bournazel-Lorblanchet (Brigitte et Gilles Delluc) 464
Voyages aux Amériques. Campagnes de 1696 aux Antilles et de 1706 à Plaisance et en Acadie, par G. N. de Voutron (Jeannine Rousset) 465
Le commandant Pinson. La Résistance en pays de la Force, par M. Souloumiac (Brigitte et Gilles Delluc) 465
Les Albret. L'ascension d'un lignage gascon (XIe siècle-1360), par J.-B. Marquette (Gérard Fayolle) 466
Hautefort, notre patrimoine, Recueil de documents, tome 4, par Hautefort notre patrimoine (Jean-Pierre Boissavit) 466
En flânant dans les rues d'Excideuil en Périgord. À la recherche du passé, par J. Gay (Francis A. Boddart) 597
Des traces et des ombres sur nos pierres. Monographie de Saint-Martial-de-Nabirat et des environs, par J. G. Planche (Dominique Audrerie) 598
Patrimoine et biodiversité, collectif (Gérard Fayolle) 598
Le soir au cantou. Recueil de poésies patoises du docteur Boissel (1872-1939) précédé de L'aveugle de Castelculier, poème occitan de Jasmin (1798-1864), version française G. Gerval (Gérard Fayolle) 598
Les mystères du Périgord. Histoires insolites, étranges, criminelles et extraordinaires par J.-J. Gillot et P. Audoux (Gérard Fayolle) 599
Préhistoire en Périgord, Quercy, Charentes et Poitou, par T. Félix, J.-L. Aubarbier et J.-P. Bouchard (Gilles et Brigitte Delluc) 599
Le talisman cathare, par J.-L. Aubarbier (Jeannine Rousset) 600

COURRIER DES CHERCHEURS ET PETITES NOUVELLES

DELLUC (Brigitte) ..... 159-164 (ill.)
DELLUC (Brigitte) ..... 303-308 (ill.)
DELLUC (Brigitte) ..... 467-471 (ill.)
DELLUC (Brigitte) ..... 601-604 (ill.)

ILLUSTRATIONS DU TOME CXXXVIII - ANNÉE 2011

Cartes et plans

Carte de Belleyme, les moulins sur la Pude 51
Roues du moulin de Rafaly (Saint-Vincent-Jalmoutiers), vers 1893 59
Moulins de la vallée de la Dronne 60
Barrage du moulin de Jansou à Lisle, cadastre de 1843 62
Moulin à Comberanche-et-Épeluche, cadastre de 1818 67
Prieuré de Badeix à Saint-Estèphe, cadastre de 1826 186
Prieuré de Badeix à Saint-Estèphe, plan au sol 186

Localisation des testateurs, notaire Pigeard (1686-1734) 211
Plan de Bergerac, XVIIIe siècle 227
Rue des Dépêches à Périgueux en 1828 319
Bataille de Castillon, situation du camp français, 1453 (dessin GRHESAC, 2010) 322
Bergerac dans les années 1770 (plan R. Costedoat) 349
Les lieux de l'attaque de la recette par des brigands, floréal an IX, à Saint-Pierre-de-Chignac 377
Carte de Belleyme, Meynard à Prigonrieux 422
Ville de Périgueux, début du XXe siècle 478
Moyenne vallée de la Dordogne, guerre de Cent Ans 504
Prise de Paris par les Versaillais, pendant la Commune 576
Tours de guet dans la châtellenie de Montignac 593
Liaisons optiques entre les tours de guet d'Auriac-du-Périgord 594

Documents

Blasons des Bertin et des Saint-Chamans 44
Enveloppe reçue par Lacaze-Duthiers 105
Couverture de *Croquis de monuments et de sites du Périgord par Lucien de Maleville*, par l'association Lucien de Maleville 155
Couverture de *Patrimoine et devoir d'oubli, quatrièmes rencontres patrimoniales de Périgueux* 155
Couverture de *La gloire de nos maires. Chroniques Cours de Piloises*, par J.-R. Bousquet 156
Couverture de *La véritable généalogie d'Henri Bertin, ministre de Louis XV*, par M. Cabanac 156
Couverture de *La Dordogne batelière, images au fil de l'onde*, par J. Reix 156
Couverture de *Le Périgord des peintres*, par J.-M. Linfort 157
Couverture de *Périgueux : capitale emblématique et énigmatique*, par M. Balout et A. Galy 157
Couverture de *Chemins de légendes. Ombres et lumières*, par M. Testut 158
Couverture de *El dandy del Monte*, par M. Boisseuil 158
Page de titre du *Rituel romain*, 1729 214
Abjuration de Charlotte de Solminiac, 1664 223
Acte de baptême de David Eimar, 1670 225
Testament de David Eimar, 1724 226
Dispositions concernant les funérailles, extrait du *Rituel du diocèse de Sarlat*, 1708 229
Diplôme de la Société amicale des Périgourdins remis à Georges de Peyrebrune, 1884 284
Logo de La Truffe, Société amicale des Périgourdins de Paris 290
Couverture de *Un maître de la tactique navale au XVIIIe siècle : le Chevalier du Pavillon (1730-1782)*, par T. du Cheyron du Pavillon 299
Couverture de *Périgueux, un guide de A à Z*, par S. Boireau-Tartarat 299
Couverture de *Histoire et chroniques d'un village : Bézenac*, par A. Bécheau 300

Couverture de *Gaston Palewski. Premier baron du gaullisme*, par J. Bernot 300
Couverture de *Opération Mathusalem : arbres de mémoire en Périgord* 301
Couverture de *La maison forte de Ségelard*, par J. Favalier, L. Joudinaud et J. Favalier 301
Couverture de *Chronique nontronnaise au temps d'André Picaud*, par H. Lapouge 302
Signature de Maine de Biran, 1777 346
Désignation d'un substitut contre Maine de Biran, 1777 352
Liste des « détenus pour cause de royalisme ou de religion », dont Maine de Biran, an II, Bergerac 356
Désignation du philosophe Maine de Biran comme réquisitionnaire, 1793 .. 359
Planche explicative sur la phrénologie 390
Un examen phrénologique 391
Couverture de *Justin Descombes, paysan du Périgord, poilu de 14-18*, par G. Labrousse 463
Couverture de *Inondation de la Vézère il y a cinquante ans (octobre 1960)*, par J.-M. Faure 463
Couverture de *Georges de Peyrebrune. 1841-1917. Itinéraire d'une femme de lettres du Périgord à Paris*, par J.-P. Socard 464
Couverture de *L'abbé Amédée Lemozi, prêtre et préhistorien (1882-1970)*, par J. Bournazel-Lorblanchet 464
Couverture de *Voyages aux Amériques. Campagnes de 1696 aux Antilles et de 1706 à Plaisance et en Acadie*, par G. N. de Voutron 465
Couverture de *Le commandant Pinson. La Résistance en pays de La Force*, par M. Souloumiac 465
Couverture de *Les Albret. L'ascension d'un lignage gascon (XIe siècle-1360)*, par J.-B. Marquette 466
Couverture de *Hautefort, notre patrimoine. Recueil de documents, tome 4*, par Hautefort notre patrimoine 466
Timbre français représentant l'abbé Breuil 468
Timbre comorien représentant l'abbé Breuil et Lascaux 468
Timbre franco-monégasque représentant l'abbé Breuil 469
La frégate *Aconit* 521
Le cargo *Cap des Palmes*, 1941 524
Le sous-marin *Rubis* 545
Colonne Vendôme abattue pendant la Commune 560
Canon de Montmartre pendant la Commune 569
Porte fortifiée de Paris pendant la Commune 572
Incendies de Paris pendant la Commune 578
Combat au Père-Lachaise pendant la Commune 579
Couverture de *En flânant dans les rues d'Excideuil en Périgord. À la recherche du passé*, par J. Gay 597
Couverture de *Des traces et des ombres sur nos pierres. Monographie de Saint-Martial-de-Nabirat et des environs*, par J. G. Planche 598
Couverture de *Patrimoine et biodiversité*, collectif 598
Couverture de *Le soir au cantou. Recueil de poésies patoises du docteur Boissel (1872-1939) précédé de L'aveugle de Castelculier, poème occitan de Jasmin (1798-1864)*, version française G. Gerval 598

Couverture de *Les mystères du Périgord. Histoires insolites, étranges, criminelles et extraordinaires* par J.-J. Gillot et P. Audoux 599
Couverture de *Préhistoire en Périgord, Quercy, Charentes et Poitou*, par T. Félix, J.-L. Aubarbier et J.-P. Bouchard 599
Couverture de *Le talisman cathare*, par J.-L. Aubarbier 600
Affiche du film *Le Capitaine Craddock* 603
Le capitaine Haddock, extrait de l'album de Tintin *Le Crabe aux pinces d'or*, par Hergé 603

Événements

Visite officielle du général de Gaulle, 5 mars 1945, monument aux morts de Rouffignac 143
Inauguration du calvaire de Château-l'Évêque en 1895 153
Procession du calvaire de Château-l'Évêque en 1996 154
Procession du calvaire de Monsac en 1954 297

Personnages

Claude Caussanel 87
Claude Caussanel et des collègues 89
Roger Darchen 90
Bernard Dussart 95
Pierre-Paul Grassé 101
Renaud Paulian et Pierre-Paul Grassé 107
Fernand Lablénie, maire de Rouffignac, 1945 143
Le chanoine Béïs et l'abbé de Marguerittes, 1957 146
Le colonel Lizé et le colonel Rol-Tanguy, 1944 146
Le lieutenant-colonel de Marguerittes décoré par le général Weygand, 3 juillet 1940 148
Le colonel Lizé, Paris, août 1944 148
L'abbé de Marguerittes 149
L'abbé de Marguerittes et les chanoines Dufraisse et Latour 149
Jules Parrot, buste en bronze de P. Dubois ..... couv. 2e livr., 249
Jean-François du Cheyron, chevalier du Pavillon 175
Guillaume-Joseph Chaminade 239, 241
Jean-Joseph Peyrot 252
Raoul Rousset (portrait par L. Félix) 257
Charles Villotte 259
Charles Vignéras 262
Jean Vignéras 265
Amédée de Lacrousille (portrait par J.-M. Linfort) ..... couv. 3e livr.
Lucien de Maleville, dans la chapelle d'Auberoche 316
L'abbé Breuil et H. L. Movius 321
Pierre Delcouderc (portrait par A. Clément) 382
Léonard Thibald (portrait par A. Clément) 382
Jean-Antoine Deguilhem 408
Antoine Pasquet 408
Georges Connangle et Eva-Marie Pasquet 410

Jean Chapoul 412
Yvon Delbos (portrait par J.-M. Linfort) 415
Georges Bonnet (portrait par J.-M. Linfort) 416
André Leroi-Gourhan, en 1974 469
Jean Caley 519
Henri Debidour 525
Hubert Faure 530
Pierre de Bellaigue de Bughas 531
Fernand Masseron 532
François Tilly 533
André Bourret 536
Charles de Choiseul-Praslin 537
Bernard Gillot 541
Georges Givord 542
Yvan Monceau 547
Paul Rault 548
André Rebière 549
Marie-Denis Jacques de Boysson 551
Adolphe Thiers, caricatures 559, 563
Jules Barthélemy Saint-Hilaire, caricature 563
Théophile Ferré 563
Le général Jaroslaw Dombrowski 566
Le général Jaroslaw Dombrowski, caricature 568
Statue de Montaigne à Périgueux, par Gilbert Privat 602
Statue de Fénelon à Périgueux, par Gilbert Privat 602

Architecture et sculpture civiles

Rouffignac incendié par les Allemands le 31 mars 1944 ..... couv. 1re livr.
Moulin de Bourdeilles 65
Moulin de Comberanche-et-Épeluche, avant 1924 67
Moulin de Comberanche-et-Épeluche, en 1924 67
Minoterie de Comberanche-et-Épeluche, avant la guerre 1939-1945 67
Minoterie de Comberanche-et-Épeluche, après 1951 67
Minoterie Duchez à Comberanche-et-Épeluche, 2001 67
Moulin du Pont à Nanteuil-Auriac-de-Bourzac 68
Moulin de Soulet à Gout-Rossignol 70
Moulin des Michelies à Allemans, système de transmission 76
Statue de Lacaze-Duthiers 104
Station biologique de Roscoff 105
Rouffignac, mairie et gendarmerie, avant l'incendie de 1944 133
Rouffignac, mairie et gendarmerie, après l'incendie de 1944 133
Château de La Faye, Manzac-sur-Vern 149
Château de La Couture, Manzac-sur-Vern 149
Hameau des Pigeards à Ribagnac 208
Maison noble de Fonvieille à Monbazillac 216
Château de Monbazillac 221
Maison natale de Guillaume-Joseph Chaminade, rue Berthe-Bonaventure à Périgueux 236

Rôtisserie périgourdine à Paris 280
Restaurant La Cascade à Paris 280
L'hôtel Lutétia à Paris 281
Rose de type quercinois, maison Roaldès à Cahors 315
Bâton écoté, tour d'escalier, rue Pélegri à Cahors 315
Hôtel de la Société historique et archéologique du Périgord, 18, rue du Plantier à Périgueux, façade en travaux 330
Hôtel de la Société historique et archéologique du Périgord, 18, rue du Plantier à Périgueux, façade après restauration 330
Fontaine des Cinq-Canelles à Bergerac 348
Maison du procureur du roi, rue Saint-James à Bergerac 353
Palais de justice de Périgueux, intérieur et extérieur 380
Palais de justice de Bergerac, intérieur et extérieur 402
Pigeonnier du château de Monsec à Mouzens 404
Palais de justice de Sarlat, intérieur et extérieur 418
Palais de justice de Périgueux, carte postale ancienne 454
Palais de justice de Ribérac, carte postale ancienne 454
Justice de paix de Neuvic, carte postale ancienne 454
Palais de justice de Bergerac, carte postale ancienne 454
Palais de justice de Sarlat, carte postale ancienne 454
Palais de justice de Nontron, carte postale ancienne 454
Château de Caudon à Domme 456
Château de Fénelon à Sainte-Mondane 456
Château de Fénelon à Sainte-Mondane, dessins de B. Mathieu 457
Château de Caudon à Domme, dessin de B. Mathieu 457
Balustrade du château de Veyrignac, dessin de B. Mathieu 457
Château de Veyrignac 458
Pigeonnier de Borie-Petit à Champcevinel 459
Pigeonnier de Borie-Petit à Champcevinel, carte postale ancienne 461
Château du Pleyssac à Saint-Crépin-de-Richemont ..... couv. 4e livr., 588
Château de Juillac (Corrèze), dessin d'E. Rupin, 1894 488
Château de Belcastel (Lot) 508
Tour Tournemire à Martel (Lot) 510
Mémorial aux FNFL de Greenock (Écosse) 526
Château du Pleyssac à Saint-Crépin-de-Richemont, dessin de B. Mathieu .. 589
Château de Mondevys à Saint-Félix-de-Mareuil, dessin de B. Mathieu 589
Chartreuse de Champagne à Saint-Crépin-de-Richemont, dessin de B. Mathieu 589
Château de Mondevys à Saint-Félix-de-Mareuil 591
Chartreuse de Champagne à Saint-Crépin-de-Richemont 592
Tour du Deffeix à Auriac-du-Périgord 595

Architecture et sculpture religieuses

Armes de François II de Salignac, cathédrale de Sarlat 45
Crosses abbatiales sculptées sur un pied-droit de cheminée, prieuré Saint-Michel à Bars 45
Calvaire de Château-l'Évêque 151
Chapelle Saint-Maurice à Saint-Laurent-des-Bâtons 161

Prieuré de Badeix à Saint-Estèphe 186
Prieuré de Badeix à Saint-Estèphe, chœur de l'église 187
Prieuré de Badeix à Saint-Estèphe, porte des frères 187
Prieuré de Badeix à Saint-Estèphe, façade sud et abside de l'église 189
Prieuré de Badeix à Saint-Estèphe, façade est de l'aile est 190
Prieuré de Badeix à Saint-Estèphe, porte du passage, façade est de l'aile est 191
Prieuré de Badeix à Saint-Estèphe, façade ouest de l'aile est 192
Prieuré de Badeix à Saint-Estèphe, façade est de l'aile est 193
Prieuré de Badeix à Saint-Estèphe, porte du cellier et traces d'arrachements de l'aile nord, façade ouest de l'aile est 194
Église de Flaugeac 218
Croix du calvaire de Monsac 295
Croix du Christ et celle d'un larron, calvaire de Monsac, 1954 296
Chapelle d'Auberoche, 1959 316
Statue de la Vierge sur le pigeonnier du château de Monsec à Mouzens 404
Église Sainte-Marie de Cénac à Cénac-et-Saint-Julien 455
Église Sainte-Marie de Cénac à Cénac-et-Saint-Julien, chevet 455
Église Sainte-Marie de Cénac à Cénac-et-Saint-Julien, chapiteau sculpté 455
Église Sainte-Marie de Cénac à Cénac-et-Saint-Julien, dessin de B. Mathieu 457
Chapelle de Borie-Petit à Champcevinel 461
Croix de Borie-Petit à Champcevinel 462
Inscription d'un chapiteau de l'église de Saint-Sulpice-d'Excideuil 467

Objets mobiliers

Pierre gravée d'une inscription, trouvée à Badefols-sur-Dordogne, VIe-VIIe siècles 171
Médaille en bronze, en l'honneur d'Édouard Bourdelle, avers et revers 304
Moulage de la tête de Delcouderc 383
Médailles à l'effigie de l'abbé Breuil 469
Sacoche d'un employé de l'octroi 479
Fragment de la colonne Vendôme conservé au Musée d'art et d'archéologie du Périgord 560

Peintures, gravures et dessins

François de Beynac et son épouse, peinture murale, oratoire du château de La Roque à Meyrals 36
Litre armoriées des Chapelle de Jumilhac, église de Jumilhac-le-Grand 38
Litre armoriée des Hautefort, église de Bars 40
Litre armoriée du duc de Roquelaure, seigneur de Montfort, église de Vitrac 41
Litre armoriée des Talleyrand-Périgord, église de Jaure 42
Blason des alliances d'Annet II de La Cousse, église de Montagnac-d'Auberoche 43
Blason, absidiole nord de l'abbaye de Cadouin 44
Armes de François II de Salignac, cathédrale de Sarlat 45

Croquis d'un palais aux Baléares, par Lacaze-Duthiers 105
L'écurie des ânesses aux Enfants-assistés à Paris, tableau de F. Haenen 304
Conquête du Peñon de Velez de la Gomera à laquelle participa
Brantôme en 1564 314
Affaire Ponterie-Escot, 1807, gravures parues en 1859..... 423, 424, 425
Affaire Ponterie-Escot, 1807, dessins de B. Duc parus en 1962 ..... 427, 428, 429,
.....430, 431, 432, 438, 447
Une concierge vue par Daumier..... 570

Tableaux

SHAP, détail du bilan actif 2010..... 9
SHAP, comptes d'exploitation 2010..... 10
SHAP, prévisions 2011 11
SHAP, détail du bilan passif..... 12
Testaments « catholiques » et « non-catholiques » déposés chez
le notaire Pigeard, 1686-1734 217
Signalement social des testateurs, notaire Pigeard 219
Distribution des animaux par biotope à Lascaux..... 497, 499
Répartition de la valeur des prises martelaises de la compagnie de
Belcastel (1370-1371) 506
Répartition de la valeur des rançons et du prix du bétail volé à
Martel (1370-1371) et à Bergerac (1379-1382) 507
Statistiques concernant les FNFL 552, 553

Préhistoire

Rhinocéros peint, grotte de Villars, photographie et traitement numérique .. 293
Scène homme-bison, grotte de Lascaux..... 294
Scène homme-bison, grotte de Villars 294
Bifaces paléolithiques découverts au Petit-Moulin à Saint-Astier 307
Effondrement à Lascaux en 1940 483
Bison et cheval du panneau de l'Empreinte, grotte de Lascaux 495
Taureaux, cerfs et cheval de la Salle des Taureaux, grotte de Lascaux 495
Bouquetins et chevaux du Diverticule axial, grotte de Lascaux..... 495
Cheval « bleu », grotte de Villars..... 588

ADMISSIONS DE L'ANNÉE 2011

- M. Alix Sébastien, 11, rue Curial, 75019 Paris
- M. et Mme Archambeaud Vincent et Dominique, Le Bleuil, 24700 Saint-Martial-d'Artenset
- M. Biarnais Philippe, résidence du Square des Marronniers, 127, rue François-Perrin, 87000 Limoges (réintégration)
- M. Brindel François, 86 bis, bld Victor-Hugo, 92200 Neuilly-sur-Seine
- M. Broussaud Antoine, 21 bis, avenue de Ségur, 75007 Paris
- Mme Castang-Coutou Marie-France, 1, allée Flora, 33170 Gradignan
- Mme de Castellane-Féral Aliette, La Rigale, 24600 Villetoureix
- M. et Mme Cornuet Georges et Colette, n° 5, lot. du Val de l'Auche, 24110 Léguillac-de-l'Auche
- M. Couderc Gérard, 42, rue Paul-Louis-Courier, 24000 Périgueux

- M. et Mme Courault Dominique et Martine, 169, rue Combe-des-Dames, 24000 Périgueux
- M. Dalido Jean-Pierre, 2, allée Niepce, résidence Le Chevalier, 17200 Royan (réintégration)
- M. et Mme Delalu Roland et Danielle, Les Quatre Routes, 24110 Saint-Astier
- M. Déroulède Bruno, Le Bourg, 24320 Cherval
- Mme Descoins-Lacoste Juliette, 17, rue de l'Interne-Loëb, 75013 Paris
- M. Dubois Jacques, 52, avenue Paul-Vaillant-Couturier, 24750 Boulazac
- M. et Mme Dubuisson Étienne et Isabelle, 48, rue Gambetta, 24310 Brantôme
- Mme Duchêne Gaëlle, Bigos, 46170 Lhospitalet
- M. Dugros Jean-Claude, 35, chemin du Château de Rosette, 24100 Bergerac
- M. et Mme Fargeot Jean-Louis, Le Château-Haut, place de la Bascule, 24350 Lisle
- Mme Faure Colette, 15, rue des Mimosas, 24750 Trélissac
- M. et Mme Felten Paul et Geneviève, Kerdorff, Le Bas Sinsac, 24800 Nanthiat
- M. et Mme Fermont Pierre et Anne-Marie, Bédy, 24620 Marquay
- M. Gallet André, 37, rue Champagne, 86000 Poitiers
- M. Gareyte Jean-François, La Besse, 24390 Hautefort
- M. Gevaert Gilles et Mme Labrousse Pascale, L'Hermitage, 24380 Vergt
- Mme de Goursac Catherine et M. Pfeiffer George, 81, avenue Niel, 75017 Paris
- M. et Mme Guéguen Jean-Paul et Chantal, Chantelaube, rue Rachilde, 24460 Château-l'Évêque
- M. Guimbaud Jérôme, 14, rue Barbecane, 24000 Périgueux
- M. Hameau Jean, 26, rue de Bussac, 24350 Lisle
- Mme Hilaire Catherine, Guillegorce, 24510 Saint-Laurent-des-Bâtons
- M. Juliard Michel, 34, rue Victor-Hugo, 24310 Brantôme (réintégration)
- Mme Lablénie Françoise, avenue Charles-de-Gaulle, 24580 Rouffignac-Saint-Cernin
- M. et Mme Lacaille Jean-Pierre et Bernadette, 22 bis, rue des Bleuets, 24750 Trélissac
- Mlle Lapeyre Émilie, 7, route de Lascaux, Le Chastang, 19270 Ussac
- Mme Larigauderie-Beijeaud Martine, Étang de Baconneau, 16000 Angoulême
- Mme Lhote Sophie, La Vergne, 24640 Cubjac
- M. Lionnet Michel, 29, rue du Professeur-Faurel, 24160 Excideuil
- Mme Lopez Agnès et M. Danjou Jean-Luc, Larcherie, Les Versannes, 24330 La Douze
- M. Lunven André-Yves, La Jonchère, Chemin de la Croix de Bethonne, 18330 Nançay
- M. Malamaire Bernard, Les Charreaux 24390 Hautefort (réintégration)
- Mme Manger Marie-Françoise, Les Jacquets, 24390 Hautefort
- Mlle Mazaudier Jacqueline, 17, rue Eguillerie, 24000 Périgueux (réintégration)
- Mlle Michel Audrey, 5, route de Chevreuse, 78117 Chateaufort
- M. Millescamps Henri-Pierre, 7, rue Saint-Front, 24000 Périgueux
- M. Montagut Jean-Louis, 48, rue du Four, 24600 Ribérac
- Mme Mordret Annick, résidence Le Lac Rouge, 5, rue Ludovic-Trarieux, 24000 Périgueux
- M. et Mme Patat Jean-Paul et Éliane, Le Comballet, 24380 Saint-Michel-de-Villadeix
- M. et Mme Ranzetti Henri et Annie, 37, quai de l'Orge, 3, villa Jeanne, 91200 Athis-Mons
- Mme de Roffignac-Faure Geneviève, 2, chemin de Gonnat, 31390 Carbonne
- M. Saraben Jacques, Atelier de la Source, La Lande, 24510 Paunat
- M. et Mme Talbot Guy et Colette, 3, rue Souffron-Lameyrolie, 24260 Le Bugue
- M. Uberti Jérôme, La Coutille, 24470 Milhac-de-Nontron
- M. et Mme Villemonte de La Clergerie Bruno et Nathalie, 24, rue Béranger, 24000 Périgueux
- M. Warneys Benoit, 19, rue des Tanneries, 24000 Périgueux

MEMBRES DÉCÉDÉS

Claire Baudet-Ducarin, Jean-Bernard Besse, Mme Biraben, Roger Boudrie, Jacques Cardo, Gérard de Clarens, Gérard Durand de Ramefort, Jean-Jacques Eymerit, Jacques Faurel, Maurice Gascou, Robert Gauthier, Jacques Gay, Geneviève Gernelle, Henri Lachèze, Christiane Lassaigne, Bertrand de Maillard

TARIFS 2012

Cotisation (sans envoi du Bulletin) ..... 25 €

Cotisations pour un couple (sans envoi du Bulletin) ..... 47 €

Cotisation et abonnement au Bulletin ..... 57 €

Cotisations et abonnement au Bulletin pour un couple ..... 67 €

Abonnement au Bulletin sans cotisation (collectivités, associations...) ..... 62 €

Il est possible de régler sa cotisation par virement postal au compte de la S.H.A.P. Limoges 281-70 W ou par chèque bancaire à l'ordre de la S.H.A.P. et adressé au siège de la compagnie (18, rue du Plantier, 24000 Périgueux).

Les étudiants, âgés de moins de 30 ans, désireux de recevoir le Bulletin sont invités à le demander à la S.H.A.P. Ce service est assuré gratuitement sur présentation d'une carte d'étudiant (réservé à un abonnement par foyer).

Pour tous renseignements :
Tél./fax : 05 53 06 95 88
Courriel : shap24@yahoo.fr
Site internet : www.shap.fr

Permanence téléphonique de 14 heures à 17 heures : mardi - jeudi - vendredi

Notre bibliothèque est à la disposition des membres chaque samedi de 14 heures à 18 heures.

Réunions le 1er mercredi de chaque mois à 14 heures au siège de la S.H.A.P.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD
18, rue du Plantier – 24000 Périgueux
tél. / fax : 05 53 06 95 88
courriel : shap24@yahoo.fr

Commission paritaire n° 0211 G 87921

IMPRIMERIE RÉJOU - PÉRIGUEUX

SOMMAIRE DE LA 4e LIVRAISON 2011

- Compte rendu de la séance
  du 3 août 2011 475
  du 7 septembre 2011 480
  du 5 octobre 2011 485
- Éditorial : La Maison de l'Histoire (Gérard Fayolle) 491
- Programme de nos réunions. 1er trimestre 2012 492
- La distribution des animaux à Lascaux reflèterait leur distribution naturelle (Julien d'Huy) 493
- Les exactions des compagnies anglo-gasconnes dans la moyenne vallée de la Dordogne durant les années 1370 (Nicolas Savy) 503
- Les Périgordins des forces navales françaises libres (1940-1945) (Jean-Jacques Gillot) 515
- Dans notre iconothèque et dans l'histoire de France : Le mystérieux Périgordin Veysset. A-t-il livré Paris aux Versaillais en 1871 ? (Brigitte et Gilles Delluc) 557
- Sortie du 10 septembre 2011 : Villars, Saint-Crépin-de-Richemont, Saint-Félix-de-Mareuil (collectif) 587
- Petit patrimoine rural : Les tours de guet dans la châtellenie de Montignac (La Pierre Angulaire / Catherine Schunck) 593
- Notes de lecture : En flânant dans les rues d'Excideuil en Périgord. À la recherche du passé (J. Gay), Des traces et des ombres sur nos pierres. Monographie de Saint-Martial-de-Nabirat et des environs (J. G. Planche), Patrimoine et biodiversité (collectif), Le soir au cantou. Recueil de poésies patoises du docteur Boissel (1872-1939) précédé de L'aveugle de Castelculier, poème occitan de Jasmin (1798-1864) (version française G. Gerval), Les mystères du Périgord. Histoires insolites, étranges, criminelles et extraordinaires (J.-J. Gillot et P. Audoux), Préhistoire en Périgord, Quercy, Charentes et Poitou (T. Félix et J. Aubarbier, J.-P. Bouchard), Le talisman cathare (J.-L. Aubarbier) 597
- Courrier des chercheurs et petites nouvelles (Brigitte Delluc) 601
- Sommaire et table des illustrations du tome CXXXVIII (2011) 605

Le présent bulletin a été tiré à 1 100 exemplaires

Photo de couverture : Le château du Pleyssac à Saint-Crépin-de-Richemont (cliché M. Cestac, 2011).

I.S.S.N. 1141 - 135 X

Prix public : 15 €